



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



EVALUATION

Evaluation des Projets Bilatéraux Eau, Assainissement et Hygiène de l'USAID/Madagascar : RANO HP et Ranon'ala.

Cette publication a été produite à la demande de l'Agence Américaine pour le Développement International. Elle a été préparée indépendamment par le Consortium ADAPT/CAETIC Développement.

EVALUATION FINALE DU PROGRAMME D'ADDUCTION D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET HYGIENE DE L'USAID MADAGASCAR:

**EVALUATION DES PROJETS BILATERAUX EAU,
ASSAINISSEMENT ET HYGIENE DE L'USAID/MADAGASCAR :
RANO HP ET RANON'ALA**

9 SEPTEMBRE, 2014

CONTRAT N° AID-687-C-13-00004

DISCLAIMER

Les points de vue de l'auteur exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence Américaine pour le Développement International ni celles du Gouvernement des Etats Unis d'Amérique.

TABLE DES MATIERES

Evaluation des Projets Bilatéraux Eau, Assainissement et Hygiène de l'USAID/Madagascar : RANO HP et Ranon'ala.....	1
ABBREVIATIONS.....	i
RESUME EXECUTIF.....	2
OBJET ET QUESTIONS DE L'EVALUATION.....	7
Objet de l'évaluation.....	7
Questions d'évaluation.....	7
CONTEXTE.....	7
Objectif stratégique et résultats intermédiaires de l'USAID.....	7
RANO HP.....	7
RANON'ALA.....	9
MÉTHODES D'ÉVALUATION & LIMITES.....	11
RESULTATS, CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS.....	14
LA POPULATION CONCERNEE.....	14
LES RESULTATS DE LA METHODE DE LA DOUBLE DIFFERENCE SUR LES INDICATEURS.....	16
Question 1 : L'adoption des pratiques d'Hygiène Améliorées par la Population dans les Zones des Projets.....	22
LES SENSIBILISATIONS RECUES SUR LES TROIS MESSAGES CLES WASH.....	22
LAVAGE DES MAINS.....	24
UTILISATION DE LATRINES.....	25
CONCLUSIONS SUR LA QUESTION 1.....	28
Question 2 : L'accès et l'Utilisation de l'Eau Potable et des Infrastructures Sanitaires Améliorées par les Bénéficiaires.....	29
Changements de l'Accès aux Infrastructures Sanitaires Améliorées.....	29
Changements de l'Accès à l'Eau Potable pour les Bénéficiaires.....	31
CONCLUSIONS 2.....	41
Fonctionnalité des Services d'Eau Potable et d'Assainissement Amélioré.....	41
Gouvernance du Secteur de l'EAH au Niveau Communal.....	44
Protection des Ressources en Eau.....	47
CONCLUSIONS 3.....	48
Question 3 : Evaluation de la satisfaction des populations par rapport aux services d'EAH.....	49
Niveau de Satisfaction des Ménages Usagers.....	49
SOURCES D'INSATISFACTION DES POPULATIONS.....	50
CONCLUSIONS 4.....	52
ANNEXES.....	A
Annex I: Evaluation Statement of Work.....	B
Annex II: METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'EVALUATION.....	G

METHODE DE COLLECTE DES DONNEES QUANTITATIVES	G
A. Champs d'étude, Unités statistiques et base de sondage :	G
B. Tirage des échantillons.	G
C. Technique d'observation et outil de collecte.	H
METHODE DE COLLECTE DES DONNEES QUALITATIVES	J
A. La collecte des données qualitatives	J
B. Formation et Organisation de l'Equipe d'Evaluation.....	L
CONTROLE QUALITE: PREVISION ET GESTION DES RISQUES	15
METHODE D'ANALYSE DES RESULTATS	A
A. Méthode d'Analyse des Données Quantitatives	A
B. Méthode d'Analyse des Données Qualitatives	A
Annex III: Data Collection Instruments	B
QUESTIONNAIRE ET FICHE FOKONTANY	B
CANEVAS DE RAPPORTAGE DES DISCUSSIONS DE FOCUS GROUP.....	L
CANEVAS DE RAPPORT DES FOCUS GROUP ET DES ISS – EVALUATION DES PROJETS RANO HP ET RANON'ALA	N
GUIDE D'INTERVIEWS SEMIS-STRUCTUREES POUR LES COORDINATEURS REGIONAUX DE DIORANO-WASH	Q
Annex IV: Sources of Information	HH
Annex V: Disclosure of any Conflicts of Interest	LL

ABBREVIATIONS

ADS	Automated Directives System
AEP	Accès à l'Eau Potable
AEPAH	Approvisionnement en Eau Potable et Aménagement Hydro-agricole
AEPG	Adduction en Eau Potable Gravitaire
AEPP	Adduction en Eau Potable
AMI	Appel à Manifestation d'Intêret
AO	Appel d'Offre
BS	Branchement Social
BP	Branchement Privé
CCC	outils de communication pour le changement de comportement
CU5	Child under the age of 5 (enfant de moins de 5ans)
DEC	Development Experience Clearinghouse
EAH	Eau Assainissement et Hygiene
ESF	Environment Screening Form
FGD	Focus Group Discussion
FPMH	Forage équipé d'une pompe à motricité humaine
FY	Fiscal Year
IMF	Institutions de Micro Finance
INSTAT	Institut National de la STATistique
ISS	Interview Semi-Structuré
LQAS	Lot Quality Assurance Sampling
OG	Objectif Général
OS	Objectif Stratégique
PCDEA	Plan Communal de Développement Eau, Assainissement et Hygiène
PNSA	Politique et Stratégie Nationale de l'Assainissement
RI	Resultat Intermédiaire
SDAL	Sans Défécation à l'Air Libre
SILC	Savings and Internal Lending Communities
SOW	Statement of Work
USAID	United States Agency for International Development
VOAMAMI	ou AVEC Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
VSLA	Villages Savings and Loans Association

RESUME EXECUTIF

OBJET DE L'EVALUATION

1. L'objet de cette mission est d'entreprendre l'évaluation finale des projets bilatéraux de l'USAID, RANO HP et RANON'ALA, dans le domaine de l'Adduction d'Eau, de l'Assainissement et l'Hygiène. Le Contrat y afférent fut alloué à CAETIC Développement et signé le 16 Décembre 2013 pour une durée de 9 mois.

CONTEXTE

2. Le projet RANO HP a eu lieu d'Octobre 2009 à Juin 2013 tandis que RANOn'ala démarra en October 2010 pour finir en Septembre 2013. La présente évaluation commença le 16 Décembre 2013 et les travaux de collecte sur terrain se sont déroulés en Février et Mars 2014.

3. Les deux projets, RANON'ALA et RANON HP ont constitué les principales composantes du Programme d'Adduction d'Eau, d'Assainissement et Hygiène de l'USAID/Madagascar.

4. Le Projet RANO HP project était supposé améliorer l'accès durable à de l'eau sure, améliorer le taux de couverture de l'assainissement ainsi que les pratiques d'hygiène des ménages dans 43 communes de 12 districts le long de la côte Est et le Sud de Madagascar.

5. Le Projet RANON'ALA voulait quant à lui bâtir sur les stratégies de RANO HP tout en introduisant des innovations significatives pour les solutions d'hygiène et d'assainissement, des infrastructures d'adduction d'eau dont le financement est basé sur le marché et utilisant les technologies de l'information et de la communication pour distribuer, suivre et évaluer les performances. En plus, les Communes ciblées par RANON'ALA se chevauchent beaucoup avec celles qui sont déjà bénéficiaires des projets Santénet 2 et SALOHI de l'USAID, augmentant ainsi les impacts de ces projets combinés sur les bénéficiaires.

QUESTIONS D'EVALUATION, CONCEPTION, METHODES ET LIMITES

6. Les questions d'évaluation sont:

- 1- Dans quelle mesure la population des zones d'intervention ont-elles adopté les pratiques d'hygiène améliorées promues par les Projets ?
- 2- Dans quelle mesure les approches utilisées par les partenaires de mise en œuvre de l'USAID ont-elles conduit à une augmentation de l'accès et de l'utilisation d'eau potable et d'infrastructures sanitaires améliorées par les bénéficiaires ?
- 3- Dans quelle mesure la population des zones d'intervention ont-elles été satisfaites par la qualité et l'adéquation des services fournis par les partenaires privés dans la gestion des infrastructures WASH ?

7. L'évaluation est basée sur une méthode mixte comportant à la fois des travaux quantitatifs et qualitatifs.

8. La collecte de données quantitatives vise à calculer le niveau des principaux indicateurs d'effet et d'impact et d'apporter des éléments de réponse objectifs aux différentes questions d'évaluation. La technique retenue pour l'évaluation est basée sur la méthode de la double différence qui permet une comparaison sans faille des données collectées avec celles des études baseline. Ainsi, la méthodologie est celle d'une enquête par sondage représentatif à deux degrés respectant les exigences de la méthode LQAS.

9. Le champ d'étude est constitué des 36 communes d'intervention des deux projets RANO HP et RANOn'Ala issues des 6 régions à savoir Sofia, Analanjirofo, Atsinanana, Vatovany Fitovinany, Atsimo Atsinanana et Anosy. Au premier degré, l'unité statistique est constituée par le Fokontany appartenant aux communes d'intervention. Comme la méthode d'échantillonnage adoptée est celle du LQAS, la taille de l'échantillon par unité primaire doit être 19 ménages ce qui implique 21 unités primaires par strate. Le tirage des unités primaires s'effectue de manière aléatoire simple avec

probabilité inégale, proportionnelle à la taille du Fokontany. Au second degré, le tirage des ménages échantillons s'effectue de manière systématique en adoptant la méthode d'itinéraire.

10. En ce qui concerne les ménages-témoins, le tirage des échantillons s'est fait selon la même méthode LQAS donc la taille de l'échantillon est fixée à 19 ménages par village soit 38 ménages par strate afin d'assurer la convergence des estimateurs.

11. Les questions et les sous-questions d'évaluation ont été aussi abordées par l'approche qualitative. Les données qualitatives extraites de la revue documentaire, des entretiens avec les personnes clés et des discussions en focus groupes ont aidé à expliquer les changements de comportement en matière d'hygiène, de l'utilisation de l'eau et l'assainissement attribués aux projets. Les explications des comportements négatifs par rapport aux pratiques d'hygiène et l'utilisation des infrastructures d'eau et d'assainissement ont été particulièrement examinées pendant l'enquête qualitative. L'enquête qualitative a également capturé les leçons apprises et les meilleures pratiques relatives aux approches des projets pour accroître la connaissance et l'utilisation par la population des installations d'assainissement et d'eau potable.

12. Les Termes de référence de cette évaluation ont suggéré l'utilisation de la méthode de la double différence pour estimer les impacts de ce programme sur les indicateurs. Cette méthode fut appliquée de manière effective et les résultats sont exposés ci-après avant de répondre aux questions d'évaluation.

RESULTATS ET CONCLUSIONS

13. Les campagnes de sensibilisations autour des trois messages clés WASH étaient très réussies et ont enregistré de grandes évolutions dans le lavage des mains, l'utilisation de latrines et la protection de l'eau potable. 6,9% des bénéficiaires ont pu citer les 3 messages sans faute et la plus grande réussite fut dans le Sud (13,8%) qui pourtant est une zone de grande proportion d'illettrés ce qui prouve que la capacité de rétention des messages ne dépend pas du niveau d'instruction des populations. C'est dans les zones de RANO HP qu'il y a eu le plus de rétention des messages WASH.

14. Les réunions au village (pour 78,8%) menées par les Agents Communautaires (pour 50%) sont les plus performants comme approches et véhicules de ces messages et il a été vérifié que 65,2% des ménages bénéficiaires ont effectivement du savon chez eux !

15. Le lavage des mains aux moments critiques est le domaine où les projets RANON'ALA et RANO HP ont le plus réussi à insuffler un changement de comportement mais le message WASH ne semble pas être passé entièrement car bien que 89,7% des bénéficiaires des Projets ont déclaré se laver les mains avant de manger et 67,3% après défécation, seuls 66,1% disent s'être lavé les mains avec du savon durant les dernières 24 heures !

16. 60,61% des ménages bénéficiaires se déclarent utiliser des latrines maintenant, ce qui fait une avancée significative au seuil de 5% par rapport au baseline. La plus grande évolution est enregistrée au niveau des zones d'intervention de RANON'ALA dont le taux est passé de 76,34% à 90,47%.

17. 22,05% des bénéficiaires utilisent des latrines privées et 38,56% partagent plutôt les latrines qu'ils utilisent. Le pourcentage de ménages utilisant des latrines publiques a beaucoup baissé (de 1,12% à 0,2%) dans les zones de RANON'ALA tandis qu'il a un peu augmenté dans les zones de RANO HP (de 0,46% à 2,76%).

18. Le pourcentage de ménages bénéficiaires ayant un enfant de moins de 5 ans atteint par la diarrhée au cours de 2 dernières semaines a significativement baissé depuis les baselines dans les zones des 2 projets.

19. Plusieurs Fokontany échantillons de cette étude ont présenté des Certificats ODF en bonne et due forme mais l'état du non respect de cette certification remet à la surface les questions de compréhension du processus de certification ODF par les Fokontany dont la plupart prennent le

Certificat comme un diplôme qu'il fallait obtenir une fois et c'est fini et celle de la non existence de structures chargées d'effectuer le contrôle du respect des normes ODF pour garder ce statut en permanence.

20. Le taux de possession de latrines s'est beaucoup amélioré car les Projets ont augmenté ce taux de 415% en l'amenant de 0,84% à 3,49% par rapport au baseline.

21. La moitié des ménages bénéficiaires déclarent posséder des latrines avec une variation assez forte entre les zones agro-écologiques, de 10,6% au Sud à 74,9% dans le Nord Est.

22. 76,2% des latrines disposent de murs, d'un toit et d'une porte même si 11,8% n'ont pas de porte et 7% ne sont juste qu'un trou !

23. Le financement de la construction de latrines est assuré par le ménage-même (81,7%) et par des amis/bienfaiteurs (14,8%) avec un coût moyen de Ar 141 100 pour les latrines améliorées et Ar 4 800 pour les non améliorées. Aucun ménage n'a utilisé le canal des SILC/VSLA pour s'engager dans des prêts dans le but de construire des latrines bien que le pourcentage d'adhésion dans ces structures d'épargne et de crédit rurales soit assez élevé en particulier dans les zones Ranon'ala.

24. 10,7% des ménages dans les zones d'intervention de Ranon'Ala et Rano HP (environ 14 200 ménages) ont accès aux infrastructures d'alimentation en eau potable mises en place par ces projets. 44% des ménages usagers appartiennent à la catégorie des ménages qui ont des revenus les plus élevés et 82,7% de ces ménages usagers ont utilisé uniquement ces sources pendant toute l'année.

25. Malgré tous les efforts fournis par les projets en matière de sensibilisation et de promotion d'infrastructures sanitaires améliorées, 70,3% des ménages bénéficiaires eux-mêmes laissent encore leurs enfants déféquer à l'air libre

26. La proportion de ménages ayant des latrines avec de l'eau et du savon a un peu régressé de 1,08% à 0,58% dans l'ensemble même si elle a un peu progressé (de 1,24% à 1,44%) dans les zones de Ranon'ala.

27. 55,7% des usagers se disent victimes de coupures d'approvisionnement en eau qui durent généralement entre 2 et 3 mois mais peuvent aller jusqu'à 7 mois ou plus, à cause des pannes techniques du service ou de l'insuffisance de débit.

28. D'autres intervenants ont également mis en place des systèmes d'adduction d'eau améliorée dans les zones d'intervention de ces projets et l'amélioration de l'accès aux sources d'eau améliorée est essentiellement observée dans les zones d'intervention du projet Ranon'Ala.

29. La mise en place des infrastructures d'eau par les projets a permis de réduire la distance et la durée moyenne du trajet pour chercher de l'eau, 94,4% des ménages usagers utilisent des points d'eau améliorés à moins de 100 m de leur habitation. La durée moyenne du trajet aller-retour a nettement diminué de 20 minutes pour les ménages usagers par rapport aux ménages de référence.

30. Le pourcentage des ménages optant pour une utilisation multiple de l'eau ne s'est pas amélioré parmi les ménages usagers.

31. Le pourcentage des ménages membres de ces SILC/VSLA est de 15% dans les zones des projets et 11% dans les zones témoins. Parmi ces membres de SILC/VSLA ou VOAMAMI, 18% sont desservis par les branchements ou les pompes/bornes-fontaines publiques contre 13% pour les non membres, malgré le fait que l'utilisation des fonds des membres des SILC/VSLA pour des activités liées à l'EAH (exemple : construction de latrines ou achat de branchement) ne figure pas parmi les destinations de l'épargne dans ces caisses.

32. L'adhésion au SILC/VSLA intéresse beaucoup plus les femmes que les hommes. Le taux d'adhésion s'élève à 20% pour les femmes contre 14,4% pour les hommes et cette différence est statistiquement significative au seuil de 5%.

33. L'adoption de l'approche payante du service de l'eau mis en place par Rano HP et Ranon'Ala a augmenté de 15 fois les dépenses de consommation en eau des ménages par rapport aux autres sources dans les zones des projets.

34. Entre sources améliorées, l'eau fournie par les projets Ranon'ALA et Rano HP est plus chère que celle fournie par d'autres opérateurs. Cette différence est très importante dans la zone Sud-Est.

35. Les meilleurs stockages de l'eau préconisés par les projets incluent les récipients ayant les caractéristiques de prévention pour les contaminations de l'eau dans le ménage : l'existence de robinet sur le récipient ou l'utilisation de récipients avec couvercle ou de récipients ayant une ouverture étroite inférieure à 10 cm de diamètre. 40% des ménages usagers des infrastructures des projets pratiquent ce mode de stockage amélioré et ce taux a augmenté de manière significative (19 points) par rapport aux pratiques des ménages lors des enquêtes de référence.

36. La portée des sensibilisations sur les méthodes de stockage amélioré de l'eau est limitée à 61% des populations dans les zones bénéficiaires, parmi lesquels 15% seulement ont adopté ces méthodes améliorées.

37. 78% des ménages usagers des infrastructures des projets traitent l'eau à boire et le principal mode de traitement de l'eau pratiqué par les usagers est l'ébullition (97% des ménages). Les raisons de non utilisation du Sur'eau par les ménages dans les zones bénéficiaires sont diversifiées. Les principales raisons évoquées sont d'abord l'indisponibilité du produit dans les localités (31% des ménages), ensuite la méconnaissance du Sur'eau (25%) et le prix élevé du produit (24%).

38. Les projets Rano HP et Ranon'Ala sont parmi les pionniers de l'approche de partenariat public-privé dans la gestion des infrastructures d'eau potable et leur financement à Madagascar. Les projets ont appuyé des opérateurs privés locaux en vue de développer des plans d'affaires économiquement viables et des services d'eau de qualité accessibles aux populations les plus vulnérables.

39. La plupart des sites avec des forages ont des problèmes de fonctionnement des pompes Canzee. Plusieurs sites à base de système AEPG rencontrent actuellement des problèmes de qualité de l'eau comme si les études de faisabilité hydrogéologiques ont fait défaut.

40. Tous les comités WASH dans les 9 communes visitées sont en veilleuse après le départ du projet, faute de motivation des membres pour faire la sensibilisation dans les villages et la planification périodique des actions EAH.

41. Les communes n'ont pas officiellement délégué la gestion des infrastructures aux fokontany mais dans la réalité, les autorités des fokontany ont plus de responsabilités de contrôle de la qualité et de la gestion du service, en raison de l'éloignement des villages desservis par rapport au chef-lieu de commune.

42. La gestion des contrats de gestion des infrastructures d'adduction d'eau par des entreprises privées rencontrent aussi des difficultés d'application dans plusieurs sites. Toutefois, ce processus participatif a conduit à l'élaboration, la validation et la diffusion du Plan de Développement, d'Investissement et d'Affaires (PDIA) en adduction d'eau potable, assainissement et hygiène. Dans les 9 communes visitées, 4 sont en connaissance ou en possession de ce document de planification et ce système permet d'assurer la disponibilité d'un service d'alimentation en eau continu qui répond aux attentes des usagers (80% des ménages usagers enquêtés) grâce à une certaine capacité de gestion

des entreprises privées. Il est cependant victime des changements de personnes au sein des communes, ce qui ne rend pas le transfert de compétences effectif.

43. L'absence de service technique EAH opérationnel au sein de toutes les communes visitées est un handicap pour assurer le contrôle de gestion de l'eau par la commune et la faible collaboration des projets avec la Direction Régionale de l'Eau et les autres acteurs à cause de la restriction du gouvernement américain) a eu des impacts négatifs dans la performance de ces projets.

44. Le manque de rigueur des gestionnaires de l'eau et une faible collaboration de la commune et du gestionnaire dans la sensibilisation des ménages aboutit à des situations d'incompréhension qui nuisent à la fourniture continue d'eau potable pour les usagers.

45. Les autorités locales s'appuient beaucoup sur d'autres projets de protection de l'environnement dans sa localité pour élaborer les plans de protection et le suivi de sa mise en œuvre.

46. Malgré les investissements consentis dans les SILC/VSLA, ces structures n'ont pas beaucoup contribué dans les campagnes de sensibilisation car elles ont eu tendance à garder à elles-mêmes les messages reçus au lieu de les vulgariser dans leurs communautés.

OBJET ET QUESTIONS DE L'ÉVALUATION

OBJET DE L'ÉVALUATION

47. Cette évaluation est l'évaluation de fin de projet des deux projets bilatéraux WSSH. L'objectif est d'aider à déterminer les impacts potentiels des interventions de l'USAID dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à des services adéquats d'assainissement aux bénéficiaires, la perception de la population sur les approches utilisées par les projets; et l'analyse de la viabilité de l'approche adoptée pour gérer les infrastructures de WSSH.

QUESTIONS D'ÉVALUATION

48. Les questions d'évaluation sont:
- 1- Dans quelle mesure la population des zones d'intervention ont-elles adopté les pratiques d'hygiène améliorées promues par les Projets ?
 - 2- Dans quelle mesure les approches utilisées par les partenaires de mise en œuvre de l'USAID ont-elles conduit à une augmentation de l'accès et de l'utilisation d'eau potable et d'infrastructures sanitaires améliorées par les bénéficiaires ?
 - 3- Dans quelle mesure la population des zones d'intervention ont-elles été satisfaites par la qualité et l'adéquation des services fournis par les partenaires privés dans la gestion des infrastructures WASH ?

CONTEXTE

49. Le projet RANO HP a eu lieu d'Octobre 2009 à Juin 2013 tandis que RANOn'ala démarra en October 2010 pour finir en Septembre 2013. La présente évaluation commença le 16 Décembre 2013 et les travaux de collecte sur terrain se sont déroulés en Février et Mars 2014.

Objectif stratégique et résultats intermédiaires de l'USAID

RANO HP

50. Le projet RANO HP, Contrat N° 687-A-00-09-00045-00, est un projet bilatéral mis en oeuvre par Catholic Relief Services (CRS). Le projet a commencé le 15 Septembre, 2009 et se termina le 30 Juin, 2013. Durant l'année fiscale FY 2012, du à des contraintes budgétaires, l'USAID a réduit le financement du projet de \$7.98 million à \$5.68 million.

Objectif Général

51. Les communautés rurales à Madagascar ont un large accès à des services d'eau et d'assainissement fiables et économiquement durables pour la santé, la sécurité et la prospérité.

Objectifs stratégiques:

52. Quatre objectifs stratégiques (OS) :

(i) Améliorer l'organisation et la gouvernance du secteur eau et assainissement ainsi que la collaboration avec le secteur privé au niveau des communes (**OS I**),

- (ii) Améliorer l'accès durable à l'eau de qualité pour des usages multiples (**OS 2**),
- (iii) Améliorer l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène (**OS 3**) et
- (iv) Collaborer avec le ministère de l'Eau à élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer la qualité, l'impact et l'équité de l'eau et d'assainissement à Madagascar (**OS 4**).

Résultats Intermédiaires (RI)

53. RI 11 : L'organisation et la gouvernance du secteur eau et assainissement ainsi que la collaboration avec le secteur privé au niveau des communes sont améliorés en formant les communautés sur le code de l'eau et assainissement et en élaborant de plans d'action viable.

54. RI 12 : Augmentation par les secteurs privés et les ménages de leurs investissements pour les produits et les services d'eau et d'assainissement.

Activités pour atteindre RI 11 et RI 12 :

- développer des mécanismes de financement permettant l'accès au crédit pour les prestataires de services et les consommateurs,
- mettre en place ou renforcer de Groupes d'Épargne et de Crédit Villageois (VSL),
- favoriser l'implantation des entreprises fournissant des services connexes de l'eau et l'assainissement à proximité des communes cibles et
- développer de Stratégies novatrices pour subventionner l'approvisionnement en eau pour les groupes les plus pauvres

55. RI 21 : Amélioration de l'accès à l'approvisionnement en eau améliorée et l'utilisation de traitements « POU » des ménages

56. RI 22 : Utilisation de l'eau provenant de sources protégées à des fins multiples

57. RI 23 : Participation des associations locales dans les zones tampon à la gestion des bassins versants et les réseaux publics d'adduction d'eau

Activités pour atteindre RI 21, RI 22, RI 23 :

- construire ou réhabiliter des points d'eau amélioré en partenariat avec es entreprises du secteur privé,
- stimuler la demande de technologies sur le traitement des eaux « POU » et
- structurer les communautés pour mettre en œuvre des activités de subsistance centrée sur les usages multiples de l'eau.

58. RI 31 : Adoption par les ménages des comportements améliorés en matière d'assainissement, d'hygiène et de stockage de l'eau.

59. RI 32 : Amélioration par les communautés des services publics d'assainissement et mise en place d'écoles et de centres de santé amis de WASH au niveau des communautés.

Activités pour atteindre RI 31 et RI 32 :

- construire des latrines,
- sensibiliser les ménages sur le lavage des mains à des moments critiques et le stockage sûr de l'eau,
- installer des infrastructures sanitaires publiques (stands buanderie, douches, toilettes) et
- mettre en place des systèmes de gestion de Collecte d'ordures.

60. RI 41 : Collaboration renforcée avec le ministère de l'Eau à élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer la qualité, l'impact et l'équité de l'eau et d'assainissement à Madagascar, en mettant en œuvre de stratégies améliorant l'équité de genre dans les activités du Programme

61. RI 42 : Collaboration renforcée avec le ministère de l'Eau à élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer la qualité, l'impact et l'équité de l'eau et d'assainissement à Madagascar, en publiant et intégrant les résultats des recherches opérationnelles et les enseignements tirés dans la programmation en cours

62. RI 43 : Collaboration renforcée avec le ministère de l'Eau à élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer la qualité, l'impact et l'équité de l'eau et d'assainissement à Madagascar, en contribuant à l'amélioration de la politique nationale de l'eau et assainissement.

RANON'ALA

63. Le Projet RANON'ALA, Contrat N° 687-A-00-10-00041-00 est aussi un projet bilatéral mis en œuvre par CRS. Le projet démarra le 1er Octobre, 2010 et s'arrêta le 30 Septembre, 2013. Durant l'année fiscale FY 2011, l'USAID a réduit le financement du projet de \$6.82 million à \$4,95 million à cause de la coupe dans le budget pour l'eau.

Objectif Général (OG)

64. Le but du projet Ranon'Ala est pour les communautés vulnérables et pauvres dans les districts de Mananara, Mandritsara et Soanierana Ivongo d'avoir accès à des services d'eau potable et d'assainissement garantis et économiquement viable pour une meilleure santé et la gestion des ressources en eau

Objectifs stratégiques (OS)

65. OS1 : L'accès aux infrastructures d'eau au niveau des communes est amélioré

66. OS2 : Les utilisations appropriées et diverses des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement augmentent

67. OS3 : Les ressources en eau sont protégées et gérées de manière pérenne

Résultats Intermédiaires (RI)

68. OS1 : L'accès aux infrastructures d'eau au niveau des communes est amélioré. 57% des ménages ont accès aux infrastructures d'eau au niveau des 14 communes

69. RI 1.1. : Les communes collaborent avec le secteur privé pour une amélioration de la gestion des infrastructures d'eau et d'assainissement : 14 communes ont un comité de gestion de l'eau et de l'assainissement

70. Output 1.1.3: Les connaissances du Code de l'Eau par les autorités locales ont augmenté, 280 autorités locales et personnes clés formées sur le Code de l'Eau

71. Output 1.1.4: Les Plans d'affaires des communes en matière d'Eau et d'Assainissement sont créés (PACEA), 14 communes ont des plans d'affaires

72. RI 1.2. : Les communautés utilisent des modèles pérennes pour investir dans les infrastructures d'eau et d'assainissement :

- 7 nouvelles entreprises fournissant des produits et des services d'eau
- 14 nouvelles entreprises fournissant des produits et des services sanitaires
- 67 opérateurs et ménages liés aux services des IMF

73. Output 1.2.2: Les Communautés d'Epargne et de Crédit Interne sont fonctionnels : 2700 personnes membres des Communautés d'Epargne et de Crédit Interne fonctionnelles

74. RI 1.3. : L'accès des ménages à l'approvisionnement en eau et la couverture des ménages augmentent : 102 000 personnes ayant accès aux points d'eau améliorés

75. Output 1.3.2: Des infrastructures d'eau améliorées sont mises en place : 4271 branchements particuliers et 326 puits et forages fonctionnels.

76. OS2 : Les utilisations appropriées et diverses des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement augmentent

- 20% des ménages pratiquent les 3 messages clés de Wash
- 16% des ménages ont des enfants moins de 5 ans atteints de diarrhée survenue 2 semaines avant l'enquête

77. RI 2.1 : Les communautés et les ménages adoptent des pratiques d'hygiène améliorée

- 57% des ménages pratiquent une méthode de traitement de l'eau recommandé
- 26% des ménages pratiquent un stockage sécurisé de l'eau

78. RI 2.2 : Les communautés et les ménages adoptent des comportements améliorés et appropriés en matière d'assainissement :

- 57% des ménages ayant des enfants de moins de 5 ans ont abandonné la défécation à l'air libre
- 25 146 ménages ont accès à un système sanitaire amélioré
- 78% des ménages ont éliminé les excréments des enfants d'une manière hygiénique

- 28% des ménages ayant des enfants de moins de 5 ans pratiquent le lavage des mains avec du savon à des moments critiques.

79. OS3 : Les ressources en eau sont protégées et gérées de manière pérenne : 65% des ressources d'eau ont des mesures de protection en place

80. RI 3.1. : La population apprécie plus pleinement la gestion des ressources en eau : 25% des ménages ont un membre ou plus impliqués dans la gestion des ressources en eau

81. Output 3.1.1: Les menaces et les opportunités de la gestion intégrée des ressources en eau sont comprises : 14 communes ont un plan détaillé pour la protection des ressources en eau et basée sur une évaluation initiale des menaces et des opportunités

82. RI 3.2. : Les principales parties prenantes s'engagent dans la gestion durable des ressources en eau : 14 communes / communautés ayant un plan de gestion d'eau et d'assainissement associé à un volet environnemental

83. Output 3.2.1: La capacité des parties prenantes locales pour protéger les sources d'eau est augmentée : 28 organisations communautaires participant dans la protection des sources d'eau.

MÉTHODES D'ÉVALUATION & LIMITES

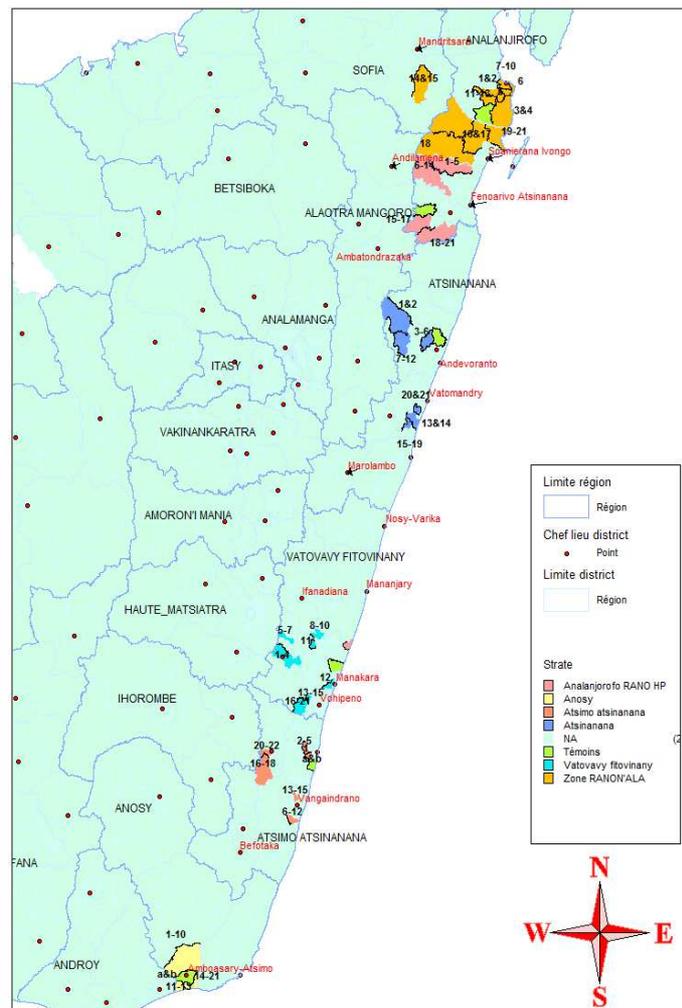
Carte des Fokontany échantillon

84. L'évaluation est basée sur une méthode mixte comportant à la fois des travaux quantitatifs et qualitatifs.

85. La collecte de données quantitatives vise à calculer le niveau des principaux indicateurs d'effet et d'impact et d'apporter des éléments de réponse objectifs aux différentes questions d'évaluation. La technique retenue pour l'évaluation est basée sur la méthode de la double différence qui permet une comparaison sans faille des données collectées avec celles des études baseline. Ainsi, la méthodologie est celle d'une enquête par sondage représentatif à deux degrés respectant les exigences de la méthode LQAS.

86. Le champ d'étude est constitué des 36 communes d'intervention des deux projets RANO HP et RANOn'Ala issues des 6 régions à savoir Sofia, Analanjirofo, Atsinanana, Vatovany Fitovinany, Atsimo Atsinanana et Anosy. Au premier degré, l'unité statistique est constituée par le Fokontany appartenant aux communes d'intervention. La liste des Fokontany fournie par la cartographie censitaire de l'INSTAT en 2009 est utilisée comme base de sondage au premier degré. Cette base de sondage est constituée de 464 Fokontany. Au second degré l'unité statistique est constituée par le ménage. L'ensemble des ménages dans le fokontany-échantillon constitue la base de sondage au second degré. Comme la méthode d'échantillonnage adoptée est celle du LQAS, la taille de l'échantillon par unité primaire doit être 19 ménages ce qui implique 21 unités primaires par strate. Le tirage des unités primaires s'effectue de manière aléatoire simple avec probabilité inégale, proportionnelle à la taille du Fokontany. Au second degré, le tirage des ménages échantillons s'effectue de manière systématique en adoptant la méthode d'itinéraire. Le pas de tirage est le rapport du nombre total de ménages dans le Fokontany par la taille de l'échantillon (19 ménages par village).

87. En ce qui concerne les ménages-témoins, le tirage des échantillons se fera selon la même méthode LQAS donc la taille de l'échantillon est fixée à 19 ménages par village soit 38 ménages par strate afin d'assurer la convergence des estimateurs. Ils sont tirés de manière aléatoire avec probabilité égale parmi les ménages des deux fokontany dans une commune par strate choisie parmi celles qui ont fait l'objet de baseline mais n'ont pas bénéficié des actions des projets.



88. Dans le souci d'une meilleure comparabilité des résultats, les Fokontany échantillon (unités primaires) des baselines issus des Communes d'intervention des projets ont été gardés vu qu'ils ont été également issus d'une même technique de tirage c'est-à-dire celle d'un tirage aléatoire avec probabilité inégale sur la même base de sondage. Le tableau suivant donne ainsi la situation des échantillons primaires.

TABLEAU I : STRUCTURE DE L'ECHANTILLON PRIMAIRE

Strate	Population totale (2008/2009)	Nb total Fokontany	Nb Fkt Baseline	NB Fkt requis pour l'évaluation	Nb Fkt à tirer
Zone Ranon'ala	150 128	158	25	21	-4
Zone Rano HP					
Analanjirofo	84 815	44	15	21	+6
Atsinanana	53 678	54	14	21	+7
AtsimoAtsinanana	55 759	43	11	21	+10
VatovavyFitovinany	86 964	100	12	21	+9
Anosy	44 987	65	9	21	+12

89. Dans les analyses des données quantitatives, les zones d'étude ont été partagées en zones agro-écologiques à savoir :

- ➔ Nord Est: strates 1 et 2 (Région Sofia et Analanjirofo)
- ➔ Est : state 3 (région Atsinanana)
- ➔ Sud Est: strate 4 et 5 (Régions Vatovavy fitovinany et Atsimo Atsinanana)
- ➔ Sud : strate 6 (région Anosy)

90. Les questions et les sous-questions d'évaluation ont été aussi abordées par l'approche qualitative. Les données qualitatives extraites de la revue documentaire, des entretiens avec les personnes clés et des discussions en focus groupes ont aidé à expliquer les changements de comportement en matière d'hygiène, de l'utilisation de l'eau et l'assainissement attribués aux projets. Les explications des comportements négatifs par rapport aux pratiques d'hygiène et l'utilisation des infrastructures d'eau et d'assainissement ont été particulièrement examinées pendant l'enquête qualitative. L'enquête qualitative a également capturé les leçons apprises et les meilleures pratiques relatives aux approches des projets pour accroître la connaissance et l'utilisation par la population des installations d'assainissement et d'eau potable. Les principaux résultats de l'enquête qualitative ont été utilisés pour corroborer les résultats des enquêtes quantitatives et pour fournir des conclusions valides et des recommandations concrètes sur la base des observations. Deux approches ont été exploitées: des Interviews Semi-Structurées (ISS avec des personnes clés), et des Focus Groupes de Discussions (FGD)

Interviews Semi-Structurés (ISS)

91. Trois types de guide d'entretien ont été élaborés pour aider l'équipe d'évaluation à mener les ISS :

- Guide d'entretien visant le personnel clé de l'USAID en charge de la supervision des projets de Rano HP et Ranon'Ala,
- Guide de questionnaire pour le personnel technique des partenaires de mise en œuvre au niveau national et local;
- Guide d'entretien avec les représentants régionaux du Ministère de l'Eau, les coordinateurs régionaux de Diorano-WASH ;
- Guide d'entretien pour les autorités communales et villageoises, les comités WASH locaux, les chefs de Centres de Santé de Base, etc.
- Guide d'entretien pour le secteur privé responsable de la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau et services d'assainissement.

92. Le nombre personnes ressources a été déterminé par le point de saturation de données quand l'équipe d'évaluation n'a plus obtenu de nouvelles informations.

93. Les questions dans le guide d'ISS ont été structurées autour des thèmes suivants :

- Les facteurs favorables et les obstacles à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène par la population
- Les raisons de satisfaction et non satisfaction sur la qualité et la pertinence des services d'eau et d'assainissement fournis
- Efficacité des initiatives communautaires visant à protéger les ressources en eau
- Les changements dans l'organisation et la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement au niveau communal
- Les impacts de l'accès et de l'utilisation de l'eau potable et des installations sanitaires améliorées
- Les meilleures pratiques et les leçons tirées des approches des deux projets
- Recommandations très concrètes pour la phase post-projet et les projets similaires à l'avenir

Focus Group de Discussion (FGD)

94. Le protocole d'enquête des focus group a été élaboré pour trianguler les attitudes et les expériences des répondants en ce qui concerne, entre autres questions, l'efficacité des stratégies de changement de comportement, l'accès aux services d'eau et d'assainissement. L'équipe d'évaluation a organisé des focus groupes de discussion composés de 5-9 personnes avec les catégories suivantes : (a) les groupes mixtes des usagers des services d'eau et d'assainissement, (b) les groupes des non-utilisateurs, et (c) les groupes des femmes bénéficiaires.

95. Des dictaphones ont été utilisés pour capturer les discussions au cours des séances de focus group. L'équipe d'évaluation a accordé une attention particulière aux informations sensibles liées au genre et WASH à travers les FGD avec les femmes.

96. Les principaux sujets abordés lors des sessions de FGD et liés aux questions d'évaluation sont les suivants :

Module 1: Accès à l'eau potable (30 minutes)

- Changements observés positifs et négatifs de l'accès et de l'utilisation de l'eau par les bénéficiaires; préciser les catégories de population les plus touchées: les enfants, les femmes, les ménages pauvres, etc.
- Les obstacles et les incitations à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène et de latrines
- Évaluation des services de gestion de l'eau par les usagers : donner les raisons de satisfaction/non satisfaction (utilisation de scores)

Module 2: Pratique d'hygiène et l'utilisation des latrines (1 heure)

- Changements de pratiques de l'hygiène et de l'utilisation des latrines améliorées (et non améliorées) par la population préciser les catégories de population les plus touchées: les enfants, les femmes, les ménages pauvres, etc.
- Evaluation des services des opérateurs d'assainissement : donner les raisons de satisfaction/non satisfaction (utilisation de scores)
- Les obstacles et les incitations à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène et de latrines
- Recommandations pour la promotion de l'utilisation des installations d'assainissement améliorées et pour modifier les comportements vers des pratiques d'hygiène améliorées.

97. Certaines réponses issues des ISS et FGD seront codées pour faciliter le traitement des données, comme expliqué dans la section « Analyse des données qualitatives ».

98. Les limites de l'enquête et des approches qualitatives sont de trois ordres:

- l'éventuelle imprécision des données collectées à partir des simples interviews
- l'effet d'échantillonnage peut être très important pour certaines variables se rapportant aux résultats des projets.
- les thèmes étudiés (hygiène, défécation, ...) ne mettent pas toujours à l'aise les enquêtés et cela peut influencer leurs réponses.

99. Les Termes de référence de cette évaluation ont suggéré l'utilisation de la méthode de la double différence pour estimer les impacts de ce programme sur les indicateurs. Cette méthode fut

appliquée de manière effective et les résultats sont exposés ci-après avant de répondre aux questions d'évaluation.

RESULTATS, CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

RESULTATS

LA POPULATION CONCERNEE

DEMOGRAPHIE ET SCOLARISATION

100. La population bénéficiaire des services des deux projets est formée de 701 400 individus dans 132 121 ménages. La population est jeune: les moins de 20 ans forment 58,5% et les moins de 5 ans plus de 16%.

101. Le taux moyen de scolarisation est de 78,6% dont 90,3% dans le Nord-Est et 56,8% dans la Zone Agro-écologique du Sud. Les principaux motifs de non scolarisation sont:

- Le manque d'argent (nécessité de travailler) 40%
- Le désintéressement: 18%

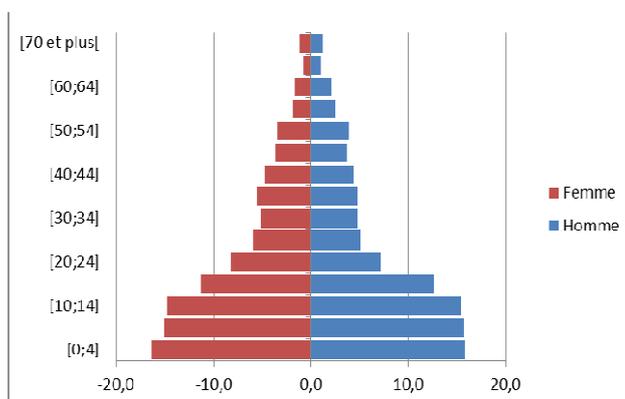


Figure 1 : Pyramide des âges de la population échantillon

102. Pour les 15 ans et plus, le niveau d'instruction est relativement bas: 23% illettrés, 75% niveau primaire au plus.

103. 88,5% d'entre eux exercent au moins une activité économique, 0,8% sont au chômage et 8,1% sont des élèves/ étudiants

Les activités les plus exercées sont:

- l'agriculture 87% à titre d'activité principale
- le commerce pour 4,1%
- et l'artisanat pour 3,1%.

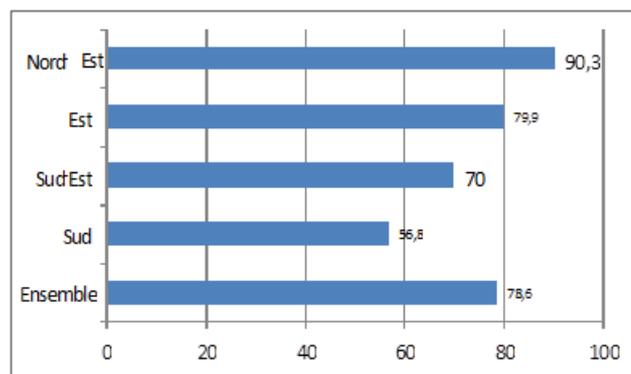


Figure 2 : Taux moyen de scolarisation par ZAE

LES CHEFS DE MENAGE

104. Les Chefs de ménage (CM) sont des Hommes à 84,7% et des femmes à 15,3%. La taille moyenne des ménages est de 5,3 (4,7 pour Nord-Est et 6,2 pour Sud-Est). Près de 50% des Chefs de ménage sont âgés de entre 26 à 45 ans et plus de 79% des CM ont au plus le niveau primaire (90% pour le Sud).

105. 98,5% des Chefs de ménage sont en activité, les autres sont invalides, et les activités exercées sont:

- l'Agriculture à 84,9%
- un Emploi permanent formel pour 4,8%
- l'Artisanat pour 3,8%
- et le Commerce pour 3,4%.

106. Les maisons sont à 98,8% des maisons individuelles dont :

- 1,6% de type 1 (Maison en dur)
 - 98,1% de type 2 (intermédiaires)
- Et 0,3% de type 3 (précaire)

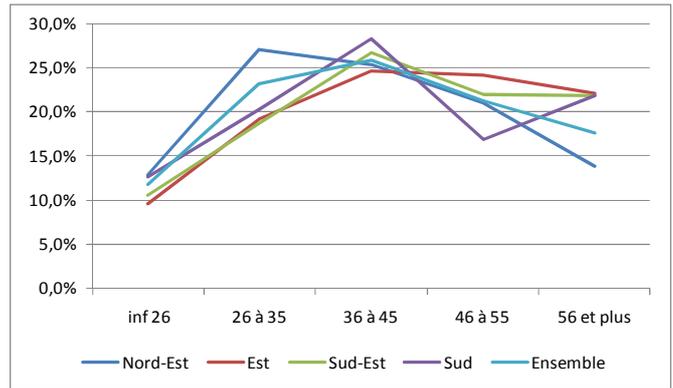


Figure 3 : Age des Chefs de ménages par ZAE

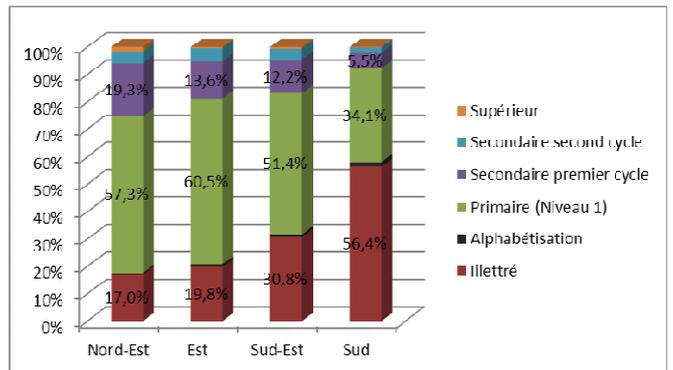


Figure 4 : Niveau d'instruction des Chefs de ménages par ZAE

REVENU ET EPARGNE

107. Le revenu monétaire moyen: des ménages est de Ar 1 110 000 pour les Bénéficiaires des projets et de Ar 1 071 000 pour les ménages Témoins.

108. Le revenu moyen par tête est donc de Ar 209 200 pour les Bénéficiaires et de Ar 206 200 pour les ménages Témoins.

109. Les principales sources de revenu sont l'Agriculture, le Salaire, le Commerce et l'Artisanat

110. Le revenu est utilisé:

- à 45% pour les PPN non alimentaire
- à 40% pour l'Alimentation
- à 7,6% pour l'Education des enfants
- à 3,3% pour les Investissements
- Et à 1,5% pour la Santé.

111. 9,4% des ménages bénéficiaires des projets adhèrent à un système de crédit, 4,8% pour les Témoins.

112. 23,8% des ménages bénéficiaires des projets pratiquent de l'épargne monétaire contre 19,3% pour les Témoins. Cette épargne est placée :

- en thésaurisation pour 56%
- dans les SILC/VSLA à 23,6% (39,5% dans la ZAE Sud-Est)

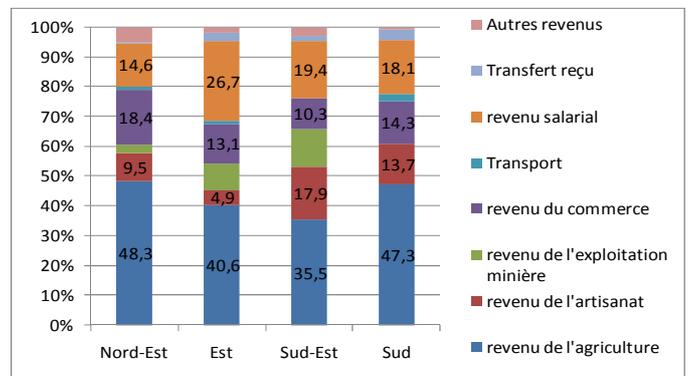


Figure 5 : Sources de revenu des ménages

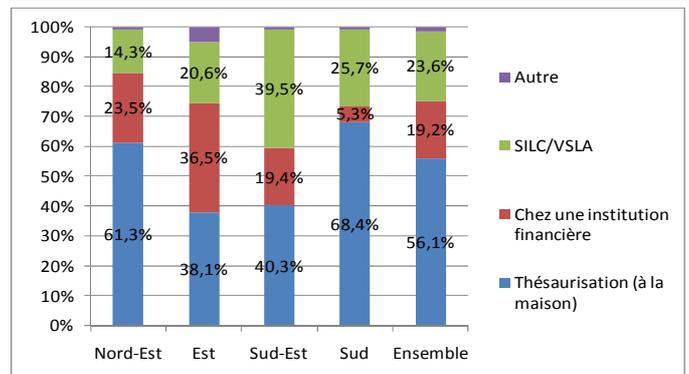


Figure 6 : Les catégories d'épargne des ménages

- dans une Institution financière pour 19,2%)
113. L'épargne est destinée à :
- L'Activité de production (33,6%)
 - La Période de soudure (32%)
 - La Prévision des maladies (16,2%)
 - La Scolarisation des enfants (9,5%)

LES RESULTATS DE LA METHODE DE LA DOUBLE DIFFERENCE SUR LES INDICATEURS

114. Succinctement, la méthode de la double différence s'utilise de la manière exposée ci-dessous.

Notation

- T0 le niveau d'indicateur au niveau des zones témoins au début du projet
- T1 le niveau de l'indicateur au niveau des zones témoins à la fin du projet
- X0 le niveau de l'indicateur au niveau des zones bénéficiaires du projet au début du projet
- X1 le niveau de l'indicateur au niveau des zones bénéficiaires du projet à la fin du projet

Objectif : Estimer l'impact du projet à travers les indicateurs. L'évolution des indicateurs sans le projet est estimée par $T=T1-T0$. L'évolution des indicateurs dans les zones d'intervention du projet est estimée par $X=X1-X0$. La variation de l'indicateur due uniquement au projet est donc donnée par $X-T$. Le problème revient alors à comparer X par rapport à T.

Echantillon et base de données pour le calcul

- T0 est estimé à utilisant le Baseline dans les zones où les le projet n'a pas intervenu, il s'agit donc des communes dans lesquelles le baseline a été réalisé mais le projet n'a pas fait des actions
- T1 est estimé à utilisant les données collectées lors de l'évaluation finale en 2013 à travers un échantillon témoin.
- X0 est estimé à utilisant les données du Baseline relatives aux communes d'intervention du projet
- X1 est estimé à partir des données de l'évaluation finale du projet sur l'échantillon bénéficiaire

Estimateur de T et X.

On a

$$X_0 = \begin{pmatrix} X_{0_1} \\ X_{0_2} \\ \cdot \\ \cdot \\ X_{0_L} \end{pmatrix} \quad \text{et} \quad \text{coeff}X_0 = \begin{pmatrix} n_1 \\ n_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ n_L \end{pmatrix}$$

$$X_1 = \begin{pmatrix} X_{1_1} \\ X_{1_2} \\ \cdot \\ \cdot \\ X_{1_K} \end{pmatrix} \quad \text{et} \quad \text{coeff}X_1 = \begin{pmatrix} m_1 \\ m_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ m_K \end{pmatrix}$$

Par définition

- $X = X_1 - X_0$, la quantité est un estimateur sans biais de X . les n_i et m_j sont les coefficients de pondération respectifs des observations i et j .

Soit \bar{X} un estimateur sans biais de X .

$$\bar{X} = \frac{\sum_i^K n_i X 1_i}{N} - \frac{\sum_j^L m_j X 0_j}{M}$$

$$\bar{X} = \frac{1}{NM} \left(\sum_i^K n_i M X 1_i - \sum_j^L m_j N X 0_j \right)$$

$$\bar{X} = \frac{2}{2NM} \left(\sum_i^K n_i M X 1_i - \sum_j^L m_j N X 0_j \right)$$

$$\bar{X} = \frac{1}{2NM} \left(\sum_i^K n_i M \times 2 X 1_i - \sum_j^L m_j N \times 2 X 0_j \right)$$

On pose $X 0 = -X 0'$

$$\bar{X} = \frac{1}{2NM} \left(\sum_i^K n_i M \times 2 X 1_i + \sum_j^L m_j N \times 2 X 0'_j \right)$$

$$Z = \begin{pmatrix} 2 X 1_1 \\ 2 X 1_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ 2 X 1_K \\ 2 X 0'_1 \\ 2 X 0'_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ 2 X 0'_L \end{pmatrix} \quad \text{avec} \quad \text{coeff} Z = \begin{pmatrix} M n_1 \\ M n_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ M n_K \\ N m_1 \\ N m_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ N m_L \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} w_1 \\ w_2 \\ \cdot \\ w_{K+L} \end{pmatrix}$$

$$\text{avec} \quad \sum_j^L m_j N X 0_j = \sum_i^K n_i M = NM$$

$$\sum_{i=1}^{L+K} w_i = w_1 + w_2 + \dots + w_L + w_{L+1} + w_{L+2} + \dots + w_{L+K} = \sum_i^K n_i M + \sum_j^L N m_j = MN + NM = 2NM$$

$$\bar{X} = \frac{1}{\sum_{i=1}^{K+L} w_i} \left(\sum_{i=1}^{K+L} w_i Z_i \right)$$

$$\bar{X} = \bar{Z}$$

Les w_i sont les coefficients de pondération des observations i pour la variable Z .
Il en est de même pour T .

115. Les résultats obtenus après application de cette méthode nous ont donné le tableau de comparaison ci-dessous avec les divers seuils de signification selon les indicateurs.

TABLEAU 2: LES INDICATEURS CLES PAR DOUBLE DIFFERENCE

INDICATEURS	Différence		Double différence
	Bénéficiaire	Témoins	
Pourcentage de ménage ratiquant de l'épargne monétaire			
Ensemble	9.24	3.22	6.03 *
Ranon'ala	21.19	10.03	11.16
Rano HP	2.64	1.18	1.46
Quantité poyenne d'eau cherchée par le ménage			
Ensemble	7.90	9.84	1.94
Ranon'ala	21.77	20.70	1.07
Rano HP	0.22	6.57	6.35
Pourcentage de ménage utilisant l'eau de source améliorée			
Ensemble	7.20	8.44	15.65 ***
Ranon'ala	15.80	2.68	18.47 ***
Rano HP	4.95	9.55	14.50 ***
Temps moyen pour chercher eau en MN			
Ensemble	12.70	10.41	2.28
Ranon'ala	20.39	6.08	14.31
Rano HP	8.42	11.74	3.32 **
Pourcentage de ménage patiquant le traitement de l'eau à boire			
Ensemble	13.46	30.43	16.97 ***
Ranon'ala	13.10	20.32	7.21
Rano HP	13.65		***
Pourcentage de ménage utilisant l'eau aux activités productives			
Ensemble	1.92	7.40	5.48 ***
Ranon'ala	2.12	2.61	0.49
Rano HP	1.81	8.84	7.02 ***

Pourcentage de ménage ayant un enfant de moins de 5 ans abandonnant les excréta de manière hygiénique				
Ensemble	17.76	21.69	3.94	
Ranon'ala				
Rano HP	11.78	17.59	5.82	
Pourcentage de ménage ayant un enfant de moins de 5 ans atteint de la diarrhée				
Ensemble	17.02	12.28	4.74	
Ranon'ala	15.31	21.90	6.60	
Rano HP	19.07	10.10	8.97	**
Pourcentage de ménage pratiquant le stockage sûr de l'eau (récipient couvert ou de petite ouverture)				
Ensemble	14.39	14.71	0.33	
Ranon'ala	24.55	4.38	20.17	***
Rano HP	8.77	17.81	9.04	*
Pourcentage de ménage pratiquant le stockage sûr de l'eau (récipient de petite ouverture)				
Ensemble	13.09	14.04	0.95	
Ranon'ala	23.80	4.38	19.43	**
Rano HP	7.17	16.94	9.76	**
Pourcentage de ménage utilisant les latrines				
Ensemble	9.35	24.73	15.38	***
Ranon'ala	17.21	14.39	2.81	
Rano HP	5.01	27.83	22.82	***
Pourcentage de ménage utilisant les latrines privées				
Ensemble	1.33	11.80	10.47	***
Ranon'ala	0.46	8.69	8.23	
Rano HP	1.81	12.73	10.92	***
Pourcentage de ménage utilisant les latrines partagées				
	9.18	13.24	4.07	

Ensemble			
	18.23	5.71	12.53
Ranon'ala			
	4.17	15.50	11.33 ***
Rano HP			
Pourcentage de ménage utilisant les latrines publiques			
Ensemble	0.94	1.56	0.62
Ranon'ala	1.29	-	1.29
Rano HP	2.17	2.02	0.15
Pourcentage de ménage utilisant les latrines avec mur et porte			
Ensemble	10.90	16.23	5.33
Ranon'ala	19.10	19.73	0.62
Rano HP	6.37	15.19	8.81 **
Pourcentage de ménage utilisant les latrines avec eau et savon			
Ensemble	0.43	1.31	0.88
Ranon'ala	0.55	2.33	2.88
Rano HP	0.97	1.01	0.04
Pourcentage de ménage pratiquant le lavage des mains aux moments critiques			
Ensemble	0.88	1.05	0.18
Ranon'ala	0.32	1.50	1.18
Rano HP	1.19	0.92	0.27
Pourcentage de ménage ayant des enfants de moins de 5 ans pratiquant le lavage des mains aux moments critiques			
Ensemble	2.11		2.11 ***
Ranon'ala	.13		1.13
Rano HP	2.79		2.79 ***
Pourcentage de ménage capable de citer 3 messages wash			
Ensemble	6.38	0.03	6.34 ***
Ranon'ala	2.12		2.12

Rano HP	8.73	0.04	8.69	***
Pourcentage de ménage ayant un enfant de moins de 5 ans capable de citer 3 messages wash				
Ensemble	9.18	0.82	10.00	***
Ranon'ala				
Rano HP	8.26	0.87	9.14	***
Pourcentage de ménage ayant de savon à la maison				
Ensemble	3.27	3.77	0.50	
Ranon'ala	0.97	3.39	2.42	
Rano HP	5.62	5.92	0.30	
Pourcentage de ménage ayant un enfant de moins de 5 ans qui ont abandonné la DAL				
Ensemble	2.13	14.17	12.04	**
Ranon'ala	16.02	13.85	2.17	
Rano HP	1.95	20.82	18.87	***
Quantité d'eau utilisée par personne et par jour				
Ensemble	3.62	0.64	2.98	
Ranon'ala	1.34	0.90	0.44	
Rano HP	4.66	1.38	3.28	
Pourcentage de ménage utilisant les infrastructures sanitaires améliorées (privée ou partagée)				
Ensemble	2.32	0.26	2.07	**
Ranon'ala	2.69		2.69	
Rano HP	2.12	0.33	1.79	*
Niveau de signification : *** à 1%; **à 5% * à 10%				

I 16. Le calcul de la double différence nous donne donc un aperçu clair des changements apportés par les deux projets suivant les catégories d'indicateurs considérés. Il en est ainsi des indicateurs suivants :

- le pourcentage des ménages utilisant de l'eau de source améliorée pour l'ensemble avec une amélioration de 15,65%, significatif à 1%,
- la réduction du temps moyen pour aller chercher de l'eau de 3,32% significatif à 5% pour RANO HP,

- le pourcentage de ménages pratiquant le traitement de l'eau à boire qui enregistre une amélioration de 16,97% dans l'ensemble (significatif à 1%),
 - le pourcentage de ménages utilisant l'eau aux activités productives qui s'améliore de 5,48% dans l'ensemble (7,02% pour RANO HP, significatif à 1%),
 - le pourcentage de ménages ayant un enfant de moins de 5 ans atteint de la diarrhée qui enregistre pour RANO HP une amélioration de 8,97% significatif à 5%,
 - le pourcentage de ménages pratiquant le stockage sûr de l'eau (récipient couvert ou de petite ouverture) qui s'est amélioré de 20,17% dans la zone RANON'ALA (significatif à 1%).
- Les ménages utilisant des latrines ont aussi augmenté de 15,38% dans l'ensemble (22,82% pour RANO HP), significatif à 1%.

117. De même il y a 10,47% de ménages de plus dans l'ensemble qui utilisent maintenant des latrines privées et 11,33% de plus de ménages qui utilisent des latrines partagées dans la zone RANO HP.

118. 8,8% de ménages de plus de la zone RANOHP utilisent maintenant des latrines avec des murs et une porte (significatif à 5%).

119. 2,11% de plus de ménages ayant des enfants de moins de 5 ans pratiquent le lavage des mains aux moments critiques.

120. Les messages clés WASH commencent à être maîtrisés par 6,34% de plus de ménages (8,69% dans la zone RANO HP), significativement à 1%.

121. 18,87% de plus de ménages ayant un enfant de moins de 5 ans déclarent avoir abandonné la DAL dans la zone RANO HP au seuil de 1%.

122. L'évolution est moindre pour l'utilisation d'infrastructures sanitaires améliorées car seuls 2,07% des ménages les ont adoptées, au seuil de 5%.

Question 1 : L'adoption des pratiques d'Hygiène Améliorées par la Population dans les Zones des Projets

123. Nous considérons ici comme définition de « pratiques d'hygiène améliorées » le fait d'appliquer les trois messages clés de WASH dans la vie quotidienne des ménages.

LES SENSIBILISATIONS RECUES SUR LES TROIS MESSAGES CLES WASH

124. 78,8% des Bénéficiaires ont déclaré avoir reçu de la sensibilisation sur les 3 messages clés WASH contre 64,8% chez les Témoins. 80% l'ont reçu il y a plus de 6 mois par des réunions au village pour 70,3%, par des porte-à-porte pour 14,5%, par les AC pour 50% et par le comité WASH pour 8%. Notons que les SILC/VSLA ne sont pas du tout cités comme des parties prenantes à des campagnes de sensibilisation bien que les rapports d'activités des deux projets mentionnent que les SILC/VSLA se chargent aussi de promouvoir les 3 messages et les pratiques.

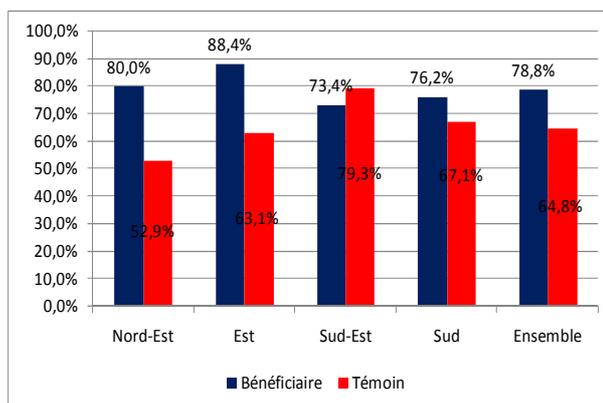


Figure 7 : Sensibilisation sur les 3 messages WASH

125. La raison est simple : les séances de sensibilisation dont bénéficient les membres des SILC/VSLA sont confinées à l'interne pour les membres qui ne partagent pas leurs messages à la communauté.

126. Dans l'ensemble des ménages bénéficiaires des projets, l'aptitude à citer les 3 messages clés est comme suit:

- **Trois messages : 6,9%**
- Deux messages : 20,3%
- Un message : 23,1%
- **Aucun : 49,7%**

127. C'est dans le Sud qu'il y a eu le plus de personnes ayant pu citer les 3 messages (13,8%) pourtant c'est la zone où il y a la plus forte proportion d'illettrés (53,8%) : ceci prouve que la capacité de rétention des messages ne dépend pas du niveau d'instruction de la personne. Et c'est dans le Sud-Est qu'il y a eu le plus de personnes qui n'ont pu citer aucun message (76,1%).

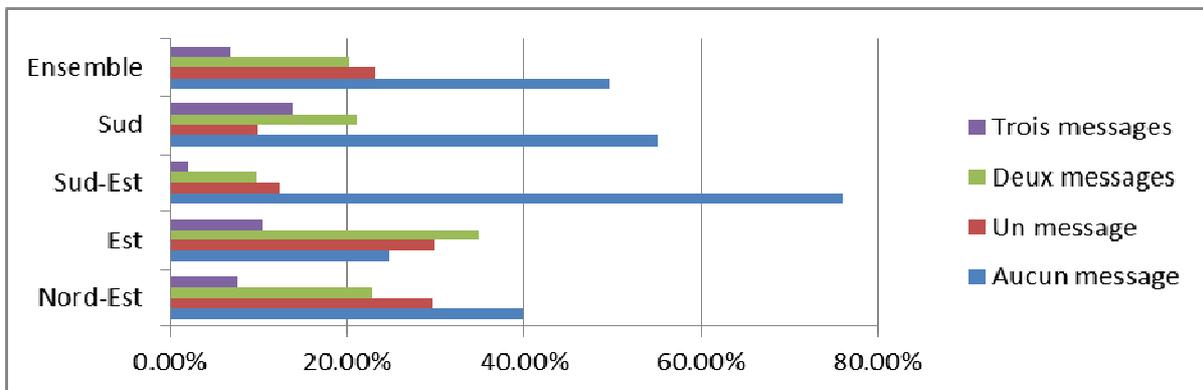


Figure 8 : Aptitude à citer les 3 messages clés WASH

128. C'est dans les Zones de RANO HP qu'il y a eu le plus de rétention des 3 messages WASH avec une évolution de 1 063% par rapport au baseline et que les ménages ayant un enfant de moins de 5 ans ont été le plus capables de citer les 3 messages WASH (cf Tableaux 9 et 10 ci-dessous). Dans l'ensemble, en appliquant la double différence, l'évolution réelle de la capacité des ménages à citer les 3 messages clés WASH est de 495%.

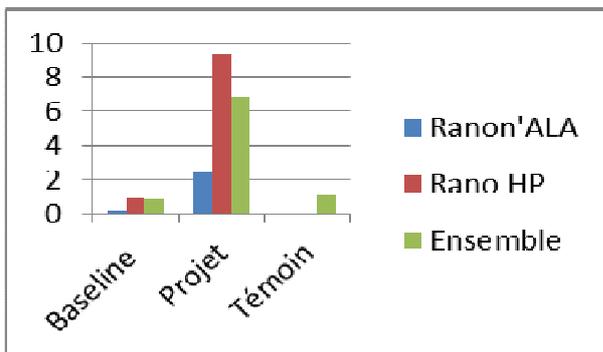


Figure 9 : Pourcentage de ménages capables de citer les 3 messages clés de WASH

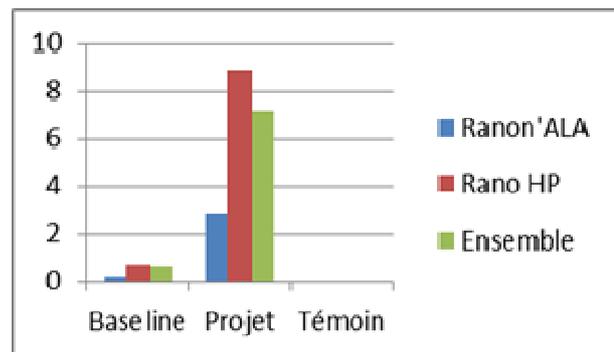


Figure 10 : Pourcentage de ménage ayant un CU5 capable de citer les 3 messages clés de WASH

129. Notons que les ménages témoins ayant un enfant moins de 5 ans semblent ne pas avoir du tout bénéficié ni retenu les 3 messages clés WASH.

130. Nous avons vérifié de visu l'existence de savon à domicile chez les ménages échantillons et chez les bénéficiaires seuls 65,2% en ont contre 56,1% chez les témoins. 70,6% des ménages bénéficiaires déclarent acheter du savon une fois par semaine.

LAVAGE DES MAINS

131. 78,8% des ménages bénéficiaires ont déclaré avoir bénéficié d'une sensibilisation en matière de lavage des mains contre 64,8% pour les ménages témoins. Ceci témoigne du fait que les sessions de sensibilisation sur le lavage des mains ont ratissé large.

132. 80% des bénéficiaires qui en ont reçu l'ont reçu il y a plus de 6 mois soit par des réunions au village (70,3%), soit par des porte à porte (14,5%), soit par les AC pour 50% ou par les comités WASH (8%).

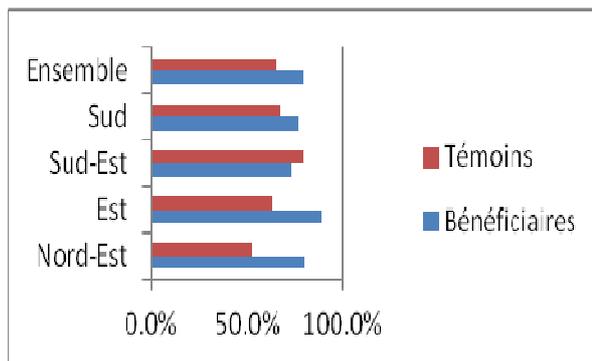


Figure 11 : Pourcentage des ménages ayant reçu une sensibilisation sur le lavage des mains

133. 66,1% des bénéficiaires interrogés ont déclaré s'être lavé les mains avec du savon au cours des 24 dernières heures et trois grandes raisons sont avancées pour ne pas se laver les mains :

- Pas de savon (45,1%)
- Savon trop cher (15,4%)
- Non nécessaire (14,4%)

134. Le lavage des mains aux moments critiques est important et les données de l'enquête ont avancé les pourcentages du graphe 12 ci-après :

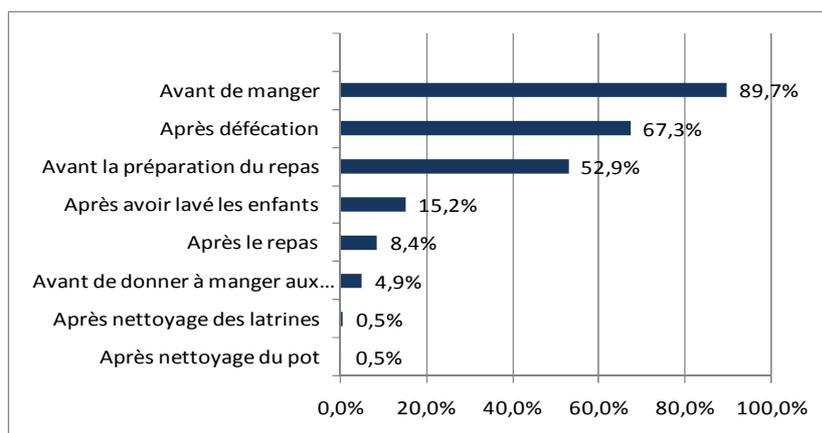


Figure 12 : Pourcentage de déclaration de lavage des mains aux moments critiques par les bénéficiaires.

135. Le lavage des mains aux moments critiques est le domaine où les projets RANON'ALA et RANO HP ont le plus réussi à insuffler un changement de comportement mais le message WASH ne semble pas être passé entièrement car bien que 89,7% des bénéficiaires des Projets ont déclaré se laver les mains avant de manger et 67,3% après défécation, seuls 66,1% disent s'être lavé les mains avec du savon durant les dernières 24 heures !

TABLEAU 3 : REPARTITION DES BENEFICIAIRES SELON LE MOMENT DE LAVAGE DES MAINS AVEC DU SAVON

Zone agroécologique	Avant de manger	Après avoir lavé les enfants / changé les couches	Après nettoyage du pot	Avant la préparation du repas	Avant de donner à manger aux enfants	Après le repas	Jamais / ne sait pas	Autres	Total
Nord-Est	39.0%	1.8%		6.8%	0.2%	0.7%	4.0%	2.1%	100.0%
Est	40.6%	0.6%		12.6%	1.4%	1.2%	7.8%	4.3%	100.0%
Sud-Est	20.3%	9.3%		13.5%	0.4%	0.2%	34.8%	3.8%	100.0%
Sud	11.8%	3.1%	0.2%	7.3%	0.9%		47.1%	1.2%	100.0%
Ensemble	31.6%	3.9%	0.0%	9.4%	0.5%	0.5%	16.8%	2.7%	100.0%

136. Et même si ces 67,3% déclarent se laver les mains après défécation, la proportion de ménages ayant des latrines avec de l'eau et du savon a un peu régressé de 1,08% à 0,58% dans l'ensemble même si elle a un peu progressé (de 1,24% à 1,44%) dans les zones de Ranon'ala. Cette baisse du nombre de latrines avec de l'eau et du savon dans l'ensemble est certainement liée à l'évolution de l'accès à l'eau (qui est devenue payante quand sa fourniture et sa qualité ont été améliorées) et la cherté du savon.

TABLEAU 4 : POURCENTAGE DE MENAGE AYANT DES LATRINES AVEC EAU ET SAVON

	Baseline	Projet	Témoin
Ranon'ALA	1.24	1.44	
Rano HP	1.06	0.11	
Ensemble	1.08	0.58	0.00

UTILISATION DE LATRINES

137. Nous entendons dans cette partie par « latrines améliorées » les latrines qui ont une plateforme (en terre, en bois ou en béton, en dalle Sanplat, ou toilette à l'anglaise) avec des murs et un toit, pas obligatoirement avec une porte.

SENSIBILISATION SUR LES LATRINES

138. Dans l'ensemble, 86,4% des ménages bénéficiaires déclarent avoir reçu des sensibilisations sur l'utilisation de latrines, 81,5% chez les ménages témoins.

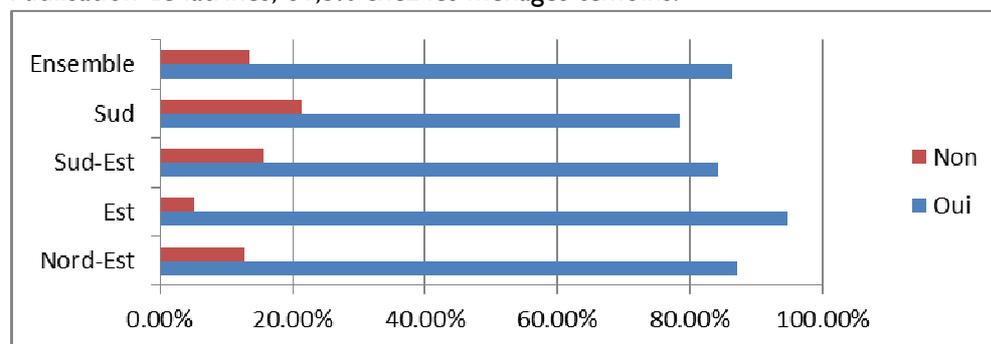


Figure 13 : Proportion des ménages bénéficiaires ayant reçu une sensibilisation sur les latrines

139. Ici encore, les réunions au village sont les plus porteuses car elles sont citées par 76.9% des bénéficiaires et les AC sont toujours les agents les plus cités (à 53,5% contre 36,1% chez les témoins).

UTILISATION DES LATRINES

140. 60,61% des ménages bénéficiaires se déclarent utiliser des latrines maintenant, ce qui fait une avancée significative au seuil de 5% par rapport au baseline. La plus grande évolution est enregistrée au niveau des zones d'intervention de RANON'ALA dont le taux est passé de 76,34% à 90,47%.

141. 22,05% des bénéficiaires utilisent des latrines privées et 38,56% partagent plutôt les latrines qu'ils utilisent.

142. Le pourcentage de ménages utilisant des latrines publiques a beaucoup baissé (de 1,12% à 0,2%) dans les zones de RANON'ALA tandis qu'il a un peu augmenté dans les zones de RANO HP (de 0,46% à 2,76%).

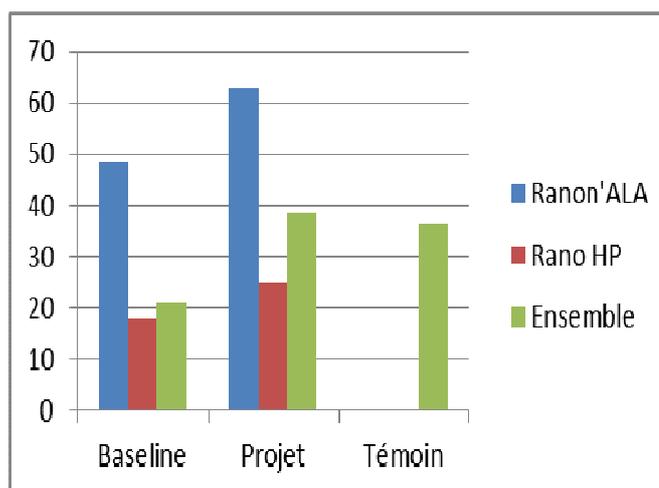


Figure 14 : Pourcentage de ménage utilisant des latrines partagées

UTILISATION DES LATRINES PAR LES MENAGES AYANT UN ENFANT DE MOINS DE 5 ANS

143. Le pourcentage de ménages bénéficiaires ayant des enfants de moins de 5 ans qui ont abandonné la DAL a globalement progressé dans les zones des deux projets bien que cette progression n'est pas tout à fait significative pour les zones RANO HP.

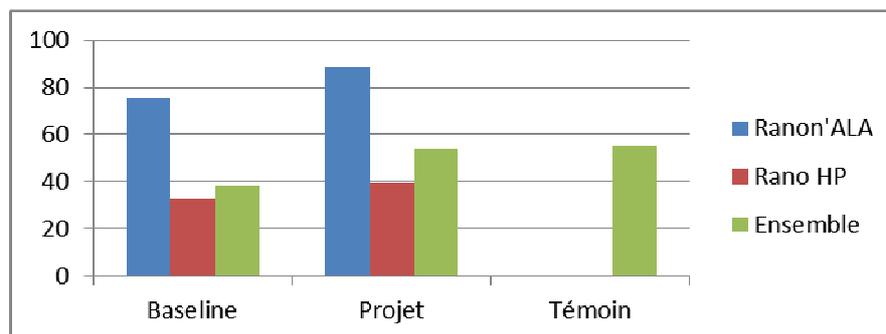


Figure 15 : Pourcentage de ménage ayant des enfants de moins de 5 ans qui ont abandonné la DAL (utilisant des latrines)

144. Cependant, quand on a demandé aux ménages bénéficiaires où leurs enfants de moins de 5 ans ont déféqué la dernière fois qu'ils l'ont fait, « à l'air libre dans l'enceinte de la maison » a été la plus grande réponse pour 47,3% suivie de « à l'air libre hors de l'enceinte de la maison » pour 23%. Donc, malgré tous les efforts fournis par les projets en matière de sensibilisation et de promotion d'infrastructures sanitaires améliorées, 70,3% des ménages bénéficiaires eux-mêmes laissent encore leurs enfants déféquer à l'air libre.

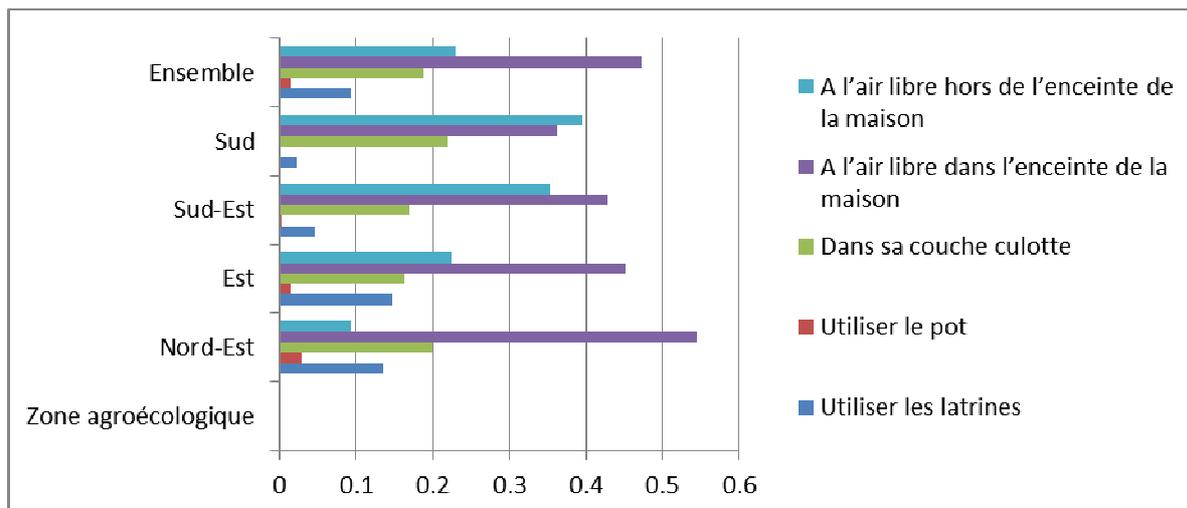


Figure 16 : Répartition des ménages bénéficiaires ayant un enfant de moins de 5 ans selon le lieu de défécation de l'enfant

I45. Malgré cela, 70,17% de ces ménages des zones Ranon'Ala qui laissent leurs enfants de moins de 5 ans déféquer à l'air libre prennent la peine d'éliminer les excréments de leurs enfants de manière hygiénique comme le montre le tableau 5 ci-dessous.

TABLEAU 5 : POURCENTAGE DES MENAGES BENEFICIAIRES QUI ELIMINENT LES EXCRETAS DE LEURS ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS DE MANIERE HYGIENIQUES.

	Baseline	Projet	Témoin
Ranon'ALA	54.45	70.17	
Rano HP	25.05	37.00	
Ensemble	28.90	46.33	49.96

I46. Et le pourcentage de ménages bénéficiaires ayant un enfant de moins de 5 ans atteint par la diarrhée au cours de 2 dernières semaines a significativement baissé depuis les baselines dans les zones des 2 projets comme l'indique la Figure 17 ci-dessous.

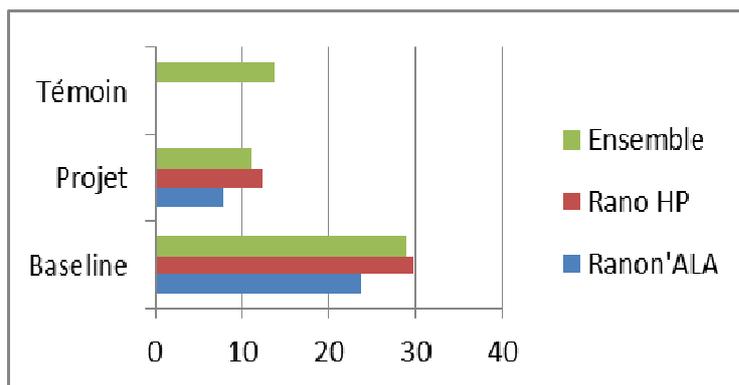


Figure 17 : Pourcentage de ménages bénéficiaires ayant un enfant de moins de 5 ans atteint par la diarrhée au cours de 2 dernières semaines

I47. 91% des latrines ont été construites après 2011, essentiellement sur décision du chef de famille. La construction est motivée surtout par la santé et la sensibilisation.

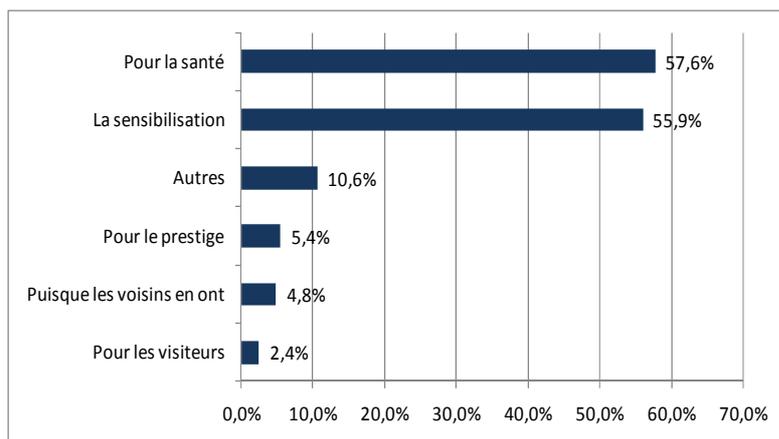


Figure 18 : Motif principal de construction/rénovation de latrines

LE STATUT SDAL (CERTIFICATION ODF) DES FOKONTANY

148. Plusieurs Fokontany échantillons de cette étude ont présenté des Certificats ODF en bonne et due forme mais l'état du non respect de cette certification remet à la surface les questions:

- De compréhension du processus de certification ODF par les Fokontany dont la plupart prennent le Certificat comme un diplôme qu'il fallait obtenir une fois et c'est fini
- De la non existence de structures chargées d'effectuer le contrôle du respect des normes ODF pour garder ce statut en permanence.

CONCLUSIONS SUR LA QUESTION I

Les actions de sensibilisations menées par les projets RANON'ALA et RANO HP ont été très réussies dans le domaine de la promotion et du lancement des trois messages WASH, surtout celles qui étaient entreprises par les Agents Communautaires dans les réunions au village. Les résultats sont très palpables aussi bien dans le lavage des mains que dans l'utilisation des latrines bien qu'ils auraient pu être plus performants si les projets avaient pu travailler au niveau des EPP et des CSB et si les SICL/VSLA pouvaient aussi contribuer à vulgariser beaucoup plus les messages qu'ils recevaient de leurs groupes vers leurs communautés. La citation des trois messages clés WASH était très réussie dans la zone Sud à plus forte concentration d'illettrés et ce qui prouve que la capacité de rétention de ces messages ne dépend pas du niveau d'instruction de la personne.

Bien qu'une forte proportion se déclarent laver les mains après défécation, se laver les mains avec de l'eau et du savon semble avoir régressé quelque peu à cause du coût de l'eau (devenue payante) et du savon.

La plus grande évolution dans l'utilisation des latrines a été enregistrée dans les zones d'intervention de Ranon'ala et une tendance de partage de l'utilisation des latrines se confirment dans plusieurs régions. Cependant, la pratique de laisser les enfants de moins de 5 ans déféquer à l'air libre persiste toujours pour presque toutes les zones malgré les efforts fournis par les projets en matière de sensibilisations et de promotion d'infrastructures sanitaires améliorées. Les objectifs de faire contribuer les SILC/VSLA pour financer les infrastructures sanitaires améliorées n'ont pas été atteints car le Malagasy n'accepterait tout simplement pas d'emprunter pour construire des latrines.

Le respect de la certification ODF des fokontany semble mal compris si bien que plusieurs fokontany devraient perdre leur certification s'il y a des inspections maintenant.

Question 2 : L'accès et l'Utilisation de l'Eau Potable et des Infrastructures Sanitaires Améliorées par les Bénéficiaires

Changements de l'Accès aux Infrastructures Sanitaires Améliorées

POSSESSION DE LATRINES

149. Dans l'ensemble, le taux de possession de latrines s'est beaucoup amélioré car les Projets ont augmenté ce taux de 415% en l'amenant de 0,84% à 3,49% par rapport au baseline. Et même par rapport aux témoins, l'amélioration est de 383%. C'est en particulier le domaine où les deux projets ont beaucoup excellé aussi bien dans la sensibilisation contre la Défécation à l'Air Libre (DAL) que dans les appuis à la construction d'infrastructures sanitaires.

150. 49,5% des ménages possèdent des latrines dont 93,6% non améliorées et 6,4% améliorées

- 13,3% de ces latrines sont dotées de dispositif pour lavage des mains,
- 11,9% pourvues de balai
- 4,4% équipées de système d'aération.

Les caractéristiques de ces latrines sont :

- 76,2% avec murs, toit et porte
- 11,8% Sans porte
- Et 5% sans toit ni porte.

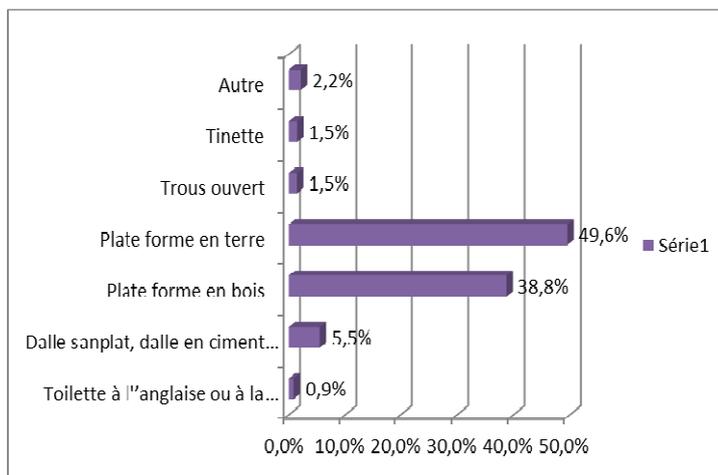


Figure 19 : Caractéristiques des latrines

151. La moitié des ménages bénéficiaires déclarent posséder des latrines avec une variation assez forte entre les zones agro-écologiques, de 10,6% au Sud à 74,9% dans le Nord Est. Notons que dans le Nord Est et dans l'Est, les ménages témoins affichent un taux de possession de latrines supérieur aux ménages bénéficiaires des projets mais ces différences ne sont pas significatives et il ne faudrait pas non plus oublier que l'échantillonnage des Fokontany témoins a été fait de manière raisonnée !

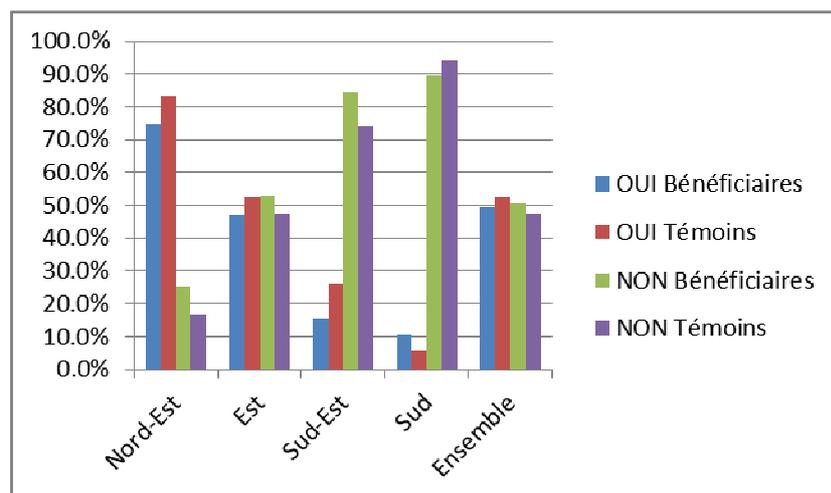


Figure 20 : Répartition des ménages selon la possession des latrines

152. 76,2% des latrines disposent de murs, d'un toit et d'une porte même si 11,8% n'ont pas de porte et 7% ne sont juste qu'un trou !

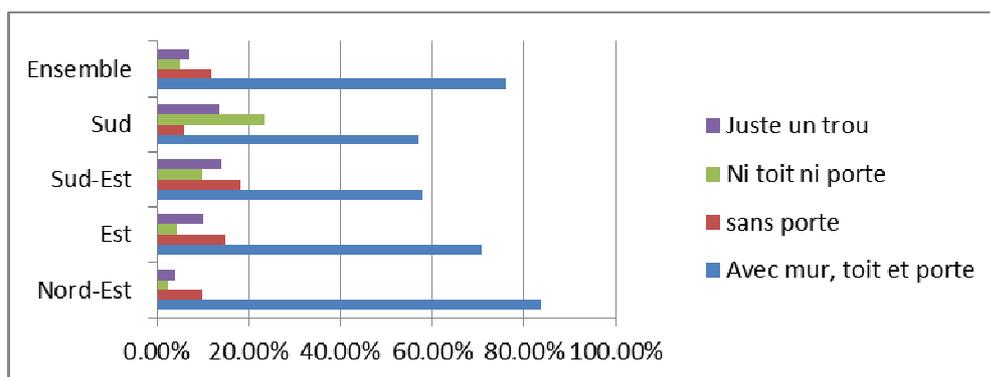


Figure 21 : Répartition des ménages bénéficiaires concernés selon l'état des latrines

LE CONCEPT DE LATRINES AMELIOREES

153. Suivant la typologie WASH, seules 6,4% des latrines des ménages bénéficiaires peuvent être classées améliorées avec un pic de 29,4% dans le Sud. Bien que le Nord affiche donc un taux de possession élevé de latrines, la qualité de leurs latrines laisse à désirer car seules 5,1% peuvent être classées améliorées !

TABLEAU 6 : REPARTITION DES MENAGES BENEFICIAIRES CONCERNES SELON LE TYPE DE LATRINES

Zone agroécologique	Type de latrines		Total
	Améliorées	Non améliorées	
Nord-Est	5.1%	94.9%	100.0%
Est	9.6%	90.4%	100.0%
Sud-Est	9.1%	90.9%	100.0%
Sud	29.4%	70.6%	100.0%
Ensemble	6.4%	93.6%	100.0%

154. Selon la compréhension des bénéficiaires, des latrines améliorées doivent être lavables (27,4%), comportent des dalles (26,4%), ne dégagent pas d'odeur (10,5%) et disposent d'une bonne ventilation (3,2%). Mais une forte proportion des ménages du Sud (72,6%) déclarent ne pas connaître ce que devraient être des latrines améliorées pour la simple raison que les latrines ne sont pas des infrastructures sanitaires habituelles chez eux.

TABLEAU 7 : QUALITE DES LATRINES AMELIOREES SELON LES MENAGES BENEFICIAIRES

Zone agroécologique	D'après vous, quelles sont les caractéristiques de bonnes latrines ?						
	Pas d'odeur	Bonne ventilation	Utilisable par les enfants	Lavable	Existence de dalle	Je ne connais pas	Autres
Nord-Est	11.4%	4.6%	0.3%	29.7%	36.1%	12.5%	5.5%
Est	11.7%	2.7%	1.1%	24.7%	31.0%	14.4%	14.4%
Sud-Est	10.4%	1.3%	0.9%	27.8%	13.8%	37.6%	8.2%
Sud	4.4%	1.5%		15.4%	2.6%	72.6%	3.6%
Ensemble	10.5%	3.2%	0.5%	27.4%	26.4%	24.9%	7.1%

155. Les caractéristiques de base de latrines améliorées ont été vérifiées chez les ménages bénéficiaires et le résultat est présenté dans le tableau 8 ci-dessous qui indique que 27,2% présentent un couvercle sur le trou, seules 4,4% ont un système d'aération et 13,3% ont un dispositif pour le lavage des mains. Les caractéristiques de base de latrines améliorées ont été vérifiées chez les

ménages bénéficiaires et le résultat est présenté dans le tableau 8 ci-dessous qui indique que 27,2% présentent un couvercle sur le trou, seules 4,4% ont un système d'aération et 13,3% ont un dispositif pour le lavage des mains.

TABLEAU 8 : REPARTITION DES MENAGES BENEFICIAIRES AYANT DES LATRINES SELON LES CARACTERISTIQUES DES LATRINES

Caractéristique des latrines		Fréquence	Pourcentage
Présence de couvercle sur le trou	Oui	254	27.2
	Non	679	72.8
Présence d'un système d'aération	Oui	41	4.4
	Non	892	95.6
Présence d'un balai	Oui	111	11.9
	Non	822	88.1
Présence d'un dispositif pour le lavage des mains	Oui	124	13.3
	Non	809	86.7
Ensemble		933	100.0

LES SYSTEMES D'EPARGNE ET L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES AMELIOREES

156. Même si les deux projets avaient été lancés en temps de crise, l'USAID a le mérite d'avoir pris le risque d'investir dans les SILC/VSLA comme systèmes d'épargne dans l'objectif de faciliter le financement propre par les bénéficiaires d'infrastructures sanitaires améliorées.

157. Le financement de la construction de latrines est assuré par le ménage-même (81,7%) et par des amis/bienfaiteurs (14,8%) avec un coût moyen de Ar 141 100 pour les latrines améliorées et Ar 4 800 pour les non améliorées. Il est toutefois à noter qu'aucun ménage n'a utilisé le canal des SILC/VSLA pour s'engager dans des prêts dans le but de construire des latrines bien que le pourcentage d'adhésion dans ces structures d'épargne et de crédit rurales soit assez élevé en particulier dans les zones Ranon'ala.

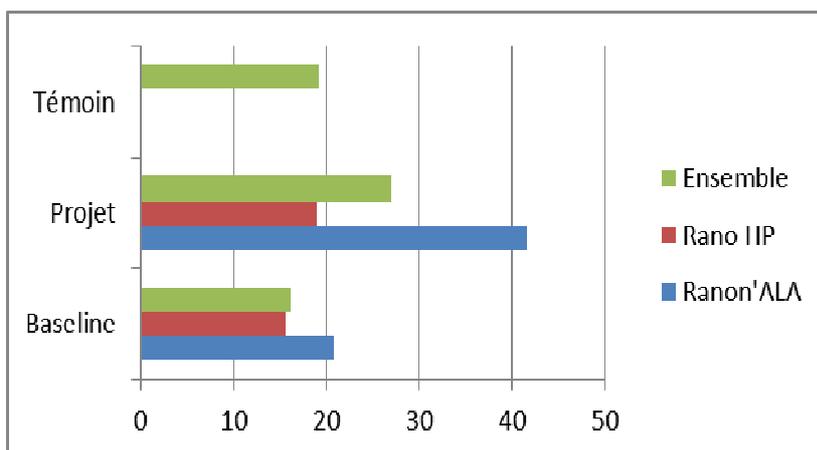


FIGURE 22 : POURCENTAGE DES MENAGES PRATIQUANT DE L'EPARGNE MONETAIRE

Changements de l'Accès à l'Eau Potable pour les Bénéficiaires

158. L'analyse comparative des résultats des enquêtes des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des infrastructures d'eau réalisées par les projets a montré quels changements de l'accès à l'eau

¹ Incluant les ménages témoins hors des zones des projets ; cf. section de méthodologie d'évaluation.

potable peuvent être attribués aux projets Rano HP et Ranon'Ala. Tout au long des sections suivantes,

- les ménages qui habitent les zones d'intervention des projets sont appelés « ménages bénéficiaires » ;
- parmi ces ménages bénéficiaires, les ménages qui utilisent les services d'adduction d'eau installés par les projets sont appelés « ménages usagers » ;
- les ménages enquêtés en dehors des zones des projets sont les « ménages témoins ».
- En vue de confirmer la significativité de la double-différence des variables relatives à ces catégories de ménages, tous les tableaux de test d'égalité des moyennes de ces variables sont présentés en annexe de ce document.

Accès à l'eau Potable

159. **10,7% des ménages dans les zones d'intervention de Ranon'Ala et Rano HP (environ 14 200 ménages) ont accès aux infrastructures d'alimentation en eau potable mises en place par ces projets.** Ce taux est nul dans la zone du Sud où le projet Rano HP n'a pas intervenu dans la réalisation d'infrastructure d'eau potable et s'est concentré sur les sensibilisations en matière d'EAH.

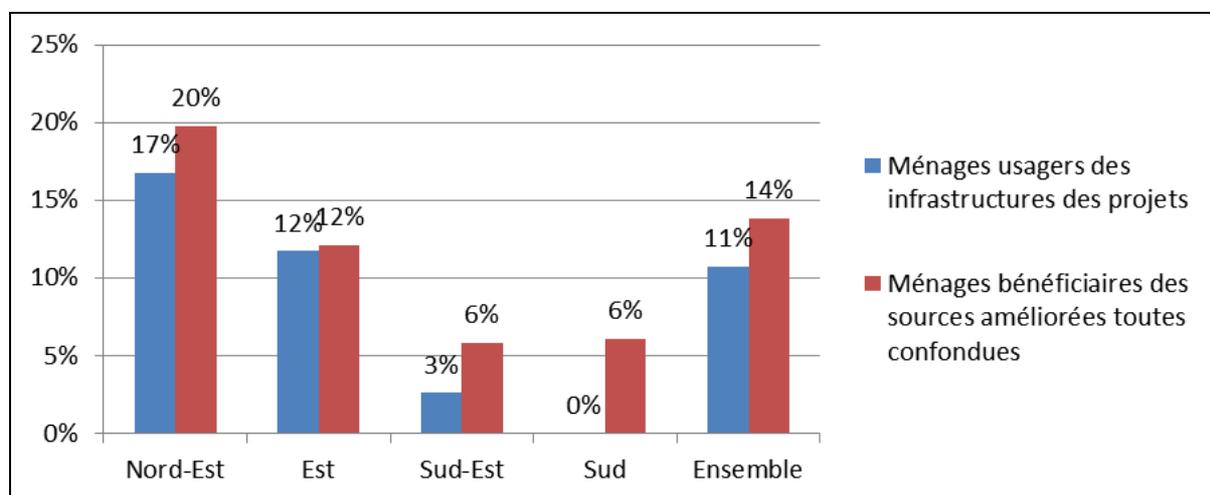


Figure 23 : Taux d'accès à l'eau de source améliorée dans les zones des projets

160. Les branchements et les pompes installés par les projets sont plus accessibles aux couches de la population aisée car 44% des ménages usagers appartiennent à la catégorie des ménages qui ont des revenus les plus élevés, tandis que 13% des usagers font partie des classes de revenus inférieurs (Figure 1 et 2bis). Cette tendance est respectée quelque soit le type d'alimentation en eau utilisée par le ménage.

161. 82,7% de ces ménages usagers ont utilisé uniquement ces sources pendant toute l'année contre 7,3% qui ont dû recourir momentanément à des sources non améliorées. Les bénéficiaires dans la zone Sud-Est sont les plus pénalisés par l'instabilité des sources potables pendant l'année car 55,7% des usagers se disent victimes de coupure d'approvisionnement (cf. annexes). La coupure de l'approvisionnement dure généralement entre 2 et 3 mois par an mais peut aller jusqu'à 7 mois ou plus, à cause des pannes techniques du service ou de l'insuffisance de débit.

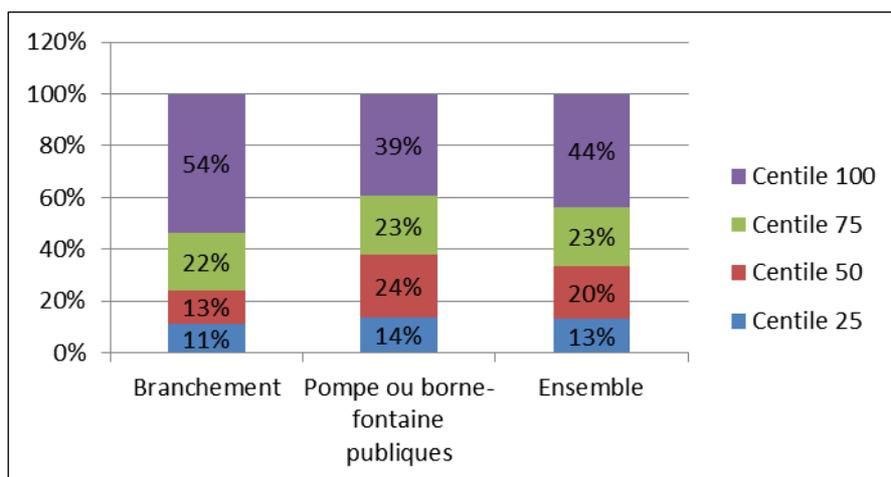


Figure 14 : Répartition des usagers des infrastructures des projets selon leur catégorie de revenu

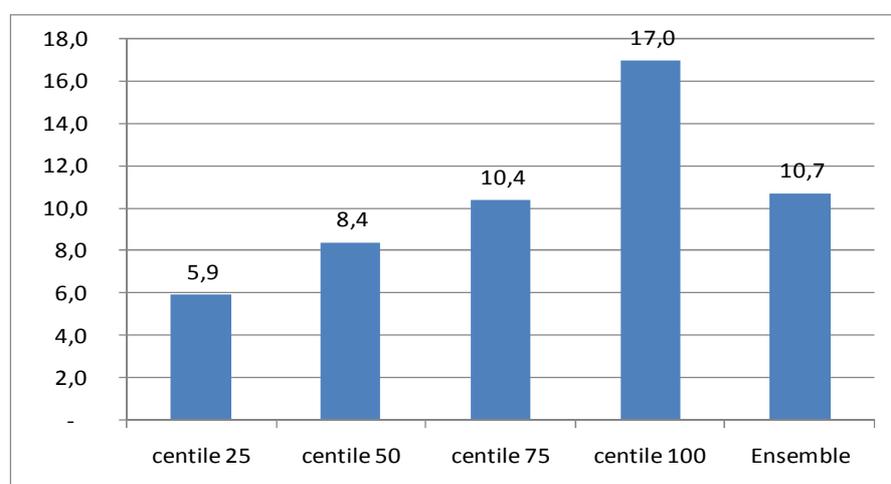


Figure 25 : taux d'accès aux infrastructures des projets par classe de revenu

162. D'autres intervenants ont également mis en place des systèmes d'adduction d'eau améliorée dans les zones d'intervention de ces projets. Pour l'ensemble de la population dans ces zones, l'accès aux sources d'eau améliorées² est de 13,8% des ménages. Par rapport à la situation de référence en 2009, le taux d'accès aux sources d'eau améliorée dans les zones d'intervention des projets a enregistré une augmentation de 6,3 points, une augmentation significative au seuil de 0,01% (

² Selon les définitions prises par les projets dans les rapports d'enquêtes de référence, les sources améliorées incluent les branchements privés et sociaux, les bornes fontaines publiques, les puits ou forages avec pompe, soit mis en place par Ranon'ala et Rano HP, soit par d'autres intervenants dans les zones des projets.

). Par rapport à la situation sans projet, c'est-à-dire à la situation des zones témoins, cette augmentation est encore plus importante atteignant 10,1 points. Cependant, l'amélioration de l'accès aux sources d'eau améliorée est essentiellement observée dans les zones d'intervention du projet Ranon'Ala car l'augmentation du taux d'accès dans les zones Rano HP n'est pas significative par rapport à la situation de référence au seuil de 5%.

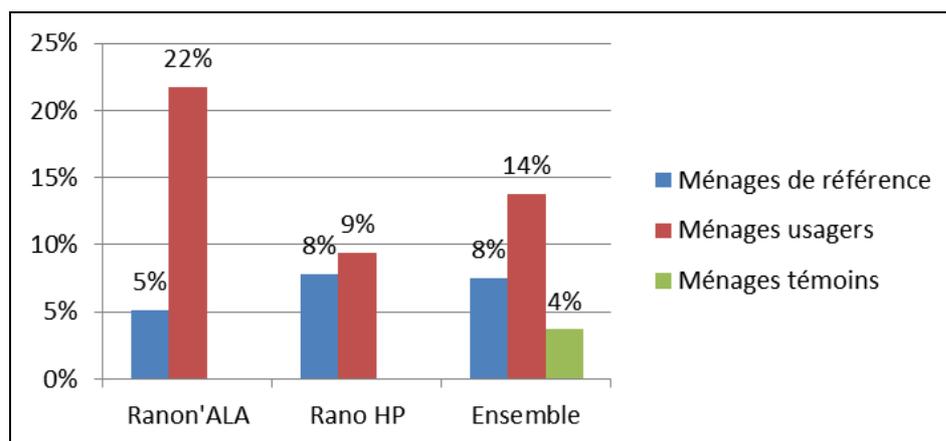


Figure 26 : Evolution des taux d'accès à l'eau de source améliorée

Par ailleurs, le taux d'accès aux sources améliorées n'est pas significativement différent selon le sexe du chef de ménage

TABLEAU 9 : TAUX D'ACCES AUX SOURCES AMELIOREES

Sexe du CM	N	Taux d'accès	Ecart-type	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95% pour le taux d'accès	
					Borne inférieure	Borne supérieure
Homme	2 028	0,1393	0,3464	0,0077	0,1243	0,1544
Femme	366	0,1303	0,3371	0,0176	0,0956	0,1650
Total	2 394	0,1380	0,3449	0,0070	0,1241	0,1518

Source : Evaluation des projets bilatéraux EAH de l'USAID – Enquêtes des ménages, mars 2014

163. La mise en place des infrastructures d'eau par les projets a permis de réduire la distance et la durée moyenne du trajet pour chercher de l'eau, 94,4% des ménages usagers utilisent des points d'eau améliorés à moins de 100 m de leur habitation. Parmi les ménages non bénéficiaires, ce taux est seulement de 41,8% ; la zone Sud et Sud-Est étant les sites où les points d'eau sont les plus éloignés. La durée moyenne du trajet aller-retour a nettement diminué de 20 minutes pour les ménages usagers par rapport aux ménages de référence. Cependant, cette amélioration de la proximité des sources améliorées n'est pas significative à un seuil de 5% par rapport aux zones témoins où la durée du trajet pour chercher l'eau est de niveau similaire (Tableau 0).

TABLEAU 10: DUREE MOYENNE DU TRAJET ALLER-RETOUR POUR CHERCHER L'EAU (MINUTE)

	Ménages de référence	Ménages usagers	Ménages témoins
Zones de Ranon'Ala	13	3	
Zones de Rano HP	27	8	
Ensemble	26	6	6

Source : Evaluation des projets EAH de l'USAID, Mars 2014

Utilisation de l'eau Potable

164. Par rapport à la norme de 30 litres par jour par personne, la consommation moyenne de l'eau des usagers des services mis en place par les projets est faible, soit 11 litres par personne par jour.

Ce niveau de consommation ne varie guère entre les zones et ne diffère pas de la consommation individuelle des ménages témoins et de référence (cf. annexes).

165. En comparaison avec les ménages de référence, le pourcentage des ménages optant pour une utilisation multiple de l'eau ne s'est pas amélioré parmi les ménages usagers. Par rapport aux ménages témoins, cette proportion des ménages estimée à 4% est plus élevée mais elle ne traduit pas une amélioration statistiquement significative à 5% (cf. annexes). Dans les zones de Rano HP, le pourcentage des ménages adoptant un multiple usage de l'eau a diminué de 9% à 4% entre 2009 et 2014 (cf. annexes).

Epargne et Investissement des Ménages pour l'Adduction d'Eau

166. Afin d'aider les populations les plus vulnérables à investir dans l'accès à l'eau potable et dans des activités d'assainissement, les projets Ranon'Ala et Rano HP ont favorisé le développement des « Caisses d'Epargne et de Crédit Interne » ou SILC/VSLA (Savings and Internal Lending Communities) parmi les ménages dans les zones d'intervention. Ce système d'épargne et de prêts entre les membres des caisses devrait permettre également d'augmenter les capacités de financement des activités économiques et des autres besoins du ménage.

167. Le pourcentage des ménages membres de ces SILC/VSLA est de 15% dans les zones des projets et 11% dans les zones témoins. Parmi ces membres de SILC/VSLA ou VOAMAMI, 18% sont desservis par les branchements ou les pompes/bornes-fontaines publiques contre 13% pour les non membres (figure 27), et ce malgré le fait que l'utilisation des fonds des membres des SILC/VSLA pour des activités liées à l'EAH (exemple : construction de latrines ou achat de branchement) ne figure pas parmi les destinations de l'épargne dans ces caisses. Les premières utilisations de l'épargne déposée dans les SILC/ VSLA concernent surtout le financement des activités de production selon 44% des ménages, et la prévention de la période de pénurie alimentaire (30% des ménages).

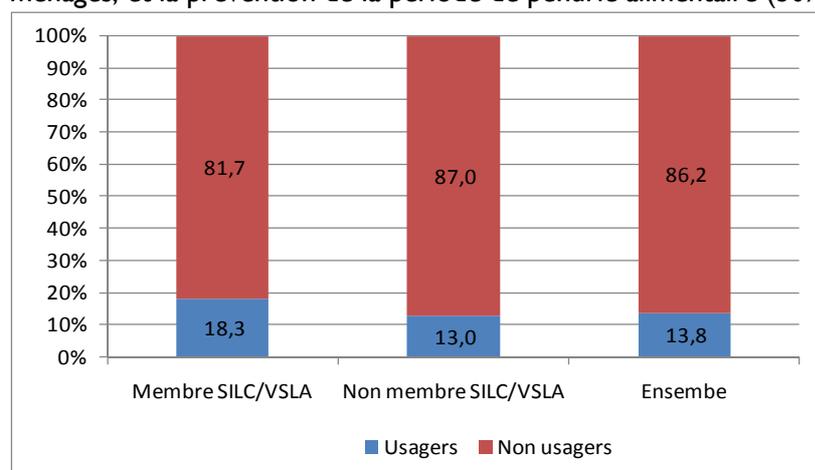


Figure 27: Proportion des ménages selon l'accès aux sources d'eau améliorées

TABLEAU II : STATISTIQUE SUR L'ACCES AUX SOURCES D'EAU AMELIOREES

Membre SILC/VSLA	N	Taux d'accès	Ecart-type	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne	
					Borne inférieure	Borne supérieure
Oui	368	0,1828	0,3870	0,0202	0,1431	0,2225
Non	2 026	0,1298	0,3362	0,0075	0,1152	0,1445
Total	2 394	0,1380	0,3449	0,0070	0,1241	0,1518

168. L'adhésion au SILC/VSLA intéresse beaucoup plus les femmes que les hommes. Le taux d'adhésion s'élève à 20% pour les femmes contre 14,4% pour les hommes et cette différence est statistiquement significative au seuil de 5%.

TABLEAU 12 : ADHESION AU SILC/VSLA

Tableau : Statistiques sur l'adhésion au SILC/VSLAS du CM	N	Taux d'adhésion	Ecart- type	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95% pour les taux	
					Borne inférieure	Borne supérieure
Homme	2 028	0,1443	0,3515	0,0078	0,1290	0,1596
Femme	366	0,2049	0,4042	0,0211	0,1633	0,2464
Total	2 394	0,1536	0,3606	0,0074	0,1391	0,1680

169. L'adoption de l'approche payante du service de l'eau mis en place par Rano HP et Ranon'Ala a augmenté de 15 fois les dépenses de consommation en eau des ménages par rapport aux autres sources de dépenses dans les zones des projets (Figure). Les dépenses annuelles de consommation en eau du ménage usagers sont estimées à 2% du revenu moyen annuel, soit 26 000 MGA (12 USD³) par an. Ces dépenses sont particulièrement élevées dans la zone du Sud-Est en comparaison aux autres zones et représentent 6% du revenu annuel des ménages usagers.

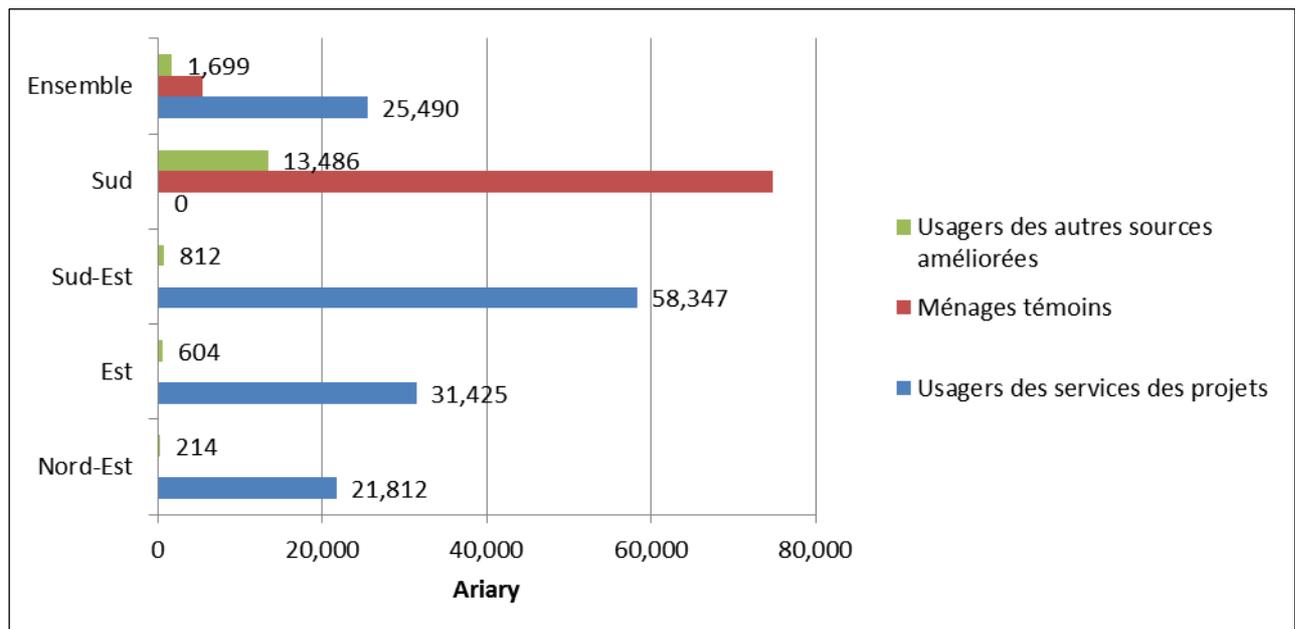


Figure 28: Dépenses de consommation en eau annuelles selon les catégories de ménages

170. Entre sources améliorées, l'eau fournie par les projets Ranon'ALA et Rano HP est plus chère que celle fournie par d'autres opérateurs. Cette différence est très importante dans la zone Sud-Est.

³ 1 USD = 2200 MGA

TABLEAU 13: FACTEURS FAVORABLES ET DEFAVORABLES A L'ACCES A L'EAU POTABLE

Zone agroécologique	Infrastructure mise en place par Ranon'ala ou HP	Autre intervenant	Ensemble
Nord-Est	21 812	5 827	19 341
Est	31 425	-	30 172
Sud-Est	58 347	355	25 207
Sud	.	157	157
Ensemble	25 490	3 089	20 431

171. Les dépenses pour obtenir un branchement d'eau à domicile sont plus importantes et constituent des contraintes sérieuses à l'accès aux services d'eau des projets d'après les enquêtes qualitatives de cette évaluation (cf. **Erreur ! Référence non valide pour un signet.**). Le coût moyen d'un branchement d'une distance inférieure à 100 mètres de la conduite d'eau principale est estimé à 86 500 MGA (39 USD), soit 8% du revenu annuel moyen du ménage usager. Ce pourcentage est très variable au niveau des zones, allant de 1% à 10% du revenu annuel dans le Nord-Est. La comparaison de ce coût avec les prix des branchements des autres services en dehors des infrastructures des projets ou dans les zones témoins n'est pas faisable en l'absence de ces types de branchements ailleurs.

Facteurs favorables et défavorables à l'accès à l'eau potable

172. L'analyse des résultats quantitatifs ci-dessous, l'analyse des discussions en focus group et des interviews des personnes ressources ont sorti les facteurs les plus importants qui contribuent ou font obstacles à l'accès à l'eau potable dans le tableau suivant.

TABLEAU 14: FACTEURS FAVORABLES ET DEFAVORABLES A L'ACCES A L'EAU POTABLE

FACTEURS FAVORABLES	FACTEURS DEFAVORABLES
Forte sensibilisation sur l'EAH par visite à domicile, avec l'agent communautaire et en collaboration avec les autorités locales ou les comités WASH	Insuffisance de la sensibilisation sur l'importance de l'accès à l'eau par les autorités villageoises
Satisfaction des ménages sur la qualité de l'eau par rapport aux autres sources traditionnelles	Couleur rougeâtre de l'eau approvisionnée par les services des projets, coupures fréquentes qui constituent la première cause de non utilisation des services améliorés selon 59% des ménages
Point d'eau améliorée à proximité par rapport aux sources traditionnelles	Existence de points d'eau (améliorés ou non) à proximité mais gratuits
Mesures de promotion ou facilité de paiement des branchements en fonction du pouvoir d'achat du ménage et des périodes de récolte, pendant lesquelles les ménages gagnent plus de revenus	Prix élevé à la pompe par rapport au revenu du ménage ; ce qui entraîne la diminution de la consommation mensuelle et le recours à d'autres sources d'eau gratuite
	Faible pouvoir d'achat selon 11% des ménages, ce qui oblige certains ménages à limiter leur consommation d'eau au strict minimum et qui retarde les demandes de branchements
	Non-acquittement des factures d'eau par certains

FACTEURS FAVORABLES

FACTEURS DEFAVORABLES

abonnés des branchements sociaux, inéquitable répartition des consommations par famille
abonnée aux branchements sociaux ; ces problèmes découragent les autres membres des branchements sociaux et entraînent la coupure des services faute de paiement.

Source : Evaluation des projets EAH de l'USAID, Mars 2014

Stockage de l'eau

173. Les meilleurs stockages de l'eau préconisés par les projets incluent les récipients ayant les caractéristiques de prévention pour les contaminations de l'eau dans le ménage : l'existence de robinet sur le récipient ou l'utilisation de récipients avec couvercle ou de récipients ayant une ouverture étroite inférieure à 10 cm de diamètre. 40% des ménages usagers des infrastructures des projets pratiquent ce mode de stockage amélioré (Figure 29). Ce taux est assez variable entre les zones parmi lesquelles la zone Est et Sud ont les taux les plus élevés (61% et 75%). Ce taux a augmenté de manière significative (19 points) par rapport aux pratiques des ménages lors des enquêtes de référence. Cependant, en comparaison des zones témoins où la pratique du stockage amélioré a atteint 37% des ménages, la différence de pratique de stockage entre les usagers et les témoins n'est pas significative au seuil de 5%.

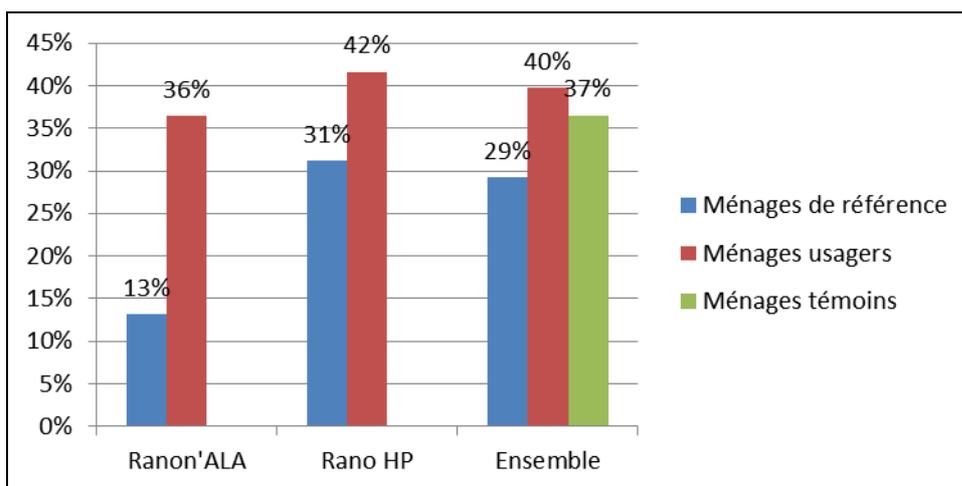


Figure 29: Taux d'utilisation des méthodes de stockage de l'eau amélioré

174. Les facteurs suivants peuvent expliquer ce faible changement de pratique de stockage réellement attribué aux projets :

175. La portée des sensibilisations sur les méthodes de stockage amélioré de l'eau est limitée à 61% des populations dans les zones bénéficiaires (Figure 30), parmi lesquels 15% seulement ont adopté ces méthodes améliorées. Les réunions au niveau des villages et les visites à domicile organisées par les agents communautaires et éventuellement les Comités WASH sont les moyens de sensibilisation les plus utilisés dans les zones des projets (cf. annexes). Cependant, après le retrait des projets, tous les Comités WASH dans les communes visitées par l'équipe d'évaluation sont en veilleuse et n'ont pas tenu des séances de sensibilisation communautaire. Les dernières sensibilisations reçues remontent à plus de 6 mois pour plus de 84% des ménages qui en ont probablement besoin de manière plus fréquente.

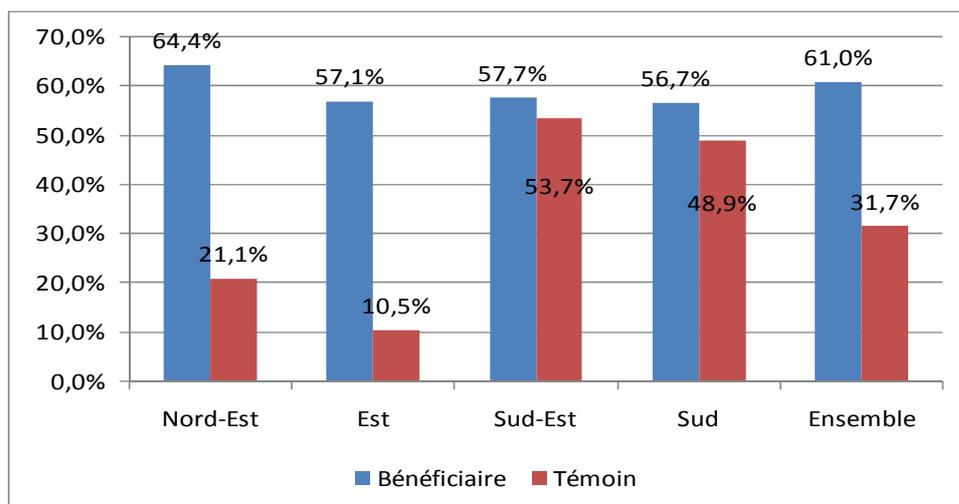


Figure 30: Pourcentage des ménages sensibilisés sur les méthodes de stockage de l'eau

176. La couverture de sensibilisation des ménages témoins sur le stockage amélioré de l'eau est négligeable avec un taux de 32% des ménages et peut expliquer le faible écart du taux d'adoption du stockage amélioré entre les usagers et les témoins (figure 30).

177. Les niveaux de sensibilisation sont particulièrement élevés dans les zones témoins du Sud-Est (54%) et du Sud (49%) par rapport aux autres zones témoins. Ces taux pour les témoins ne s'éloignent pas beaucoup des taux de sensibilisation des bénéficiaires dans ces mêmes zones. Près d'un tiers de ces ménages témoins concernés ont reçu cette sensibilisation de la part des agents communautaires lors des réunions organisées dans les villages témoins.

Traitement de l'eau

178. **78% des ménages usagers des infrastructures des projets traitent l'eau à boire** ; ce taux varie entre 38% dans la zone Sud et 92% dans la zone Est. Ce faible taux d'adoption de traitement dans la zone Sud est d'autant plus inquiétant car cette zone a un faible taux d'accès à l'eau de sources améliorées (6%). Tous les membres de la famille peuvent bénéficier de l'eau traitée pour plus de 90% des ménages, sauf dans la zone Sud où ils priorisent les besoins d'eau traitée pour les enfants et les malades.

179. Le principal mode de traitement de l'eau pratiqué par les usagers est l'ébullition (97% des ménages). Seuls 2,4% des ménages dans les zones des projets utilisent le produit Sur'eau. L'utilisation des filtres TULIP, Aqua Sur et du SODIS préconisés par les projets est minime parmi les ménages bénéficiaires (0,1%). En moyenne, le volume d'eau traité par les ménages dans les zones des projets est encore faible, soit 4,2 litres par jour.

180. En comparaison avec les ménages de référence, **le pourcentage des ménages usagers adoptant les traitements de l'eau recommandés a nettement augmenté de 60% à 78%** (Figure 31). Toutefois, ce taux d'adoption des pratiques améliorées de traitement est également constaté parmi 81% des ménages témoins. Ainsi, la différence créée par les projets en matière de changement de pratiques de traitement n'est pas significative par rapport à la situation dans les zones témoins au seuil de 5%.

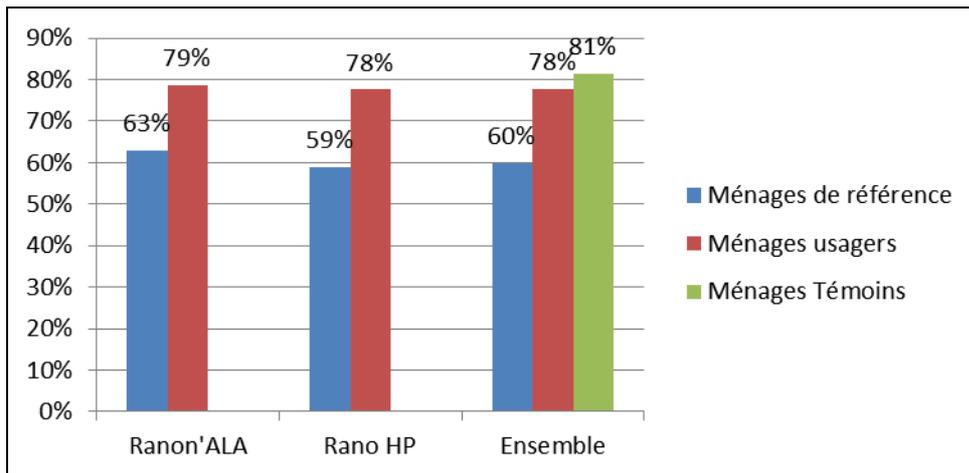


Figure 31: pourcentages des ménages pratiquant les traitements de l'eau

181. Les facteurs suivants peuvent expliquer ce faible changement de pratique de traitement réellement attribué aux projets, ainsi que la faible utilisation du produit Sur'eau :

- Beaucoup plus de ménages ont reçu des sensibilisations en moins d'un mois dans les zones témoins (15%) par rapport aux zones bénéficiaires (3,5%). Les dernières sensibilisations sur les traitements de l'eau dans les zones des projets remontent à plus de 6 mois pour 83% des ménages bénéficiaires. Ainsi, la périodicité des séances de sensibilisation des ménages semble avoir son importance pour influencer les changements de pratiques en matière de traitement de l'eau à boire. Ce manque de sensibilisation est bien confirmé par les raisons de non traitement de l'eau exprimées par 95% des ménages bénéficiaires qui pensent que, (i) ils n'en ont pas l'habitude, (ii) ils ne connaissent pas les méthodes de traitement, (iii) ils jugent ces traitements peu nécessaires.
- Les raisons de non utilisation du Sur'eau par les ménages dans les zones bénéficiaires sont diversifiées (Figure 9). Les principales raisons évoquées sont d'abord l'indisponibilité du produit dans les localités (31% des ménages), ensuite la méconnaissance du Sur'eau (25%) et le prix élevé du produit (24%). Le niveau de revenu des ménages n'affecte pas toutefois l'utilisation ou non du Sur'Eau car le taux d'utilisation varie peu parmi les classes de revenu (cf. annexes).

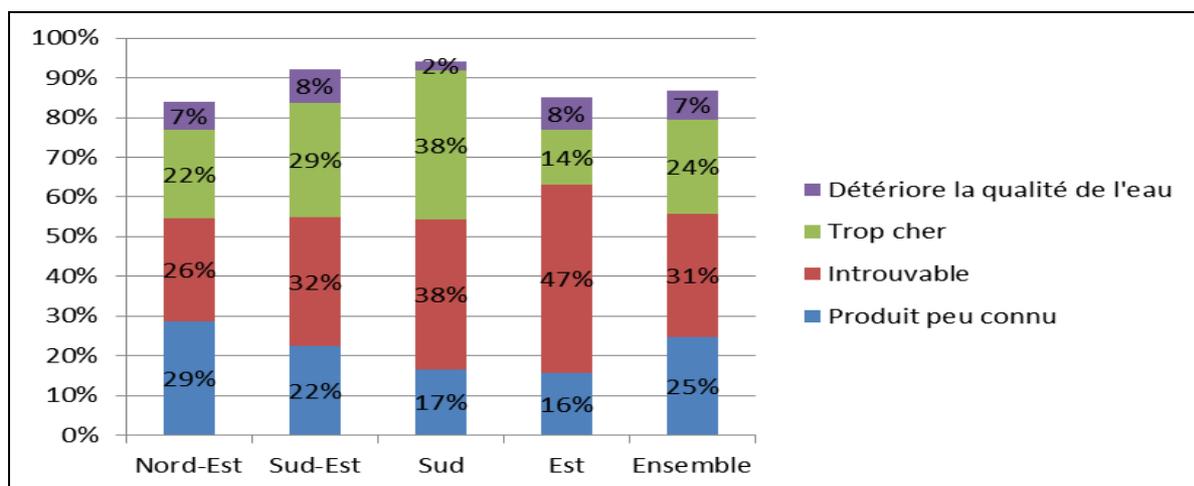


Figure 32: Motifs de non utilisation de Sur'eau par les ménages dans les zones des projets

CONCLUSIONS 2

En conclusion, les projets Rano HP et Ranon'Ala ont contribué à l'augmentation de l'accès à l'eau potable des ménages dans les zones d'intervention ; cette contribution est nettement significative dans les zones de Ranon'Ala, tandis qu'elle a été faible dans les zones de Rano HP. Les services d'alimentation en eau des projets sont largement utilisés par les ménages tout au long de l'année mais connaissent des coupures d'eau importantes qui découragent leur utilisation à plus grande échelle.

L'accès des ménages à faible revenu aux services d'eau mis en place par les projets est encore faible par rapport aux ménages aisés. La faiblesse du pouvoir d'achat par rapport au prix à la pompe et au coût de branchement reste une contrainte sérieuse à l'accès aux services améliorés. Bien que le pourcentage des dépenses de consommation annuelle en eau paraisse faible par rapport au revenu du ménage, l'adoption d'une approche payante a considérablement augmenté le niveau de dépenses en eau des ménages.

Les changements de comportement des ménages attribués aux projets en terme de consommation, d'utilisation multiple de l'eau, de traitement et de stockage amélioré de l'eau n'ont pas encore atteint des niveaux significatifs qui marquent la contribution nette des projets. Le manque de continuité des sensibilisations par les comités WASH et les autorités locales sur les thèmes d'EAH a réduit l'envergure des changements de comportement des ménages dans ces domaines. L'approche SILC/VSLA n'a pas facilité de manière directe le financement de l'adduction d'eau et l'acquisition de latrines améliorées au niveau du ménage membre. Par contre, le pourcentage assez élevé des membres ayant accès aux points d'eau améliorés semble indiquer que l'approche SILC/VSLA a permis de véhiculer l'intérêt de disposer de l'eau potable.

182. Les projets Rano HP et Ranon'Ala sont parmi les pionniers de l'approche de partenariat public-privé dans la gestion des infrastructures d'eau potable et leur financement à Madagascar. Les projets ont appuyé des opérateurs privés locaux en vue de développer des plans d'affaires économiquement viables et des services d'eau de qualité accessibles aux populations les plus vulnérables. Les sections qui suivent analysent les différents aspects de ces innovations expérimentées par les projets, à savoir : (i) la fonctionnalité de ces services d'alimentation en eau gérés par le secteur privé, (ii) la gouvernance du secteur EAH au niveau communal en partenariat avec le privé, et (iii) la protection des ressources en eau par les communautés bénéficiaires. Ces approches innovantes ont influencé l'accès et l'utilisation des services d'eau de qualité pour les ménages.

Fonctionnalité des Services d'Eau Potable et d'Assainissement Amélioré

183. Dans les normes prises par les deux projets⁴, une source améliorée inclut « un branchement particulier, un branchement social, une borne fontaine publique, puits ou forages protégés avec une pompe à motricité humaine publique ou privés, qui ont un débit d'eau potable selon les normes de l'OMS, fonctionnels toute l'année et toutes les pièces sont présentes et opérationnelles⁵ (ex : robinet, poignet). Le service est considéré comme fonctionnel si un comité de gestion (ou structure de gestion) de type communautaire, ou par une association / entreprise / personne privée, dispose les ressources pour faire fonctionner les points d'eau. »

⁴ Rapports des études de référence du projet Rano HP en mars 2010 et du projet Ranon'Ala en juin 2011

⁵ Si le débit d'eau de ces sources est interrompu en une journée ou plus durant les dernières 2 semaines, ou si le robinet est absent ou en panne, le point d'eau est considéré non fonctionnel. Le paiement peut être volumétrique ou une participation sur un période fixe ou cyclique (ex : semaine, mois) d'un montant fixe indépendamment du volume d'eau consommé.

184. Parmi les services d'eau dans les 9 communes visitées pendant l'évaluation qualitative, le projet d'adduction d'eau dans la commune de Behara n'est pas encore terminé et tous les sites avec des forages ont des problèmes de fonctionnement des pompes Canzee (cf. Tableau 1). Si l'on se réfère à la définition d'un service fonctionnel prise ci-dessus, l'adduction d'eau par système de pompage (AEPP) à Ivandrika (district de Farafangana) est fonctionnelle, tandis que 4 sur 7 adductions d'eau potable par système gravitaire (AEPG) sont fonctionnelles. Il est à noter cependant qu'aucun des responsables de la gestion de ces services n'a pu produire des résultats de tests de potabilité récents de l'eau, en raison du manque de kits d'analyse et de l'éloignement des sites par rapport à des centres d'analyse biochimique de l'eau.

185. Les problèmes de fonctionnement des services d'eau, résumés dans le tableau ci-dessous, sont liés principalement à la forte présence de fer et à la salinité de l'eau dans les sites de forages à l'Est et Nord-Est, à la défaillance de qualité des ouvrages lors de la construction, à l'insuffisance de l'entretien des branchements par les gestionnaires et aux difficultés de recouvrement des paiements par les usagers.

TABLEAU 15 : NIVEAU DE FONCTIONNALITE DES RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU VISITES

Projet Rano HP

REGION ET DISTRICT	COMMUNE	Type d'infrastructure	Début d'exploitation	Problèmes de qualité des services
Analanjirifo Fenerive Est	Antsiatsiaka	AEPG, forages Service fonctionnel	Novembre 2012	Les pompes Canzee, soit produisent de l'eau de couleur ferrugineuse, saline et à forte odeur, soit ne produisent pas de l'eau. 4 sur 11 pompes ne sont pas fonctionnelles.
Atsinanana Vatomandry	Ilaka Est	AEPG Service fonctionnel	Janvier 2014	Monoblocs : puisard avec des fuites, eau de couleur ferrugineuse, fuite des plafonds des douches en période de pluies, faible débit des WC dès que les douches fonctionnent, sabotage sur les tuyaux et insuffisance des tuyaux de conduite pour remplacer les usés
Vatovavy- Fitovinany Ikongo	Ikongo	AEPG Service non fonctionnel	Septembre 2013	Réhabilitation du bassin de captage et de la chambre de traitement physique : des fuites d'eau dans différentes parties de ces infrastructures. Mauvais état de plusieurs branchements dont le manque de robinet. Fokontany de Voninkazo : l'eau non potable car il n'existe pas de chambre de traitement et le bassin contenant l'eau est en mauvais état.
Atsimo Atsinanana Vondrozo	Vondrozo	AEPG Service non fonctionnel	Juin 2013	Fuite d'un des réservoirs, manque de robinets pour les branchements, faible débit d'eau pour les branchements en altitude
Atsimo Atsinanana Farafangana	Ivandrika	AEPP Service fonctionnel	Janvier 2012	Fermeture de quelques branchements sociaux pour cause de non paiement des factures.
Androy Amboasary Atsimo	Behara	AEPP Service non fonctionnel		Le projet d'AEPP n'est pas terminé

Projet RANON'ALA

REGION	COMMUNE	Type d'infrastructure	Début d'exploitation	Problèmes de qualité des services
Analanjirifo Mananara Nord	Mananara	AEPG, forages Service fonctionnel	Aout 2012	L'eau des branchements est de couleur ferrugineuse, insuffisance de débit en période de pointe de consommation.
Analanjirifo Mananara Nord	Antanambe	AEPG, forages Service fonctionnel	Septembre 2013	5 bornes fontaines sur 14 sont fonctionnelles et ouvertes car les ménages ne veulent pas payer l'eau pour les autres bornes 2 pompes Canzee non fonctionnelles sur 7 faute de gestionnaire opérationnel
Sofia Marotandrano	Lampibe	AEPG Service non fonctionnel		L'AEPG n'est pas fonctionnelle car les réserves lors de la réception technique depuis octobre 2013 n'ont pas encore été levées ; réservoir à moitié rempli lors de notre passage en mars 2014.

Gouvernance du Secteur de l'EAH au Niveau Communal

186. Le schéma de gouvernance du secteur WASH dans les sites d'intervention des deux projets met en avant la Commune en maître d'ouvrage, assisté par les « Parties Prenantes » ou les « comités WASH » mis en place avec Ranon'ala et Rano HP. Ces comités sont composés de représentants de la commune, des présidents des fokontany, du chef CSB, des représentants d'ONG et associations, et des leaders d'opinion. Tous les comités WASH dans les 9 communes visitées sont en veilleuse après le départ du projet, faute de motivation des membres pour faire la sensibilisation dans les villages et la planification périodique des actions EAH. Parmi les 7 communes visitées ayant bénéficié des infrastructures d'eau plus ou moins

LA BONNE GOUVERNANCE AU SERVICE DES USAGERS DE L'EAU

La commune d'Antsiatsiaka dispose d'un projet clair sur l'utilisation de la taxe communale sur la consommation de l'eau, à savoir l'adduction d'eau potable pour une école primaire publique dans la commune.

La maîtrise d'ouvrage par la commune est effective et permet une gestion de proximité des infrastructures avec une responsabilisation accrue de la commune pour assurer la couverture des besoins en eau.

Un projet d'extension de l'adduction d'eau dans un autre fokontany est en cours et sera financé par les fonds collectés sur l'achat des compteurs octroyés gratuitement par l'entreprise Bushproof à la commune.

fonctionnelles, seules 4 communes⁶ ont reçu l'habilitation du Ministère de l'Eau à assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de ces infrastructures. Dans tous les sites visités, la commune n'a pas officiellement délégué la gestion des infrastructures aux fokontany. Toutefois, dans la réalité, les autorités des fokontany ont plus de responsabilités de contrôle de la qualité et de la gestion du service, en raison de l'éloignement des villages desservis par rapport au chef-lieu de commune. Par exemple, les fokontany gèrent les paiements de cotisations des usagers des pompes, font les sensibilisations sur l'EAH auprès des usagers et jouent les médiateurs des disputes entre le gestionnaire et les usagers des infrastructures.

187. Les contrats de gestion des infrastructures par des entreprises privées ont été signés par le Ministère de l'Eau pour les 5 communes sur 7 concernées. Les contrats de gestion pour les communes de Mananara et d'Antanambe n'ont pas été signés depuis leur envoi au Ministère en décembre 2012 et en septembre 2013. Cependant, les infrastructures dans ces sites sont gérées actuellement par deux entreprises privées qui font fonctionner le service d'alimentation en eau dans les fokontany et la ville de Mananara.

188. Chaque gestionnaire a mis en place dans les communes un personnel responsable de la gestion administrative et de la collecte des paiements, ainsi qu'un ou deux techniciens de maintenance parfois recrutés parmi les villageois. **A l'exception d'un gestionnaire, le personnel sur terrain des entreprises n'a pas de contrat de travail** ; la plupart du personnel de vente dispose d'outils de suivi des recettes et des cotisations des usagers.

Les avantages de cette organisation et ce mode de gestion

189. Priorisation des infrastructures par la commune et les parties prenantes qui connaissent la réalité et les besoins des communautés. Grâce à l'approche participative des projets, les parties prenantes ont pu définir les besoins et les objectifs communs en matière d'EAH, de ciblage des villages bénéficiaires des infrastructures, d'analyse participative des problèmes par village et des choix de solutions. Ce processus participatif a conduit à l'élaboration, la validation et la diffusion du Plan de Développement, d'Investissement et d'Affaires (PDIA) en adduction d'eau potable, assainissement et hygiène. Dans les 9 communes visitées, 4 sont en connaissance ou en possession de ce document de planification.

190. Disponibilité d'un service d'alimentation en eau continu qui répond aux attentes des usagers (80% des ménages usagers enquêtés) grâce à une certaine capacité de gestion des entreprises privées. Les entreprises privées qui gèrent les infrastructures en eau ont pour la plupart respecté les obligations de leur contrat en matière de tarification de la consommation, d'horaire d'ouverture des pompes (sauf à Ivandrika) et d'octroi de nouveaux branchements aux demandeurs. Dans quatre communes sur sept, les gestionnaires disposent d'un personnel permanent sur site responsabilisé dans la sensibilisation des populations à s'adhérer au service d'eau et capables de gérer les coupures d'eau, la maintenance des ouvrages, le recouvrement des factures de consommation et les plaintes des usagers.

Les Faiblesses de cette organisation et mode de gestion

191. Faiblesses de capacités de la commune à assurer la maîtrise d'ouvrage de la gestion de l'adduction d'eau : Les projets ont réalisé plusieurs formations et des assistances techniques pour les autorités communales et les comités WASH afin de les familiariser sur la maîtrise d'ouvrage des constructions, l'appel d'offres du gestionnaire d'infrastructure, la maîtrise d'ouvrage de la gestion des services d'EAH, et l'élaboration de plans de protection des ressources en eau. En raison des changements de personnes au sein de la commune, le transfert de compétences n'est pas effectif pour le cas de 4 communes sur 7.

⁶ Vondrozo, Ilaka-Est, Antsiatsiaka et Ikongo

192. L'absence de service technique EAH opérationnel au sein de toutes les communes visitées est un handicap pour assurer le contrôle de gestion de l'eau par la commune.

Ainsi, la commune ne reçoit aucun rapport de gestion pour avoir la santé économique de l'exploitation, ne fait pas de contrôle technique de la qualité des ouvrages, ni de contrôle de la réalisation périodique des analyses de l'eau par le gestionnaire. Dans le cas de 4 communes sur 7, le compte pour le versement de taxe sur la consommation de l'eau n'est pas encore ouvert.

193. Faible collaboration entre la Direction Régionale de l'Eau et les autres acteurs : En raison des restrictions de collaboration entre l'USAID et le Gouvernement de Madagascar, la Direction Régionale de l'Eau est rarement impliquée dans l'appui à la commune pour la MOD. Elle a été surtout sollicitée pendant les réceptions techniques des ouvrages mais n'a pas validé les études techniques ni suivi la gestion des infrastructures.

194. Dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène, le mode de collaboration ainsi que les responsabilités respectives de la Direction Régionale de l'Eau, des autorités communales et des comités WASH ne sont pas clairement définies. Après le départ des projets, les personnes ressources ont expliqué que la sensibilisation sur WASH est assurée de manière très ponctuelle par la commune et les autorités villageoises, mais sans une approche basée sur des résultats (à l'exemple de l'adoption du CLTS) ni de suivi des ménages sensibilisés.

195. Manque de rigueur des gestionnaires de l'eau. D'après les clauses des contrats de gestion des systèmes d'alimentation en eau dans les zones des projets, « le Délégué prendra en charge l'exploitation, l'entretien, la maintenance, le renouvellement, la police administrative, la production de documents et la gestion des ouvrages et des équipements contribuant au service public de l'eau. » Selon le graphique ci-dessous, pour la moitié des gestionnaires, les lacunes qui ne leur permettent pas de remplir ces termes du contrat, concernent principalement l'insuffisance des stocks de maintenance des ouvrages, le manque de protection des ouvrages qui subissent des sabotages et des dégâts, et l'insuffisance de personnel local qualifié qui répare les défaillances du système. Pour tous les gestionnaires visités, ce graphique montre également des lacunes sérieuses sur l'absence d'analyses périodiques de la potabilité de l'eau et le manque de suivi/ supervision de la qualité du service de l'eau par la Direction Régionale de l'Eau (DRE). Les gestionnaires ne disposent pas de kits appropriés pour analyser la potabilité de l'eau dans les zones reculées. Aucun gestionnaire n'a produit un rapport d'activités à l'intention de la commune ou de la DRE depuis le début de leur exploitation, ni une proposition d'extension des services d'alimentation à moyen terme.

196. Faible collaboration de la commune et du gestionnaire dans la sensibilisation des ménages. Selon les gestionnaires dans les communes visitées, le niveau de consommation d'eau provenant de toutes les infrastructures fonctionnelles est en-deçà de leur capacité de production. A l'exception de Mananara ville, le nombre de branchements individuels et sociaux ne dépasse pas 150 dans chaque commune visitée. La saisonnalité des revenus agricoles ne permet pas d'augmenter régulièrement les branchements pendant une certaine période de l'année. Les personnes ressources expliquent cette faiblesse de la demande par le contexte de crise socio-économique actuel et les aléas climatiques affectant les récoltes ; ce qui limite le pouvoir d'achat des classes moyennes et pauvres. De plus, les moyens déployés par les gestionnaires pour faire des actions de marketing et de sensibilisation des communautés sont encore insuffisants pour accélérer les ventes de branchement. Sur les 7 communes visitées, seules 3 communes bénéficient de la collaboration du gestionnaire avec les autorités locales pour mener la sensibilisation des populations sur WASH. Le manque d'expérience du gestionnaire dans la sensibilisation communautaire et l'attentisme des autorités communales et villageoises - notamment dans les communes sans contrat de gestion du système d'adduction d'eau – ne favorisent pas l'augmentation du nombre d'abonnés.

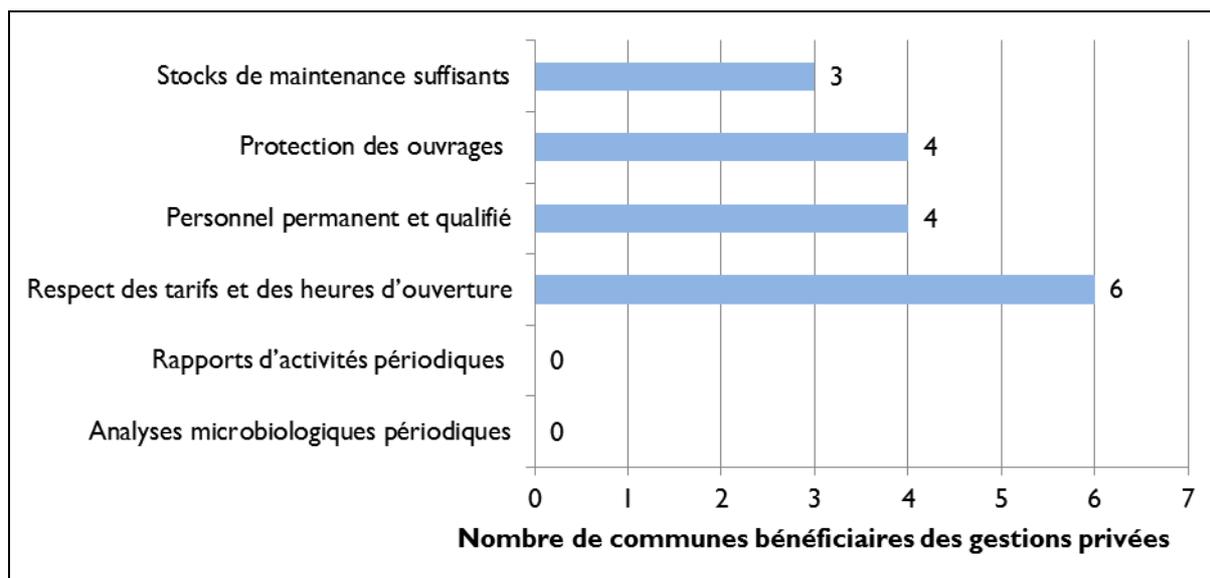


Figure 33 : Capacités de gestion du système d'alimentation en eau par les entreprises visitées

Source : Evaluation des projets bilatéraux EAH de l'USAID – Enquêtes des ménages, mars 2014

Protection des Ressources en Eau

197. La protection des ressources en eau est une composante importante des deux projets pour préserver la disponibilité d'une eau de qualité jusqu'au ménage consommateur. Les approches des 2 projets dans ce domaine sont similaires dans l'objectif de faire comprendre à la population les risques environnementaux liés à l'adduction d'eau. Plusieurs activités de renforcement de capacités des acteurs du secteur WASH local et des activités de communication pour le changement de comportement ont été menées pour qu'ils prennent la responsabilité de gérer de manière durable et intégrée les ressources en eau. Ces acteurs incluant les représentants des ménages ont été organisés en comités de protection et formés pour élaborer des plans de protection des ressources.

Les initiatives de protection des ressources en eau dans les communes visitées

198. Parmi les 6 communes où le système d'alimentation en eau dessert les bénéficiaires, la moitié des communes (Ikongo, Vondrozo et Ivandrika) ont des comités de protection des ressources en eau encore en activité après le départ des projets. Le reste des communes soit n'a pas créé une structure responsable de la protection, soit elles ont mis en place des comités de protection qui n'ont pas réalisé des activités depuis leur création. La mise en vigueur d'un arrêté communal et des Dina par l'autorité communale ont été mentionnées par les personnes ressources pour protéger les sources de captage et les infrastructures dans 3 communes sur 6. Selon les spécificités des sites d'adduction d'eau, les activités de protection menées par les comités opérationnels concernent essentiellement le reboisement des bassins versants et la clôture des périmètres de captage. Dans tous les cas, ces initiatives de protection ne relèvent pas uniquement des comités mais ont été appuyées par des acteurs externes tels que les ONGs et même les gestionnaires de l'infrastructure en eau. Les autorités locales s'appuient beaucoup sur d'autres projets de protection de l'environnement dans sa localité pour élaborer les plans de protection et le suivi de sa mise en œuvre.

199. D'après les personnes ressources, les impacts de cette insuffisance de protection des ressources ne semblent pas encore affecter la qualité et la quantité d'eau alimentée par les infrastructures des projets, sauf dans les sites comme Ikongo où les menaces de contamination de l'eau par la riziculture en amont ont été déjà identifiées depuis le début de l'exploitation.

CONCLUSIONS 3

En conclusion, les approches innovantes de Rano HP et Ranon'Ala dans la gestion privée des services d'eau et la gouvernance du secteur EAH ont ouvert des opportunités aux communes dynamiques et ayant les capacités de gouvernance nécessaires, pour améliorer l'accès de leur population à l'eau potable. Les résultats obtenus des projets ont démontré que la gestion de proximité des infrastructures d'eau et l'approche de partenariat public-privé peuvent aboutir à un service d'eau de qualité si les conditions suivantes sont réunies :

- La qualité des ouvrages des points d'eau répond aux normes de construction et de fonctionnalité prescrites ;
- La rigueur de gestion des infrastructures d'eau est respectée par les opérateurs privés, notamment en matière de maintenance des ouvrages et de suivi de la potabilité de l'eau
- La Commune dispose des capacités de MOD nécessaires et prend la pleine responsabilité de sensibiliser les populations sur les thèmes d'EAH pour stimuler la demande en eau potable et les changements de comportement des ménages
- La Direction Régionale de l'Eau est responsabilisée pour appuyer la mise en œuvre du partenariat public-privé, en particulier pour mieux suivre la gestion des infrastructures en appui aux communes et régulariser les contrats de gestion en suspens.

Les initiatives de protection des ressources en eau dans les zones de Rano HP et Ranon'Ala ne sont pas suffisantes pour garantir la durabilité des services d'alimentation en eau. Les autorités communales et les comités de protection mis en place par les projets n'ont pas assez d'autonomie d'organisation et de dynamique qui permettent de continuer la mise en œuvre des plans de protection des ressources en eau.

Question 3 : Evaluation de la satisfaction des populations par rapport aux services d'EAH

200. Les sources d'information sur la satisfaction de la population vis-à-vis de la qualité de l'eau et du service d'alimentation proviennent de l'échantillon des ménages enquêtés et des participants aux focus groups dans les communes bénéficiaires.

Niveau de Satisfaction des Ménages Usagers

201. **84% des ménages usagers déclarent être satisfaits en général de la qualité du service de l'eau fournie par les infrastructures des projets.** Ce taux ne varie pas beaucoup entre les zones (entre 71% et 92% des usagers). Les premières sources de satisfaction sont la proximité des points d'eau (branchements et pompes Canzee) pour 86% des ménages bénéficiaires et la qualité de l'eau (propreté, goût, odeur, couleur, etc.) selon 92% des usagers. Les ménages apprécient les avantages des points d'eau améliorés par rapport aux sources traditionnelles souvent loin, polluées et où les premiers arrivés sont les premiers servis en période d'étiage. D'autres qualités du service de l'eau appréciées par les usagers pendant les focus groups concernent aussi les horaires d'ouverture des bornes-fontaines bien appropriées et la courte durée d'attente auprès des bornes-fontaines.

Selon un usager à Ivandrika, district de Farafangana, Sud-Est : «L'eau du Fokontany d'Ivandrika est de meilleure qualité, et une qualité qui ne change pas pendant toute l'année, même en période de pluies. »

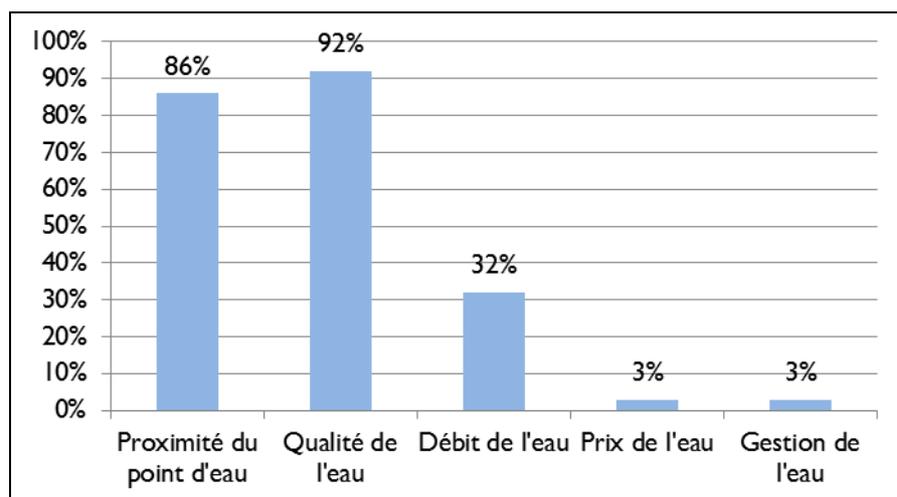


Figure 34 : Niveau de satisfaction des usagers de l'eau potable

Source : Evaluation des projets bilatéraux EAH de l'USAID – Enquêtes des ménages, mars 2014

202. Globalement, 46,6% des ménages bénéficiaires sont satisfaits de leurs latrines, un taux presque égal pour toutes les zones. Les raisons de leur satisfaction sont :

- Intimité/dignité pour 37,3%
- Proximité: 20,8%
- Santé de ma famille: 20,0%
- Propreté: 14,6%
- Confort: 2,9%

203. C'est le Nord Est qui apprécie surtout l'intimité et la dignité (39,9%), le Sud préfère la proximité pour 36,5% et la propreté pour 18,8%, l'Est prime la santé de leur famille pour 38,3% et le confort pour 6,2%.

TABLEAU 16 : SOURCE DE SATISFACTION PAR RAPPORT AUX LATRINES, MENAGES BENEFICIAIRES

Zone agroécologique	0	Intimité/ dignité	Propreté	Confort	Santé de ma famille	Prestige	Proximité	Autres
Nord-Est	0.5%	39.9%	15.1%	2.6%	16.7%	0.7%	20.6%	3.8%
Est		27.5%	9.4%	6.2%	38.3%	1.3%	15.9%	1.4%
Sud-Est	0.7%	27.6%	15.6%	1.6%	27.3%		25.9%	1.3%
Sud		25.8%	18.8%		19.0%		36.5%	
Ensemble	0.5%	37.3%	14.6%	2.9%	20.0%	0.7%	20.8%	3.3%

Source : Evaluation des projets bilatéraux EAH de l'USAID – Enquêtes des ménages, mars 2014

SOURCES D'INSATISFACTION DES POPULATIONS

204. Les sources d'insatisfaction des usagers par rapport au service de l'eau varient selon la zone (cf. Figure). En général, les niveaux d'insatisfaction sont plus élevés parmi les usagers des forages et des bornes-fontaines publiques par rapport aux usagers desservis par les branchements.

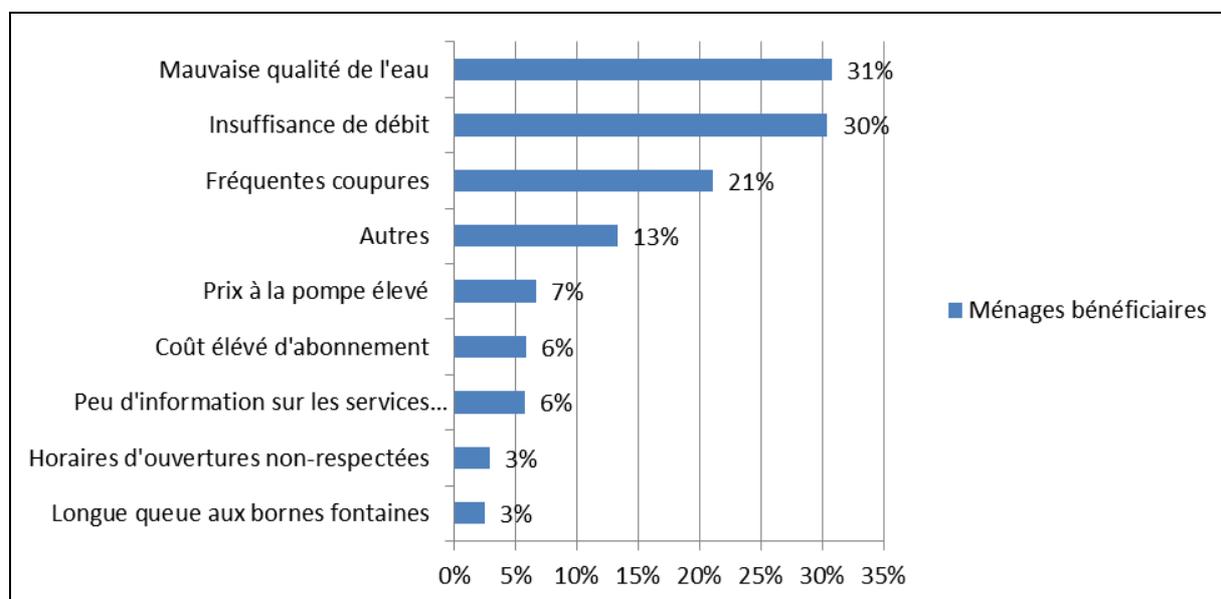


Figure35 : Sources d'insatisfaction des usagers de l'eau potable

Source : Evaluation des projets bilatéraux EAH de l'USAID – Enquêtes des ménages, mars 2014

205. Dans la zone Nord-Est, 42% des usagers non satisfaits se plaignent de l'insuffisance de débit, notamment pendant la forte période de pointe de consommation des branchements. 32% des ménages bénéficiaires non satisfaits se plaignent également de la mauvaise qualité de l'eau ; l'eau des branchements a une couleur ferrugineuse, tandis qu'elle est saline et/ou ferrugineuse pour les usagers des forages. Les ménages expliquent qu'ils doivent bouillir l'eau avant de la boire.

206. Dans la zone Est, en plus de l'insuffisance de débit d'eau, 25% des ménages usagers non satisfaits des branchements et des pompes pensent que le prix de l'eau est élevé par rapport à leur pouvoir d'achat. Le coût d'un branchement individuel (100 000 MGA ou 46 USD) représente près de 9% du revenu annuel du ménage dans cette zone. La population préfère les branchements particuliers mais à défaut de facilité de paiement du coût du branchement, les ménages optent pour les branchements sociaux qui leur permettent de se regrouper pour payer le coût de branchement et la consommation. Les usagers des pompes pensent également que les cotisations à verser pour avoir accès à l'eau sont élevées et préfèrent utiliser d'autres sources non améliorées mais gratuites.

207. Dans la zone Sud-Est, 30% des ménages non satisfaits du service d'eau pensent que le prix de consommation de l'eau est élevé, et 70% des ménages déclarent être victimes de coupures d'eau fréquentes. Les dépenses annuelles de consommation en eau représentent en moyenne 6% du revenu annuel du ménage de cette zone qui a le plus faible revenu par rapport à l'ensemble des zones. Les coupures fréquentes sont un facteur décourageant l'utilisation des AEP par les ménages car, selon 59% des ménages usagers concernés, elles constituent le premier motif d'utiliser une deuxième source non améliorée pendant plus d'un mois dans l'année. Dans la zone Sud-Est, le cas de Vondrozo illustre l'envergure de ces coupures qui proviennent de diverses défaillances des infrastructures : l'ensablement des tuyaux de conduite d'eau en période de pluie pour certaines localités, les fuites du réservoir d'eau et les dégâts causés par ces fuites qui demandent des réparations conséquentes. Malgré ces problèmes techniques, le gestionnaire a enregistré de nouveaux branchements mais seulement un branchement par mois en moyenne entre juin 2013 et décembre 2013.



Figure 3 : Fuites du réservoir d'eau à Vondrozo et formation d'une mare aux alentours

208. Malgré l'importance des motifs d'insatisfaction des usagers, seuls 6% des ménages usagers des services d'eau ont déposé des plaintes, auprès du fontainier/ gestionnaire du réseau ou du comité WASH. 31% des ménages concernés pensent avoir obtenu des réponses satisfaisantes à leurs plaintes. L'insatisfaction des usagers par rapport à la gestion de leurs plaintes provient de la lenteur des réparations du système d'alimentation en raison de l'éloignement des villages desservis et l'insuffisance de stocks de pièces de rechange sur site. Dans le cas de Vondrozo où les problèmes techniques d'alimentation sont fréquents, le partage de responsabilités de réparation entre le gestionnaire et l'entreprise de construction n'est pas clair et retarde le traitement des plaintes des usagers. En effet, les coupures et les fuites d'eau sont dues aux défaillances de construction du système d'adduction d'eau qui est encore sous le délai de garantie par le constructeur. Cependant, l'entreprise de construction n'a pas fait les réparations nécessaires jusqu'au moment de l'évaluation.

209.A la question « Qu'est ce qui vous déplaît de vos latrines ? », les bénéficiaires ont répondu :

- Le manque de confort à 31,2%
- L'odeur à 22%
- Le partage des latrines avec d'autres ménages à 16%
- Et la saleté à 9,8%

210. Des variations entre les zones agro-écologiques méritent toutefois d'être retenues dans ces réactions.

- C'est le Sud qui se plaint le plus du manque de confort à 48,2% et de l'odeur des latrines à 33,5%
- Le Nord Est se plaint le plus de devoir partager leurs latrines avec d'autres ménages à 17,2%, de la saleté (11,4%)

- Et c'est encore le Sud qui se soucie peu de devoir partager leurs latrines avec d'autres ménages (4,1%).

TABLEAU 17 : LES SOURCES D'INSATISFACTION SUR LES LATRINES

Zone agroécologique	Qu'est ce qui vous déplaît de vos latrines ?						
	0	Odeur	Saleté	Eloignement	Manque de confort	Partager avec d'autres personnes	Autres
Nord-Est	1.5%	22.2%	11.4%	1.0%	29.6%	17.2%	17.1%
Est	0.5%	21.2%	6.9%	2.4%	32.2%	11.6%	25.2%
Sud-Est	1.6%	18.6%		1.4%	40.9%	12.7%	24.8%
Sud	5.1%	33.5%	6.9%	2.2%	48.2%	4.1%	
Ensemble	1.4%	22.0%	9.8%	1.2%	31.2%	16.0%	18.3%

Source : Evaluation des projets bilatéraux EAH de l'USAID – Enquêtes des ménages, mars 2014

CONCLUSIONS 4

En conclusion, les ménages usagers des infrastructures mises en place par les projets sont satisfaits de la qualité du service fourni. Les avantages des points d'eau améliorés par rapport aux sources traditionnelles ont été mis en avant par les usagers pour justifier cette satisfaction globale, à savoir la proximité des points d'eau et la qualité de l'eau.

Les sources d'insatisfaction des usagers varient selon les zones et sont liées principalement à l'insuffisance de débit des branchements et des forages dans toutes les zones, la salinité ou la couleur ferrugineuse de l'eau dans la zone Nord-Est. Ces motifs d'insatisfaction reflètent les problèmes de fonctionnalité de plus de la moitié des services d'eau visités. Ces appréciations négatives des usagers n'ont pas accéléré la hausse des demandes de branchements et l'utilisation des pompes parmi les non usagers.

Le prix d'accès à l'eau potable, soit par branchement, soit par pompe/borne-fontaine, est encore élevé par rapport au revenu annuel moyen des ménages, notamment dans les zones à faible revenu comme les zones Est et Sud-Est. Ce facteur de prix semble avoir limité le nombre d'abonnés et d'usagers des pompes touchés par les infrastructures.

Les latrines promues par les projets sont d'autant satisfaisants pour les bénéficiaires qu'ils ont appris à apprécier le confort, l'intimité et la dignité d'avoir des latrines améliorées, la propreté. La plupart des latrines utilisées ne satisfont cependant pas encore les normes de ce qui peut être défini comme améliorées et requièrent ainsi encore beaucoup d'efforts. Les latrines construites ont été financées sur fonds propres des ménages pour la plupart mais ils n'ont pas eu recours à des prêts pour les financer.

RECOMMANDATIONS

211. La mise en œuvre des projets Rano HP et Ranon'Ala ont posé des défis aux différentes parties prenantes. Les paragraphes suivants tentent de tirer les leçons apprises et les bonnes pratiques issues des informations collectées auprès de ces parties prenantes et des ménages enquêtés, afin d'orienter les stratégies et les activités des projets similaires.

212. Les stratégies et les approches les plus efficaces pour augmenter l'accès à l'eau potable sont celles qui :

- Adoptent l'approche participative avec la Commune et les Parties Prenantes dans la priorisation des infrastructures d'EAH à mettre en place ;
- Contrôlent de manière plus rigoureuse la qualité des études de faisabilité et des constructions des ouvrages afin d'assurer la fonctionnalité et la durabilité des infrastructures ;
- Sélectionnent et positionnent stratégiquement les points d'eau améliorés de manière à réellement réduire leur distance par rapport aux habitations et atteindre un maximum d'usagers ;
- Responsabilisent les agents communautaires et les Comités WASH ou Parties Prenantes pour continuer la sensibilisation sur les thèmes d'EAH et de couvrir une large couche de la population ;
- Promouvoir l'approche SILC/VSLA sur la base d'activités génératrices de revenus viables et exploiter l'approche pour exposer les membres aux actions de communication sur l'EAH ;
- Proposent des produits de traitement de l'eau accessibles aux zones enclavées et au pouvoir d'achat des ménages ;
- Adoptent l'approche de non-gratuité de l'eau et adaptent la stratégie de tarification de l'eau selon les types d'alimentation, les niveaux de consommation et les niveaux de revenus locaux en vue de faciliter l'accès à l'eau pour les couches vulnérables ;
- Responsabilisent le gestionnaire des services d'eau à maintenir la potabilité de l'eau et l'état des infrastructures incluant les branchements à domicile ;
- Encouragent la collaboration avec la Direction Régionale de l'Eau pour appuyer les Communes et leur démembrement dans les fokontany en matière de maîtrise d'ouvrage et de suivi de la gestion des contrats de services d'alimentation en eau potable ;

213. Les recommandations émises veulent, d'une part, répondre aux soucis d'efficacité des stratégies après-projet et d'autre part, montrer des potentiels pour de futures répliquations des projets d'EAH :

Recommandations sur les stratégies après-projet :

- Les gestionnaires des services d'alimentation en eau devraient mener des actions de marketing et de promotion de leurs services en collaboration avec les autorités communales et les fokontany. Ces actions de sensibilisation continue sont nécessaires pour mettre en évidence les avantages d'avoir l'eau potable par rapport au prix à payer obligatoirement.
- Les structures de relais telles que les Comités WASH et les agents communautaires devraient être redynamisées par une définition claire de leurs rôles respectifs, la mise en place de leaders et de membres dynamiques pour organiser des réunions de suivi périodiques et la mise à disposition de moyens nécessaires pour leur fonctionnement après-projet ;
- Les SILC/VSLA devraient être mis en relation avec des projets d'appui au développement des filières porteuses pour les pérenniser après-projet ; après avoir atteint une certaine phase de

maturité, ces SILC/VSLA peuvent être formés et constituer des structures relais de la sensibilisation en EAH ;

- Renforcer la Direction Régionale de l'Eau à assurer la continuité du contrôle de la gestion des services d'alimentation en eau par le biais des supervisions périodiques et la prise de mesures correctives en cas de défaillances dans la mise en œuvre du contrat de gestion. Les formations et les appuis techniques destinés aux communes et aux gestionnaires des services devraient être assurés par la Direction.
- Ne pas pousser à l'éclosion de trop de structures locales de coordination ou de gestion des initiatives locales (CCDS, Comité WASH, COSAN, ...) car on aboutit à une dispersion des rares capacités locales qui existent.

214.Recommandations pour les futurs projets similaires :

- Le contrôle de la qualité des études d'avant-projet pour la construction des ouvrages d'adduction d'eau devrait être strict pour assurer la viabilité technique et la durabilité des infrastructures ;
- La sélection des entreprises de construction devrait être particulièrement rigoureuse pour le cas des zones enclavées où les possibilités de contrôle de qualité des ouvrages peuvent être limitées, afin de minimiser les risques de défaillances de construction après la période de réception définitive.
- Le gestionnaire-investisseur de l'infrastructure devrait être impliqué dans le suivi des travaux pour mieux appréhender les risques de défaillances des ouvrages dans le temps.
- Les projets d'adduction d'eau devraient respecter les phases clés telles que (i) la phase de 2-3 ans pour la mise en place des infrastructures et des structures de coordination/gestion, (ii) la phase de retrait pendant 2 ans pour permettre de garantir les ouvrages, assurer le suivi de la gestion des infrastructures et permettre à la Commune et aux structures de relais de bien maîtriser leurs responsabilités. La mise en place d'un Service Technique responsable du suivi des activités d'EAH est parmi les priorités de la Commune dans son rôle de maîtrise d'ouvrage.
- La participation communautaire sous forme d'apports en nature ou numéraire au moment de la construction des ouvrages est importante pour augmenter l'appropriation locale des infrastructures et l'adhésion rapide des usagers aux services d'eau.
- En raison des lourdes responsabilités laissées aux comités WASH et Parties Prenantes, les approches pour pérenniser ces structures devraient être prises en compte dès le début de la mise en œuvre du projet WASH.
- La sensibilisation sur l'EAH devrait être menée auprès des écoles et des associations ou centres des jeunes, une approche qui a fait ses preuves pour la transmission des messages EAH.
- Face aux contraintes de moyens de la Direction Régionale de l'Eau, les projets devraient prévoir des appuis matériels et de fonctionnement tout en s'assurant que les responsabilités des différentes entités concernées par la gestion de l'eau soient clarifiées.
- La stratégie de tarification de l'eau devrait se baser sur des études de consentement à payer fiables et suivie d'études de sondage des consommateurs en cours d'exploitation des services d'eau, afin de pouvoir ajuster les tarifs en fonction des variables influentes des ménages cibles.

ANNEXES

ANNEX I: EVALUATION STATEMENT OF WORK

I. EVALUATION QUESTIONS

The Contractor must pose and answer the following questions:

I- To what extent did the population in the intervention zones adopt the improved hygiene practices demonstrated by the projects?

The WSSH projects conducted behavioral change communication and other activities to induce changes at the beneficiaries' behavior. The evaluation report should highlight any activities and innovations brought by the projects that were likely to result in behavioral change. The evaluation team will identify promising and best practices, lessons learned and challenges faced focusing on what has worked and what has not.

a. To what extent did the approaches used by the USAID implementing partners lead to increased access and use of drinking water and improved sanitation facilities to beneficiaries?

The analysis must look at the changes at the beneficiaries' level that could be attributable to the projects' interventions. The evaluation question encompasses the impact of the projects on improving the physical and alleviating the financial accesses to, and the use of drinking water and adequate sanitation services by beneficiaries. The evaluation report must highlight any innovations brought by the projects that were likely to result in higher impact. The evaluation team will identify promising and best practices, lessons learned and challenges faced, focusing on what has worked and what has not.

To what extent were the population of interventions satisfied on the quality and appropriateness of the services provided by the private partners in managing WSSH infrastructure?

The Contractor will assess the subjective perception on the population on their satisfaction of the quality of the services provided by the WSSH infrastructure managers. It may encompass but not limited to the satisfaction on the quality of the water, the cleanliness of the facilities, the costs, the schedule of access to the services if any, the quality of the staff, the management transparency, etc.

For the analysis, the contractor must examine the difference across gender in answering the evaluation questions. This evaluation seeks to understand the gender-based characteristics that would affect the use of WSSH services at the households and population level.

II. METHODOLOGY

The Contractor will use a non-experimental design to answer the evaluation questions in Activity A. Because of the absence of onset, randomized assignment of the treatment required for a rigorous impact evaluation, USAID requests the Contractor to use a difference-in-difference method to measure the performance of the WSSH projects. To get the before the project data, the evaluation team must use the data collected from the baseline survey by each project before the beginning of their intervention. The information in the baseline is from 2,470 households (1,900 from RANO HP and 570 from RANON'ALA).

These households were randomly chosen within 56 communes in the areas of interventions of the two projects. Both projects used the lot quality assurance sampling (LQAS) method to collect the data. The reports from the baseline data collection for the two projects are annexed to the current SOW.

For the data collection at the end of the projects, the Contractor may use different techniques rather than LQAS but must justify the advantage of its choice. The Contractor may use data

collection to fill any gaps on the baseline data, e.g. with recall interview. The Contractor may also use qualitative methods to collect more in-depth information from other sources such as key-informants; group of users and non-users of WSSH services.

The sampling method(s) must best suit the purpose of this evaluation. It must ensure that the evaluation findings and conclusions are based on empirical evidence and from a statistically representative population. The findings and conclusions must also be disaggregated by type of infrastructures (gravity, pump); by agro-ecological regions (Northeast, East, Southeast, and South); and by gender. The evaluation team will use tablet computers to collect data. USAID will provide this equipment. The goal is to ensure high quality and effective monitoring of data collection, and to reduce the time spent on data entry, cleaning, and data analysis. It is the responsibility of the contractor to train its staff on the proper use of the equipment.

The data processing methodology must be clear and concise. It must show the procedures and tools used to treat and analyze quantitative data, and processes to transcribe and analyze qualitative data, if any. Additional information on the characteristics of the intervention sites can be obtained from the USAID implementing partners. Given the geographic locations of the WSSH projects, the evaluation team members may be required to travel to remote sites, on poor roads and possibly on foot.

III. DELIVERABLES

The Contractor is required to deliver the following:

1. Methodology and Evaluation Plan
2. Completion of fieldwork
3. Descriptive tables and oral presentation of preliminary findings
4. Draft evaluation report
5. Final evaluation report, including all media devices and data

I. Methodology and Evaluation Plan (MEP):

The methodology and evaluation plan will be submitted for approval to the USAID/COR of the evaluation activity no later than 25 days after the effective award date. No later than 10 days after receiving the MEP, USAID will conduct a planning meeting with the evaluation team to discuss and validate the MEP. The Contractor has 5 days after the meeting to revise and submit the final MEP to USAID.

The MEP could be either in French or in English and must not exceed 30 pages excluding annexes. At a minimum, it must include:

- A background section summarizing the findings from a desk review, related to each evaluation question (5-7 pages)
- A refined, detailed evaluation methodology to answer each question: It includes the data collection methods and data collection instruments, the data collection protocol, the sampling process and the selected survey sites, and the limitation of the methodology (10-15 pages). The instruments used in conducting the evaluation such as questionnaire, checklist, and discussion guides are required in the annex. Once approved by USAID, all modifications on the MEP need to be agreed upon in writing by USAID.
- A presentation of the process for quality control: assessments and management (1-2 pages)
- A detailed data analysis methods with the list of the tables of descriptive statistics (2-3 pages)
- A presentation of key implementation challenges and risks related to the evaluation process (1 page)

- A schedule for the evaluation (1-2 pages)
- Annexes including at a minimum
 - o Scope of Work of the evaluation
 - o Location and map of selected sites to be visited over the evaluation
 - o List of key-informants, individuals for interviews
 - o Data collection instruments

The fieldwork must not begin until the USAID/COR approves the MEP.

2. Completion of Fieldwork (COF):

Fieldwork will take a total of 60 days, including recruitment and training of enumerators and supervisors; pre-testing of survey and interview tools; testing of the system using tablets for data collection. In addition, this timeline includes travel and courtesy call to local authorities. No later than 5 days after the end of the fieldwork, the Contractor will provide the USAID/COR a report showing the COF.

The COF report may be submitted either in French or in English. The report must include at a minimum the list of the selected villages with the number of surveyed households, the proportion of refusal and replacement. Brief description of each PSU such as road access, access to media and social services, and other socio-economic characteristics must be presented as an Annex to the COF.

USAID has to either approve or reject the COF report within 5 days after submission.

3. Descriptive Tables and Presentation of the Preliminary Findings:

No later than 45 days after the end of data collection (completion of fieldwork):

The Contractor provides the USAID/COR all the descriptive tables defined in the MEP. The tables should be in Excel format.

The Contractor must plan an oral presentation of the preliminary findings and conclusions to USAID, based on the findings from the fieldwork and the preliminary descriptive tables.

The Contractor must take into consideration the comments received during the presentation in drafting the evaluation report. To do so, the Contractor must identify a note-taker during the presentation, and add the presentation minute as an Annex to the final evaluation report.

4. Draft Evaluation Report:

The written draft report may be submitted in either English or French. The draft evaluation report must follow the requirements in Attachment J.3, Section I. No later than 30 days after the presentation of the preliminary findings, a draft report of the findings and recommendations must be submitted to the USAID/COR. The report must clearly describe findings, conclusions, and recommendations.

USAID has to either approve or reject the Draft Evaluation Report by submitting written comments within 20 days of submission of the report.

5. Final Report:
 CAETIC Développement
 Contract No. AID-687-C-13-00004
 WSSH Evaluation

Page 9 of 54

The final report must follow the instruction in Attachment J.3, Section 2 and 3. No later than 20 days after USAID approves the Draft Evaluation Report, the Contractor will submit a final report that incorporates the evaluation team responses to the Mission’s comments and suggestions. The final report must be submitted in English and French, electronically. USAID has to either approve or reject the final report within 15 days after submission.

No later than 10 days after the approval of the final report, the contractor shall submit 20 hardcopies (10 in English and 10 in French) and two electronic copies of the USAID approved final report to USAID/Madagascar (1 in English and 1 in French). The electronic copies of the final report shall be in both PDF and MS Word format.

The contractor will also send an electronic copy of the English version of the final report to the Development Experience Clearinghouse for archival within three months of the approval of the final report by USAID.

IV-SCHEDULE

Activities	Day Number
Award Date	D0
METHODOLOGY AND EVALUATION PLAN	
Submit Methodology and Evaluation Plan to USAID (25 days)	D25
<i>Methodology and Evaluation Plan approved by USAID (within 15 days after submission)</i>	
FIELD WORK	
Submit Completion of Fieldwork report	D105
<i>Completion of Fieldwork Report approved by USAID (within 5 days after submission)</i>	
PRELIMINARY FINDINGS	
Oral Presentation of the preliminary results to USAID	D155
DRAFT REPORT	
Submit draft report to USAID	D185
<i>Draft report approved by USAID (within 20 days after submission)</i>	
FINAL REPORT	
Submit final report to USAID	D225
<i>Final report approved by USAID (within 15 days after submission)</i>	
Submit hardcopies of the final report in French and English to USAID	D250

V- TEAM COMPOSITION AND SKILLS FOR ACTIVITY A

The evaluation team shall consist of two key personnel, one of whom will be designated Team Leader. The evaluation team shall be external consultants, outside USAID and outside the implementing partners. USAID zones of interventions are mostly rural, thus the evaluation team may be required to travel in remote areas, with poor road conditions and possibly by foot.

The Team Leader is the primary point of contact between USAID and thus must have excellent communications skills. The Team Leader will ensure that the deliverables are completed in a timely manner and are responsive to the scope of work and USAID comments. The Team Leader will provide leadership for the team and coordinate activities.

The team Leader must have the following minimum qualifications:

1. Master's degree in evaluation, economics, public health, international development, or similar disciplines;
2. Ten years of experience of experience in conducting and/or managing evaluation, assessment, or operational research activities;
3. Strong understanding of evaluation design and evaluation methodologies;
4. Strong writing skills

The Data Analyst will be responsible for data collection, processing, and analysis. The Data Analyst will provide support to the Team Leader in responding the scope of work and in corresponding with USAID. The Data Analyst is responsible for the training of the enumerators and supervisors on the use of the tablet, control quality, data processing, and data analysis.

The Data Analyst must have the following minimum qualifications:

1. Master's degree in evaluation, economics, public health, statistics, international development, or similar disciplines;
2. At least five years' experience in using statistical software such as STATA or SPSS for data analysis;
3. Experience in sampling of large surveys, designing data entry form, collecting information using structured survey, processing and analyzing large quantitative datasets;
4. Familiarity with the use of tablet computers for data collection;

Language requirements:

- At least one team member must be proficient in spoken and written English to facilitate the discussion with USAID and to ensure the quality of the evaluation report.
- The two key personnel must be proficient in French. Most of the project key documents are in French and some implementing partners do not speak English.

ANNEX II: METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'EVALUATION

METHODE DE COLLECTE DES DONNEES QUANTITATIVES

La collecte de données quantitatives dans le cadre de l'évaluation du projet WASH financé par USAID vise à calculer le niveau des principaux indicateurs d'effet et d'impact et d'apporter des éléments de réponse objectifs aux différentes questions d'évaluation. Comme la technique retenue pour l'évaluation est basée sur la double différence, la méthodologie adoptée doit permettre une comparaison sans faille des données collectées avec celles des études baseline. Ainsi, la méthodologie est celle d'une enquête par sondage représentatif à deux degrés respectant les exigences de la méthode LQAS.

A. Champs d'étude, Unités statistiques et base de sondage :

Le champ d'étude est constitué des 36 communes d'intervention des deux projets RANO HP et RANOn'Ala issues des 6 régions à savoir Sofia, Analanjirofo, Atsinanana, Vatovany Fitovinany, Atsimo Atsinanana et Anosy. Au premier degré, l'unité statistique est constituée par le Fokontany appartenant aux communes d'intervention. La liste des Fokontany fournie par la cartographie censitaire de l'INSTAT en 2009 est utilisée comme base de sondage au premier degré. Cette base de sondage est constituée de 464 Fokontany ; un Fokontany étant défini comme l'unité administrative de base formée d'une localité ou d'un ensemble de localités relevant d'une autorité administrative appelée "Chef du Fokontany".

Afin d'assurer la comparabilité des résultats avec ceux des baselines ainsi que respecter les niveaux d'agrégation des résultats stipulés dans les TDR, le champ d'enquête sera divisé en 6 strates dont une strate constituée par la zone d'intervention du projet Ranon'ala (commune de Maritandrano district de Mandritsara et les communes concernées dans les district de Soanierana Ivongo et Mananara Nord), les 5 autres strates sont constituées respectivement par chaque région d'intervention du projet Rano HP.

Au second degré l'unité statistique est constituée par le ménage. L'ensemble des ménages dans le fokontany-échantillon constitue la base de sondage au second degré.

Le ménage est défini comme un groupe de personnes généralement unies par des liens de parenté (mais pas forcément), qui résident ensemble sous le même toit, travaillent ensemble, prennent ensemble les principaux repas et reconnaissent l'autorité d'une seule personne appelée Chef de ménage.

B. Tirage des échantillons.

L'objectif est de constituer des échantillons indépendants et représentatifs au niveau chaque strate. L'application de la formule pour le calcul de la taille minimale de l'échantillon donne le nombre de 399 ménages par strate. Comme la méthode d'échantillonnage adoptée est celle du LQAS, la taille de l'échantillon par unité primaire doit être 19 ménages ce qui implique 21 unités primaires par strate.

Le tirage des unités primaires s'effectue de manière aléatoire simple avec probabilité inégale, proportionnelle à la taille du Fokontany, c'est-à-dire à l'effectif de la population dénombrée lors de la cartographie censitaire en 2009. Afin d'assurer une plus grande dispersion géographique de l'échantillon, le tirage systématique est adopté et le pas de tirage correspond au rapport de l'effectif de la population d'une strate par la taille de l'échantillon.

Toutefois, toujours dans le souci d'une meilleure comparabilité des résultats, il s'avère judicieux de garder les Fokontany échantillon (unités primaires) des baselines issus des Communes d'intervention des projets étant donné que ces fokontany ont été également issus d'une même technique de tirage c'est-à-dire celle d'un tirage aléatoire avec probabilité inégale sur la même base de sondage. Le tableau suivant donne la situation des échantillons

Strate	Population totale (2008/2009)	Nb total Fokontany	Nb Fkt Baseline	NB Fkt requis pour l'évaluation	Nb Fkt à tirer
Zone Ranon'ala	150 128	158	25	21	-4
Zone Rano HP					
Analanjirifo	84 815	44	15	21	6
Atsinanana	53 678	54	14	21	7
Atsimo Atsinanana	55 759	43	11	21	10
Vatovavy Fitovinany	86 964	100	12	21	9
Anosy	44 987	65	9	21	12

Au second degré, le tirage des ménages échantillons s'effectue de manière systématique en adoptant la méthode d'itinéraire. Le pas de tirage est le rapport du nombre total de ménages dans le Fokontany par la taille de l'échantillon (19 ménages par village).

Il est à noter qu'un entretien préalable avec un responsable du Fokontany devra être réalisé par le contrôleur dès l'arrivée de l'équipe dans le Fokontany au moment même de la visite d'usage. Cet entretien fournira des informations nécessaires à l'organisation des collectes de données, en particulier l'effectif des ménages qui rentre dans le calcul du pas de tirage. Le contrôleur se servira d'une table de nombre au hasard (fourni en annexe du manuel du contrôleur) pour identifier le premier ménage-échantillon dans le Fokontany.

En ce qui concerne les ménages-témoins, le tirage des échantillons se fera selon la même méthode LQAS donc la taille de l'échantillon est fixée à 19 ménages par village soit 38 ménages par strate afin d'assurer la convergence des estimateurs. Ils sont tirés de manière aléatoire avec probabilité égale parmi les ménages des deux fokontany dans une commune par strate choisie parmi celles qui ont fait l'objet de baseline mais n'ont pas bénéficié des actions des projets.

C. Technique d'observation et outil de collecte.

L'enquête se fera par interview direct sur la base d'un questionnaire. Comme c'est une enquête ménage, l'entretien doit être réalisé à l'intérieur de la maison d'habitation de l'enquêté à l'abri des regards indiscrets des personnes en dehors du ménage. Cette disposition est prise afin de garantir la confidentialité et la sérénité de l'enquête et de minimiser l'influence de l'environnement sur le comportement de l'enquêté.

L'enquête se fera en langue malagasy et le plus possible en dialecte local. Pour ce faire, l'enquête utilisera des agents enquêteurs maîtrisant le dialecte et les us et coutume de leur zone d'affectation sans toutefois négliger la compétence technique et l'aptitude physique. Cette disposition facilite la conduite de l'interview et favorise l'instauration d'un climat de confiance des enquêtés.

Par ailleurs, une fiche Fokontany destinée à collecter les informations plus générales se rapportant au Fokontany complète le questionnaire ménage et sert de moyen de contrôle. Il est administré par le contrôleur en interviewant un responsable local.

Limites de la méthodologie

Toutes les étapes de l'opération seront réalisées dans le strict respect des démarches techniques requises. Toutefois, comme toute enquête statistique par sondage, les résultats ne seront jamais sans failles.

Les limites de l'enquête se rapportent surtout sur l'éventuelle imprécision des données collectées à partir des simples interviews surtout lorsqu'il s'agit des données quantitatives qui font appel à la mémoire de l'enquêté.

Le plan d'échantillonnage adopté donne un échantillon autopondéré dont le dépouillement se fait comme un recensement au niveau d'une strate. Ainsi, des coefficients de pondération seront calculés pour des agrégations des résultats au niveau plus élevé.

Quelques indicateurs mesurés dans les baselines avaient paru prêter à confusion dans leur interprétation et nous avons tenu à les mentionner dans le tableau ci-dessous car ils pourraient nécessiter un retour à leur définition telle qu'utilisée dans les baselines :

Indicateur	Définition	Mode de calcul	Commentaires
% communes ayant un taux de couverture d'approvisionnement en eau d'au moins 57%	Pourcentage des communes dont au moins 57% de la population totale s'approvisionnent en eau d'une source améliorée toute l'année (borne fontaine ou puits / forage protégé privé avec pompe ou puits / forage protégé public couvert).	Pour déterminer le taux de couverture en eau d'une source améliorée de 57%, il faut connaître le nombre total des points d'eau dans une commune et compter le nombre de personnes ayant accès à cette source. Le rapport de ces deux variables fournit le taux de couverture en eau. On dénombre ensuite les communes qui ont ce taux ramené au nombre total des communes	Cet indicateur ne peut pas être rapporté aux communes (Pb de représentativité de l'échantillon). On peut avoir le pourcentage des Fokontany (utilisation LQAS) et le pourcentage de la population s'approvisionnant en eau d'une source améliorée toute l'année au niveau d'une région. Le mode de calcul n'est pas correct. Ce rapport donne plutôt le ratio nombre d'utilisateur par point d'eau
% de ménages pratiquant le lavage des mains à des moments critiques	Pourcentage de ménages qui se lavent les mains avec du savon aux 3 moments critiques : avant de manger ou avant d'allaiter / donner à manger à l'enfant, avant de préparer le repas, après défécation ou après avoir nettoyé le bébé après défécation	Nombre de ménages pratiquant le lavage des mains à des moments critiques / Nombre total de ménages dans les zones du RANO HP	Ménage signifie totalité des membres du ménage. Ici, le questionnaire s'adresse à la mère de famille ou au chef de ménage s'il n'y a pas de femme
% de ménages capables de citer les 3 moments critiques pour le lavage des mains	Pourcentage de ménages capables de citer les 3 moments critiques pour le lavage des mains : avant de manger ou avant d'allaiter / donner à	Nombre de ménages capables de citer les 3 moments critiques pour le lavage des mains / Nombre total de ménages dans les zones du RANO HP	Le questionnaire s'adresse à la mère de famille ou au chef de ménage s'il n'y a pas de femme

	manger a l'enfant, avant de préparer le repas, après défécation ou après avoir nettoyé un enfant après défécation		
--	---	--	--

Comme il a été confirmé qu'aucun investissement en infrastructure n'a été effectué dans la Région Anosy et que seules des campagnes de sensibilisation ont été menées, il a été décidé avec l'USAID que les travaux de collecte dans l'Anosy se limitent à tout ce qui touche seulement la Question 1 de l'évaluation.

Dispositif opérationnel et contrôle qualité.

Les points suivants donnent les différentes mesures à prendre pour le contrôle qualité.

- Le recrutement : le recrutement des agents de collecte vise à sélectionner les meilleurs agents tant sur le plan technique que sur le plan comportemental et physique. Les agents sont choisis en fonction de leur niveau de formation, de leurs expériences en matière d'enquête, de leur aptitude linguistique et physique et surtout leur comportement et leur motivation.
- La formation : une formation très complète sera organisée pour les agents de collecte. La formation théorique en salle sera suivi d'une enquête test dont l'objectif est double : (i) tester l'administrabilité du questionnaire et (ii) tester l'aptitude des agents et identifier les éventuelles failles à corriger.
- Le dispositif opérationnel de collecte : un dispositif d'encadrement optimal des travaux de collecte sera mis en place. L'enquête optera un éventail de subordination permettant un contrôle exhaustif et rapproché sur le terrain. Un contrôleur a 3 agents enquêteurs sous son contrôle et la charge de travail d'un agent enquêteur est fixée théoriquement à 4 questionnaires par jour au plus. La supervision de la collecte est assurée par deux cadres de CAETIC Développement dont l'expert en analyse de données et un statisticien. Chaque équipe dispose d'une voiture tout terrain pour son déplacement pendant la totalité de la collecte.

METHODE DE COLLECTE DES DONNEES QUALITATIVES

A. La collecte des données qualitatives

Les questions et les sous-questions d'évaluation seront également abordées par l'approche qualitative. Les données qualitatives extraites de la revue documentaire, des entretiens avec les personnes clés et des discussions en focus groupes aideront à expliquer les changements de comportement en matière d'hygiène, de l'utilisation de l'eau et l'assainissement attribués aux projets. Les explications des comportements négatifs par rapport aux pratiques d'hygiène et l'utilisation des infrastructures d'eau et d'assainissement seront particulièrement examinées pendant l'enquête qualitative. L'enquête qualitative capturera également les leçons apprises et les meilleures pratiques relatives aux approches des projets pour accroître la connaissance et l'utilisation de la population des installations d'assainissement et d'eau potable. Les principaux résultats de l'enquête qualitative seront utilisés pour corroborer les résultats des enquêtes statistiques et pour fournir des conclusions valides et des recommandations concrètes sur la base des observations.

A titre indicatif, les documents à consulter concernent :

- Les documents de projets et les rapports d'activités annuels disponibles
- Le Code de l'Eau

- Le Programme National d'Accès à l'Eau Potable et l'Assainissement (PNAEPA)- Période 2008 – 2012 - Ministère de l'énergie et des mines- Juin 2008
- Guide technique CLTS- Unicef 2009
- Manuel de procédure pour la mise en place des projets Eau et Assainissement –Ministère de l'énergie et des mines-2005
- La stratégie nationale de Diorano-WASH-2008
- La politique de la qualité de l'eau – Water Aid-2003

Interviews Semi-Structurés (ISS)

Trois types de guide d'entretien seront élaborés pour aider l'équipe d'évaluation à mener les ISS :

- Guide d'entretien visant le personnel clé de l'USAID en charge de la supervision des projets de Rano HP et Ranon'Ala,
- Guide de questionnaire pour le personnel technique des partenaires de mise en œuvre au niveau national et local;
- Guide d'entretien avec les représentants régionaux du Ministère de l'Eau, les coordinateurs régionaux de Diorano-WASH ;
- Guide d'entretien pour les autorités communales et villageoises, les comités WASH locaux, les chefs de Centres de Santé de Base, etc.
- Guide d'entretien pour le secteur privé responsable de la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau et services d'assainissement.

Le nombre personnes ressources est déterminé par le point de saturation de données quand l'équipe d'évaluation n'obtient plus de nouvelles informations. Le nombre d'ISS à mener est estimé entre 10-40 par zone.

Les questions dans le guide d'ISS seront structurées autour des thèmes suivants :

- Les facteurs favorables et les obstacles à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène par la population
- Les raisons de satisfaction et non satisfaction sur la qualité et la pertinence des services d'eau et d'assainissement fournis
- Efficacité des initiatives communautaires visant à protéger les ressources en eau
- Les changements dans l'organisation et la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement au niveau communal
- Les impacts de l'accès et de l'utilisation de l'eau potable et des installations sanitaires améliorées
- Les meilleures pratiques et les leçons tirées des approches des deux projets
- Recommandations très concrètes pour la phase post-projet et les projets similaires à l'avenir

Focus Group de Discussion (FGD)

Le protocole d'enquête des focus group sera élaboré pour trianguler les attitudes et les expériences des répondants en ce qui concerne, entre autres questions, l'efficacité des stratégies de changement de comportement, l'accès aux services d'eau et d'assainissement. L'équipe d'évaluation organisera des focus groupes de discussion composés de 5-9 personnes avec les catégories suivantes : (a) les groupes mixtes des usagers des services d'eau et d'assainissement, (b) les groupes des non-utilisateurs, et (c) les groupes des femmes bénéficiaires.

Des dictaphones seront utilisés pour capturer les discussions au cours des séances de focus group. L'équipe d'évaluation accordera une attention particulière aux informations sensibles liées au genre et WASH à travers les FGD avec les femmes.

Les principaux sujets à aborder lors des sessions de FG et liés aux questions d'évaluation sont les suivants :

Module 1: Accès à l'eau potable (30 minutes)

1. Changements observés positifs et négatifs de l'accès et de l'utilisation de l'eau par les bénéficiaires; préciser les catégories de population les plus touchées: les enfants, les femmes, les ménages pauvres, etc. Expliquer pourquoi.
2. Les obstacles et les incitations à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène et de latrines
3. Évaluation des services de gestion de l'eau par les usagers : donner les raisons de satisfaction/non satisfaction (utilisation de scores)

Module 2: Pratique d'hygiène et l'utilisation des latrines (1 heure)

4. Changements de pratiques de l'hygiène et de l'utilisation des latrines améliorées (et non améliorées) par la population préciser les catégories de population les plus touchées: les enfants, les femmes, les ménages pauvres, etc. Expliquer pourquoi.
5. Evaluation des services des opérateurs d'assainissement : donner les raisons de satisfaction/non satisfaction (utilisation de scores)
6. Les obstacles et les incitations à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène et de latrines
7. Recommandations pour la promotion de l'utilisation des installations d'assainissement améliorées et pour modifier les comportements vers des pratiques d'hygiène améliorées.

Certaines réponses issues des ISS et FGD seront codées pour faciliter le traitement des données, comme expliqué dans la section « Analyse des données qualitatives ».

B. Formation et Organisation de l'Equipe d'Evaluation

Sous la supervision du chef de mission et du senior socio-économiste, les interviews semi-structurées et le FGD seront menés par trois socio-économistes expérimentés et familiers avec les techniques de facilitation de groupes avec les communautés rurales. Chaque animateur aura un assistant pour prendre des notes pendant les discussions, et pour gérer les dictaphones et la durée des sessions. Des visites de courtoisie auprès des autorités locale seront effectuées par l'équipe avant l'enquête.

Dirigée par le chef d'équipe et le senior socio-économiste, la formation sur l'utilisation des guides d'entretien et de focus group durera 3 jours avant la descente sur terrain. En consultation avec l'USAID, l'équipe d'évaluation fera un test des guides d'entretien avec quelques répondants à Moramanga. Les guides seront affinés en fonction des résultats du pré-test.

Sélection des Sites

Les interviews et les discussions en focus group seront menés dans toutes les régions agro-écologiques afin de pouvoir de présenter les données qualitatives par strate. Dans chaque zone agro-écologique, une stratégie d'échantillonnage raisonnée est adoptée pour sélectionner 12 communes qui ont au moins les caractéristiques suivantes:

- Communes bénéficiaires des systèmes gravitaires et/ou de forage, incluant des villages sans défécation à l'air libre ;
- Communes avec un accès facile et dans les régions éloignées. On suppose que le niveau de l'accès du site peut avoir une incidence sur l'efficacité du projet et, par conséquent, sur les résultats et les effets liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Les communes sélectionnées sont contenus dans le Tableau ci-dessous :

Table 4 : Les communes sélectionnées pour l'enquête qualitative

Projet RANO HP

REGION	DISTRICT	COMMUNE	CARACTERISTIQUES
Analanjirofo	Fenerive Est	Antsiatsiaka	Construction de forages et réhabilitation d'AEPG dans 8 fokontany avec 5000 bénéficiaires. Non enclavés.
Atsinanana	Vatomandry	Ilaka Est	Construction et réhabilitation d'AEPG dans 3 fokontany avec 9700 bénéficiaires. Non enclavés.
Vatovavy-Fitovinany	Ikongo	Ikongo	Construction et réhabilitation d'AEPG dans 3 fokontany avec 6400 bénéficiaires. Enclavés.
Atsimo Atsinanana	Vondrozo	Vondrozo	Construction et réhabilitation d'AEPG dans 11 fokontany avec 2700 bénéficiaires. Enclavés.
Atsimo Atsinanana	Farafangana	Ivandrika	Construction de pompes (AEPP) dans 5 fokontany avec 1300 bénéficiaires. Non enclavés.
Androy	Amboasary Atsimo	Behara	Non disponible. A confirmer dès que les rapports d'activités de Rano HP sont disponibles.

Projet RANON'ALA

REGION	DISTRICT	COMMUNE	CARACTERISTIQUES
Analanjirofo	Mananara Nord	Mananara	Construction de pompes et réhabilitation d'AEPG dans 12 fokontany avec 10 000 bénéficiaires. Non enclavés.
Analanjirofo	Mananara Nord	Antanambe	Construction de pompes dans 7 fokontany avec 6100 bénéficiaires. Enclavés.
Sofia	Maritandrano	Lampibe	Construction d'AEPG dans 1 fokontany avec 2100 bénéficiaires.

Comme les données qualitatives seront principalement utilisées pour analyser les impacts des projets sur les changements de comportement des bénéficiaires et leur accès à l'eau potable et à l'assainissement, aucune étude qualitative sera menée dans les communes sans les interventions de Rano HP et Ranon'Ala.

Table 5 : nombre d'ISS et de FGD par strate.

	Nord Est SOFIA	Est: Analanjirofo- Atsinanana	Sud Est: Atsimo Atsinanana	Sud	Total
Communes Rano HP avec infrastructures d'eau	0	7	5	0	12
Communes Ranon'Ala avec infrastructures d'eau	1	9	0	0	10
Communes avec pompes et enclavées/non enclavées	Lampibe	Antanambe- Antsiatsiaka	Ivandrika		4
Communes avec AEPG et enclavées/non enclavées		Ilaka Est- Mananara	Ikongo - Vondrozo		4
Commune dans le Sud avec				Besara (*)	1

activités d'assainissement					
total échantillon communes	1	4	3	1	9
ISS Personnes ressources (estimatif)	10	40	30	10	90
FGD avec usagers/non utilisateurs	2	8	6	1	17
FGD avec femmes	1	2	2	1	6
Nombre Total de FGD	3	10	8	2	23

(*) Commune à confirmer quand les rapports d'activités de Rano HP seront disponibles si des activités sur la promotion de l'assainissement et des pratiques d'hygiène y ont été réalisées.

L'enquête qualitative durera **20 jours** incluant la formation des facilitateurs et des assistants, ainsi que le test des guides d'entretien.

CONTROLE QUALITE: PREVISION ET GESTION DES RISQUES

ETAPES	RISQUES POTENTIELS	MESURES A PRENDRE
Elaboration des outils de collecte de données	Omission/oubli de certaines questions dans les questionnaires et autres outils de collecte	S'assurer de bien vérifier que TOUTES les grandes questions du Cadre conceptuel ont été transcrites et détaillées dans les questionnaires et autres outils de collecte correspondants. Exercice de vérification à faire ensemble par toute l'équipe !
Recrutement et Formation des Agents de terrain	Agent incapable malgré un bon CV	Analyse des CV, interview et mise à l'épreuve pendant le Pré-test Prévoir de pré-recruter des agents enquêteurs de réserve dès le début
Pré-test pour : Test d'administrabilité du Questionnaire et des Guides ISS et FGD Test de capacité du personnel d'enquête sur terrain	<ul style="list-style-type: none"> - Problème d'organisation sur le terrain - Difficulté d'utilisation des tablettes pour les Agents Enquêteurs - Gap et erreur identifiées dans le masque de saisie programmé dans les tablettes pendant le pré-test 	<ul style="list-style-type: none"> - Sites des pré-tests à déterminer et à visiter à l'avance pour mieux se préparer - Renforcer les agents enquêteurs en leur donnant encore plus de temps à s'exercer à la manipulation des machines - Rectifier la programmation des masques et les réinstaller dans les tablettes
Collecte de données et informations sur le terrain (tous les détails qui concernent l'organisation technique et logistique de l'enquête ménages seront consignés dans les manuels d'enquête des Contrôleurs et des Superviseurs)	<ul style="list-style-type: none"> - Panne technique des tablettes - Autonomie des batteries des tablettes - Vol des tablettes - Difficulté d'accès (routes impraticables à cause de la météo, insécurité) - Risque d'usure physique et de fatigue des enquêteurs à cause de la longue durée des travaux de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des solutions pour recharger les batteries en route (Doter chaque équipe de groupe électrogène pour recharger les batteries) - utiliser les tablettes des Contrôleurs en cas d'urgence en attendant des tablettes de remplacement éventuelles - Prévoir le remplacement des Fokontany échantillons défailants par le choix d'un Fokontany appartenant à la même Commune. Cette opération revient au superviseur après accord de l'Expert en Traitement de données. Pour cela on donnera le code 999 à tous les FKT de remplacement pour éviter le blocage du système informatique - Faire passer un TDR du palu à tous les enquêteurs avant leur sélection pour se préparer à les prémunir de médicaments préventifs et constituer un pool d'enquêteurs de réserve pour remplacer les enquêteurs malades. Dotation d'un lot de vitamine C pour les

		équipes de collecte
Confection des masques de traitement de données et remplissage de la base de données via des fichiers envoyés par internet	<ul style="list-style-type: none"> - Détérioration des fichiers durant le transfert par internet - Détection d'imperfections dans les fichiers de collecte par les masques de traitement 	<ul style="list-style-type: none"> - Demander aux superviseurs de renvoyer les fichiers à problème - Retour à des opérations d'apurement manuel des fichiers défectueux avec possible recours aux Superviseurs et Contrôleurs
Confection des programmes de tabulation et d'analyse	<ul style="list-style-type: none"> - Incohérence avec le modèle d'analyse défini préalablement - Détection d'imperfections dans les variables saisies dans la base de données qui rendent impossibles certains traitements à effectuer 	<ul style="list-style-type: none"> - Révision minutieuse des programmes de tabulation pour contrôle de cohérence avec le modèle d'analyse défini au préalable - Apurement manuel de la base avec possible retour aux Superviseurs et contrôleurs pour confirmation
Traitement des données et édition des tableaux de résultats, conduite des tests d'hypothèses	Détérioration des fichiers de résultats	Traitement à recommencer

METHODE D'ANALYSE DES RESULTATS

A. Méthode d'Analyse des Données Quantitatives

Dans le cadre de l'évaluation du projet WASH financé par USAIS, la collecte de données quantitative vise à rassembler les informations a été réalisée dans le but de rassembler les informations requises pour la mesure des principaux indicateurs en relation avec les questions d'évaluation d'une part et pour l'application de la technique de la double différence d'autre part. Pour cette étude, deux critères de stratification ont été retenus pour l'agrégation des résultats. Il s'agit d'une part de la région agro écologique en 4 strates (Nord-Est, Est, Sud Est et Sud) et d'autre part le type en 2 strates (Forage, gravitaire). Toutefois, il convient de signaler que ces deux critères de stratification ne seront pas croisés.

L'analyse des données s'effectue à trois niveaux :

- Primo : réaliser des analyses descriptives sur les caractéristiques des ménages et de la population cible tout en calculant et en mettant en exergue les principaux indicateurs. Appliquer les règles de décision LQAS sur les Fokontany pour analyser la situation infra strate.
- Secundo : procéder à l'application de la technique de la double différence sur les principaux indicateurs (comparaison avec la situation avant projet puis avec la situation sans projet) avec test systématique de la significativité. Cette étape fera appel aux données du baseline et celles des ménages témoins.
- Tertio : procéder à analyse explicative des résultats atteints. Réaliser des analyses factorielles et/ou des régressions permettant de dégager les éventuelles facteurs favorables ou facteurs limitant par rapport aux questions d'évaluation.

Il convient toutefois d'apporter les précisions suivantes au niveau de certains indicateurs :

- Aucun indicateur ne sera agrégé au niveau Commune car la méthodologie d'échantillonnage ne le permet pas. Les données et indicateurs seront agrégés d'une part au niveau des 4 régions agro-climatique et d'autre part selon les 2 types d'infrastructure en eau (AEPG/AEPP et FPMH/PPMH).
- Pour certains indicateurs, la population de référence doit être redéfinie pour améliorer leur signification et leur pertinence. Par exemple pour les indicateurs relatifs au lavage des mains la population de référence doit être les mères de famille au lieu des ménages.

B. Méthode d'Analyse des Données Qualitatives

La matrice d'évaluation incluant les sous- questions d'évaluation servira de matrice d'analyse des données qualitatives. La masse de données recueillies à partir de la revue documentaire, des ISS et des FGD sera réduite par un processus d'assemblage, de classification, et de simplification de ces données afin d'en tirer les principales conclusions relatives aux questions d'évaluation. Pour l'aider à organiser les données, l'équipe d'enquête utilisera un canevas qui résume les grandes lignes de chaque interview réalisé.

Certaines modalités de réponse seront déjà codifiées dans les guides d'entretien. Un masque de saisie sera conçu et testé pour saisir ces données codées. Les données saisies seront organisées dans des diagrammes et des tableaux à double entrée pour mettre en évidence les résultats préliminaires significatifs. L'équipe d'évaluation fera la triangulation des données qualitatives avec les données quantitatives recueillies pour analyser la fiabilité et la validité des observations et en tirer les principales conclusions portant sur chaque question d'évaluation et sous- question.

ANNEX III: DATA COLLECTION INSTRUMENTS

QUESTIONNAIRE ET FICHE FOKONTANY

USAID
EVALUATION DES PROJETS WASH : RANO HP et RANOn'ALA
ENQUETE AUPRES DES MENAGES DANS LA ZONE D'INTERVENTION DES PROJETS

Cette enquête rentre dans le cadre de l'évaluation des projets Eau-Hygiène-Assainissement financés par l'USAID au cours de la période de 2009 à 2013 et ayant pour objectif principale de promouvoir aux communautés rurales de Madagascar un large accès à des services fiables et économiquement viables en eau et assainissement pour améliorer la santé, et les conditions de vie de la population.

Pour ce faire, un échantillon de ménages a été choisi de manière aléatoire pour répondre à quelques questions relatives à leurs caractéristiques d'une part puis à des questions en relation avec les projets.

Ainsi, votre fokontany fait partie de l'échantillon dans lequel 19 ménages doivent être enquêtés. Votre ménage a eu la chance d'être choisi et je voudrais vous demander votre disponibilité à participer à cette enquête qui va durer normalement 20 à 30 minutes.

Mais tout d'abord, je tiens à vous signaler que toutes les informations que vous fournirez resteront strictement confidentielles et la participation à cette enquête est totalement volontaire. La base de données restera en usage interne pour l'évaluation des projets et aucune information individuelle ne sera publiée. J'espère cependant que vous accepterez de participer à cette enquête car votre opinion est particulièrement importante.

Je répondrais à toutes vos questions avant et après l'interview.

Nom de l'enquêteur :	Immatriculation : _ _
Date d'enquête :	
Nom du contrôleur :	Immatriculation : _ _
Date de contrôle du questionnaire :	

IDENTIFICATION

REGION :	_ _
DISTRICT :	_ _ _
COMMUNE :	_ _ _
FOKONTANY :	_ _ _
PROJET WASH : 1=RANO HP ; 2=RANOn'ALA	_
Statut de la commune : 1=Bénéficiaire ; 2=Témoin	_
VILLAGE (HAMEAU):	
MENAGE ENQUETE :	_ _

COORDONNEES GPS (contrôleur):	X :
	Y :

I- COMPOSITION DU MENAGE

Taille du ménage :

		01	02	03
M1	Nom (Lister tous les membres du ménage en commençant par le chef du ménage)			
M2	Sexe: 1- Homme; 2- Femme)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M3	Quel âge a-t-il (elle) à son dernier anniversaire?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M4	Quel est son lien de parenté avec le Chef de ménage (1)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M5	Quelle est sa situation matrimoniale? (Pour les 13 ans et plus): 1- Marié 2- Célibataire; 3- Divorcé ou séparé; 4- Veuf	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M6	Est-ce qu'il (elle) va à l'école ? 1- Oui; 2- Non	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M7	Si moins de 15 ans, quel est le motif de non scolarisation ? 1- Ecole éloignée, 2- L'école n'est pas intéressante/ pas besoin d'aller à l'école 3- Nécessité de travailler/ manque d'argent 4- N'a jamais été à l'école	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M8	Est-ce qu'il (elle) sait lire ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M9	Quel est son niveau d'instruction actuel ? (2)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<i>Pour les 15 ans et plus</i>				
M10	Exerce t-il (elle) au moins une activité ? 1- Oui; 2- Non	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M11	Si NON, Pourquoi ? 1- Etudiant, élève 2- Infirmes, invalide, vieux 3- Chômeur, femme à la maison	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M12	Si Oui, quelle est votre activité principale ? (3)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M13	Etes-vous membre d'un VOI ou impliqué dans la gestion des ressources en eau ? (1-Oui, 2-Non)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pour les femmes âgées de 15 ans et plus				
M14	Est-elle enceinte ? 1- Oui; 2- Non	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
M15	Est-elle allaitante ? 1- Oui; 2- Non	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

(1) **Lien de parenté :** 1- Chef de ménage ; 2- Epouse (x) ; 3- Fils(le) ; 4- Parents ; 5- Petits enfants ; 6- Autre famille ; 7- Salarié/domestique

(2) **Niveau d'instruction :** 1- Illettré ; 2- alphabétisé ; 3- Primaire ; 4- Secondaire premier cycle ; 5- Secondaire second cycle ; 6- Supérieur

- (3) **Activité :** 1- Agriculture/élevage ; 2- Pêche ; 3- Emploi permanent formel ; 4- Commerce ; 5- Artisanat/transformation ; 6- Extraction minière ; 7- Salarié journalier/occasionnel ; 8- Autres

II- CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT ET EQUIPEMENT DE LA MAISON

H1	Quel type de logement occupez-vous ? 1- Maison individuelle 2- Chambre 3- Autres :.....	<input type="checkbox"/>
H2	Quelle est la nature du toit? 1- Tôle/tuile 2- Chaume/Feuille 3- Autres :.....	<input type="checkbox"/>
H3	Quelle est la nature du mur? 1- Brique cuite ou crue/ Parpaing / béton / pierre 2- Terre / torchis 3- Planche / écorce 4- Tôle/fût 5- Autre :.....	<input type="checkbox"/>
H4	Quelle est la nature du parquet? 1- Carreaux / ciment 2- Planche 3- Pierre 4- Terre battue avec Balatum ou natte 5- Terre battue sans natte 6- Autre	<input type="checkbox"/>
H5	Avez-vous des latrines? 1=Oui ; 2=Non	<input type="checkbox"/>
H6	Si Oui, Est-ce que je peux voir vos latrines ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>
H61	Murs : 1-Oui, 2-Non	<input type="checkbox"/>
H62	Toit : 1-OUI ; 2-Non	<input type="checkbox"/>
H63	Porte / Rideau : 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>
H64	Type : 1-Toilette à l'anglaise ou à la turque (porcelaine/plastique) 2-Dalle sanplat, dalle en ciment lissé 3-Plate forme en bois 4-Plate forme en terre 5-Trous ouvert 6-Tinette 7-Autre :.....	<input type="checkbox"/>
H65	Y a-t-il un balai ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>
H66	Y a-t-il un endroit pour le lavage des mains à proximité ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>
H67	Y a-t-il de l'eau à cet endroit ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>
H68	Si Oui, quel récipient est utilisé pour l'eau ? 1-Robinet 2-Seau	<input type="checkbox"/>

	3-Autre ;.....	
H69	Y a-t-il un produit de nettoyage des mains à cet endroit ? 1-Aucun 2-Savon 3-Détergent liquide 4-Cendre 2-Autre :.....	<input type="checkbox"/>
H7	Quelle énergie utilisez-vous pour la cuisson? 1- Bois de chauffe 2- Charbon de bois 3- Pétrole lampant 4- Autres :.....	<input type="checkbox"/>
H8	Quel type d'éclairage utilisez-vous? 1- Générateur/groupe électrogène 2- Bougie 3- Pétrole lampant 4- Graisse 5- Autre :.....	<input type="checkbox"/>
	Quel est le nombre de pièces occupées (Hors cuisine/toilettes) ?	<input type="checkbox"/>
H9	Quel est votre statut d'occupation ? 1- Propriétaire 2- Locataire	<input type="checkbox"/>
H10	Avez-vous les équipements suivants: Voiture Moto Charrette Pirogue Bicyclette Poste téléviseur Poste radio Téléphone portable	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

III-REVENU DU MENAGE

	QUESTIONS	REPONSES	CODE
R1	Quelles sont les différentes sources de revenus monétaires du ménage ?	1-Vente des produits agricoles 2-Artisanat/transformation 3-Mine 4-Commerce/restauration 5-Transport 6-Salaire permanent 7-Salaire journalier 8-Transfert	
R2	Si 1-Vente des produits agricoles Quels produits : produits vivriers <input type="radio"/> Produits de rente <input type="radio"/> Produits d'élevage <input type="radio"/> Produits de la pêche <input type="radio"/>	Périodicité : 1-jour ; 2-semaine ; 3-mois, 4-année Montant Ar :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R3	Si 2-Artisanat/transformation	Périodicité : 1-jour ; 2-semaine ; 3-mois, 4-année Montant Ar :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R4	Si 3-Mine Quel type de produit : Or <input type="radio"/> Pierres précieuses <input type="radio"/> Autres : <input type="radio"/>	Périodicité : 1-jour ; 2-semaine ; 3-mois, 4-année Montant Ar :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R5	Si 4-Commerce/restauration Quel type de commerce : Gargote/restau <input type="radio"/> Epicerie <input type="radio"/> Collecte de produits <input type="radio"/> Autre : <input type="radio"/>	Périodicité : 1-jour ; 2-semaine ; 3-mois, 4-année Montant Ar :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R6	Si 5-Transport Quel type de moyen utilisé : Voiture <input type="radio"/> Charrette <input type="radio"/> Pirogue <input type="radio"/> Autre : <input type="radio"/>	Périodicité : 1-jour ; 2-semaine ; 3-mois, 4-année Montant Ar :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R7	Si 6-Salaire permanent	Nombre de mois par an : Montant mensuel Ar:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R8	Si 7-salaire journalier	Nombre de jour par an : Montant par jour Ar:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
R9	Si 8-Transfert monétaire	Périodicité : 1-jour ; 2-semaine ; 3-mois, 4-année Montant Ar :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

IV-UTILISATION DU REVENU MONETAIRE ET EMPRUNT

	QUESTIONS	REponses	CODE
U1	Quels sont les différents postes de dépenses du ménage ? Est-ce que vous pouvez les classer par ordre d'importance ? Réponse : 1- Oui, 2- Non Si 1 (Oui) préciser l'ordre d'importance des selon le montant annuel dépensé: 1 pour le premier, 2 pour le second, ...	1-Alimentation 2-PPN non alimentaire 3-Education des enfants 4-Santé 5-Habillement 6-Logement 7-Obligations sociales 8-Investissement	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U2	Votre ménage est-il membre d'un système de crédit ?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U3	Est-ce que votre ménage a une épargne monétaire?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U31	Si Oui (1), comment / où?	1-Thésaurisation (à la maison) 2-Chez une institution financière 3-SILC/VSLA 4-Autre :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U32	A quoi destinez-vous cette épargne ?	1-en prévision des festivités familiales 2-en prévision des maladies 3-pour les activités de production 4-en prévision de la période de soudure 5- Scolarisation des enfants 6-Autres :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U4	Utilisez-vous d'autres formes d'épargne ?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U41	Si Oui, les quelles ?	1-Sous forme de bijoux 2-Sous forme de bétail 3-Autre :.....	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U5	Etes-vous membre d'un SILC/VSLA ?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U51	Ce SILC/VSLA est-il toujours opérationnel ?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U52	Combien avez-vous déposé comme cotisations ou dépôt au SILC/VSLA (Ar)		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U53	Combien de fois les membres de votre SILC/VSLA se sont réunis depuis les 3 derniers mois ?	1- Moins de 3 fois 2-Plus de 3 fois	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U54	Assistez-vous régulièrement aux réunions de votre SILC/VSLA ?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U55	Avez-vous déjà emprunté au C ILS/VSLA?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
U551	Si OUI, combien avez-vous emprunté la dernière fois (Ar)?		<input type="checkbox"/>

U552	Avez-vous remboursé en totalité l'emprunt au SILC/VSLA ?	1-100% 2-non-échu 3-échu mais non remboursé	<input type="checkbox"/>
U553	Pour quelle utilisation est cet emprunt ?	1-construction de latrines/ achat de dalles 2- construction de points d'eau 3- Pour des activités économiques 4-Achat des équipements de la maison, 5-Pour faire face à la période de soudure, 6- Besoin urgent/maladie, 7- Education des enfants, 8-construction/réparation de la maison 9Autres :.....	<input type="checkbox"/>
U6	Avez-vous déjà emprunté de l'argent (Autre que SILC/VSLA)?	1-Oui 2-Non	<input type="checkbox"/>
U61	Si Oui (1), à quelle périodicité ?	1-Plusieurs fois par an 2-Une fois par an 3-Tous les deux ans ou plus 4-Occasionnel/non déterminé	<input type="checkbox"/>
U62	Qui est votre dernier créancier ?	1-Institution financière 2-Usurier 3-Famille/ami (sans intérêt)	<input type="checkbox"/>
U63	Quelle est l'utilisation de cet argent ?	1-Pour des activités économiques 2-construction de latrines/ achat de dalles 3- construction de points d'eau 4-Construction/réparation de la maison 5-Achat des équipements de la maison, 6-Besoin urgent/maladie, 7-Pour faire face à la période de soudure, 8-Education des enfants, 9- Autres :.....	<input type="checkbox"/>

- les chiffres sur le nombre de villages SDAL

MODULE 3 : ORGANISATION ET GESTION DU SECTEUR EAH

1. Décrire l'organisation et la gestion du secteur EAH au niveau communal mis en place avec les projets ?
2. Est-ce que cette organisation et gestion est conforme au code de l'eau, à la PSNA et au manuel des procédures du secteur de l'EAH ?
3. Quels sont les recommandations à formuler pour la phase post-projet et pour les projets similaires pour le futur?

FICHE DE COLLECTE FOKONTANY

A utiliser par le contrôleur, cette fiche sert à collecter les informations sur le Fokontany qui rentrent dans l'organisation de la collecte ou pour compléter cette dernière.

REGION : |__|

DISTRICT :..... |__|

COMMUNE :..... |__|

FOKONTANY : |__|

INFORMATEUR:.....

Nombre de village (Hameau) constituant le Fokontany :.....

Nombre total de ménage :.....

Effectif de la population :.....

Référence :

Pas de tirage (NB ménage/19) à communiquer aux contrôleurs :.....

Couverture radio : RNM |__| ; Radio locale |__|Autre Radio |__|.....

Couverture télé :TVM |__|; Autre Télé
|__|.....

Réseau téléphonique : TELMA |__| ; AIRTEL |__| ; ORANGE |__|

(les infrastructures concernées sont celles mises en place par les projets dont infrastructures construites par le biais du projet, celles existantes et qui ont été améliorées par le projet).

Hameau (dénomination)	Type d'infrastructure d'eau	Observation
	1-Gravitaire (BF et/ou BI)	
	2-Pompage (BF et /ou BI)	
	3-Puits/Forage avec pompe	
	4-Puits/Forage couvert sans pompe	
	5-Autre	
	0-Aucune	
	__	
	__	
	__	
	__	
	__	
	__	

Y a-t-il un comité de gestion de l'eau au niveau du Fokontany ? 1=Oui ; 2=Non |__|

Si Oui, le comité organise t-il des réunions périodiques ? 1=Oui, 2=Non

Y a-t-il une prévision de budget pour l'entretien et la maintenance ? 1=Oui ; 2=Non

Y a-t-il un plan ou un système de collecte de fonds ? 1=Oui ; 2=Non

Le Fokontany est-il déclaré SDAL (Sans défécation à l'air libre), 1=Oui ; 2=Non

Si Oui, en quelle année ?

(Demander à voir le certificat si c'est possible)

FICHE DE COLLECTE HAMEAU

A utiliser par l'agent enquêteur, cette fiche sert à collecter les informations sur les infrastructures au niveau hameau qui sera jointe à la fiche Fokontany.

REGION :

DISTRICT :.....

COMMUNE :.....

FOKONTANY :

HAMEAU :..... (Les hameaux concernés par cette fiche sont ceux visités par les agents de collecte , c'est-à-dire les hameaux de résidence des ménages échantillons)

INFORMATEUR:.....

Nombre total approximatif de ménage ou (Toit):.....

INFRASTRUCTURE D'EAU :

(les infrastructures concernées sont celles mises en place par les projets dont infrastructures construites par le biais du projet, celles existantes et qui ont été améliorées par le projet).

Type d'infrastructure	Nombre de point d'eau	Etat	
		Fonctionnel	Non fonctionnel
Réseau gravitaire	Borne fontaine publique : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Branchement privé : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Réseau par pompage	Borne fontaine publique : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Branchement privé <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Forage avec pompe	Nombre <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Puits avec pompe	Nombre <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Forage couvert sans pompe	Nombre <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Puits couvert sans pompe	Nombre <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Y a-t-il un comité de gestion de l'eau au niveau du Hameau ? 1=Oui ; 2=Non

Si Oui, le comité organise t-il des réunions périodique ? 1=Oui, 2=Non

Y a-t-il une prévision de budget pour l'entretien et la maintenance ? 1=Oui ; 2=Non

Y a-t-il un plan ou un système de collecte de fonds ? 1=Oui ; 2=Non

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Existence de latrines publiques : 1-Oui ; 2-Non

Existence de Centre de Santé : 1-Oui ; 2-Non

Existence d'une école : 1-Oui ; 2-Non

Caractéristiques des latrines	Publiques	CSB	Ecole
Murs : 1-Oui, 2-Non	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Toit : 1-OUI ; 2-Non	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porte / Rideau : 1-En bois ou autres matériaux ; 2-Rideau ; 3-Aucun	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Type : 1-Toilette à l'anglaise ou à la turque (porcelaine/plastique) 2-Dalle sanplat, dalle en ciment lissé 3-Plate forme en bois 4-Plate forme en terre 5-Trous ouvert 6-Tinette 7-Autre :.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il un balai ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il un endroit pour le lavage des mains à proximité ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il de l'eau à cet endroit ? 1-Oui ; 2-Non	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si Oui, quel récipient est utilisé pour l'eau ? 1-Robinet 2-Seau 3-Autre ;.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il un produit de nettoyage des mains à cet endroit ? 1-Aucun 2-Savon 3-Détergent liquide 4-Cendre 2-Autre :.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

CANEVAS DE RAPPORTAGE DES DISCUSSIONS DE FOCUS GROUP

Nom de l'interviewer : /__/ 1. Clément 2. Florette 3. RR 4. Eléonore	N° CANEVAS : /__ /__ /__ /	Région : District :
Date : /__ /__ /____/	Liste des Fokontany :	Commune :
Noms :	Institution :	Fonction :

MODULE I: ACCES A L'EAU POTABLE

8. Quels sont les changements observés positifs et négatifs de l'accès et de l'utilisation de l'eau par les bénéficiaires ?
9. Quelles sont les catégories de population les plus touchées ? Pourquoi ?
10. Quels sont les obstacles et les incitations à l'augmentation de l'accès à l'eau potable ?
11. Noter la satisfaction des usagers par rapport aux services de gestion de l'eau :

1-Non Satisfait 2-Peu satisfait 3-Satisfait

Facteurs de satisfaction	Note (1-3)	Raisons de satisfaction et non satisfaction / Observations
Proximité de la source		
Débit de l'eau		
Disponibilité de l'eau pendant l'année		
Qualité de l'eau (propreté, goût, odeur, couleur, etc.)		
Montant à payer à la pompe		
Montant à payer des branchements particuliers		
Facilité de paiement		
Horaires d'ouverture des bornes fontaines		
Durée d'attente auprès des bornes fontaines		
Communication sur le service d'eau		
Prise en compte des plaintes des usagers		
Capacité d'organisation du gestionnaire de l'eau (maintenance du réseau, transparence de gestion, propreté des points d'eau, etc.)		
Collaboration des autorités villageoises/ communales et le gestionnaire du service d'eau		

12. Recommandations pour une meilleure gestion de l'eau et une augmentation de l'accès à l'eau

MODULE 2: PRATIQUE D'HYGIENE ET L'UTILISATION DES LATRINES

1. Quels sont les changements de pratiques de l'hygiène par la population ?
2. Quels sont les obstacles et les incitations à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène ?
3. Quels sont les changements de pratiques de l'utilisation des latrines améliorées par la population ?
4. Quelles sont les catégories de population les plus touchées ? Pourquoi ?
5. Est-ce que les latrines non améliorées sont de plus en plus utilisées par la population ? Pourquoi ?
6. Quels sont les obstacles et les incitations à l'adoption de latrines améliorées ?
7. Noter la satisfaction des usagers des services des opérateurs d'assainissement :

1-Non Satisfait 2-Peu satisfait 3-Satisfait

Facteurs de satisfaction	Note (1-3)	Raisons de satisfaction et non satisfaction / Observations
Qualité des dalles (lavable, sans fissure, confort, etc.)		
Prix des dalles		
Facilité de paiement		
Délai de livraison		
Proximité des opérateurs d'assainissement		
Communication sur la construction de latrines et les produits d'assainissement		
Information et Communication sur l'hygiène et l'assainissement (CLTS)		
Collaboration des autorités villageoises/ communales et les comités WASH		

8. Recommandations pour la promotion de l'utilisation des installations d'assainissement améliorées et pour modifier les comportements vers des pratiques d'hygiène améliorées.

CANEVAS DE RAPPORT DES FOCUS GROUP ET DES ISS – EVALUATION DES PROJETS RANO HP ET RANON'ALA

Nom du facilitateur : /__/ 5. Clément 6. Florette 7. RR 8. Eléonore	N° canevas : /__ /__ /__ /	Région : District :
Date : /__ /__ /____/ Nombre de personnes participantes : FG1 /__ / dont /__ / femmes FG2 /__ / dont /__ / femmes FG3 /__ / dont /__ / femmes	Liste des Fokontany bénéficiaires des projets :	Commune :

QUESTION D'EVALUATION I : ADOPTION DES PRATIQUES D'HYGIENE PAR LES POPULATIONS

1. Quelles sont les activités d'éducation réalisées par les projets Rano HP et Ranon'Ala pour :
 - les pratiques des 3 messages clés de Diorano-Wash, notamment le lavage des mains avec du savon aux moments critiques ?
 - les pratiques de stockage de l'eau potable et les méthodes de traitement d'eau ?
2. Quelles sont les pratiques d'hygiène expliquées et les méthodes de traitement de l'eau introduites ?
3. Est-ce que les méthodes de sensibilisation ont été adaptées aux cibles ?
4. Est-ce que les activités ont couvert la commune ? les villages desservis par les infrastructures d'adduction d'eau ? les villages sensibilisés sur l'assainissement ?
5. Quels sont les changements généralisés sur les pratiques d'hygiène constatés au niveau des villages ?
6. Quels sont les facteurs favorables et les obstacles à l'adoption des pratiques d'hygiène améliorée par la population ?
7. Quels sont les impacts de l'adoption des pratiques d'hygiène améliorées sur l'incidence des maladies diarrhéiques ?
8. Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises tirées des approches des projets pour favoriser un changement positif de comportement ?
9. Quelles sont les recommandations pour l'après-projet et pour les projets similaires dans l'avenir ?

QUESTION D'EVALUATION 2.1. : AUGMENTATION DE L'ACCES ET DE L'UTILISATION DE L'EAU POTABLE

1. Est-ce que les points d'eau réalisés respectent les normes prescrites dans les décrets d'application du code de l'eau et dans le manuel des procédures du secteur de l'EAH, en ce qui concerne les critères suivants ?
2. Quels sont les services fournis par les partenaires privés pour l'eau potable ? Depuis quand ?
3. Les points d'eau sont-ils toujours fonctionnels ? Pourquoi ?
4. Quels sont les changements observés positifs et négatifs de l'accès et de l'utilisation de l'eau par les bénéficiaires ?
5. Quelles sont les catégories de population les plus touchées ? Pourquoi ?

6. Quels sont les facteurs favorisant et défavorisant l'accès à l'eau potable ?
7. Est-ce que des comités de points d'eau et des comités de bassins ont été mis en place *selon les spécifications du décret sur les agences de bassins* ? Sont-ils toujours fonctionnels ?
8. Est-ce que les aires d'assainissement et les périmètres de protection des captages ont été mis en place ?
9. Quelles sont les activités pour la protection des ressources en eaux confiées par les projets aux communautés ?
10. Est-ce que les activités pour la protection des ressources en eaux confiées par les projets aux communautés peuvent être pérennes ?

QUESTION D'EVALUATION 2.2. : ADOPTION DE L'ASSAINISSEMENT AMELIORE

1. Est-ce que les projets Rano HP et Ranon'Ala ont bien appliqué le CLTS ?
2. La mise en œuvre du CLTS avec les appuis des projets a-t-elle abouti à l'existence de villages SDAL, de communes SDAL ? Pourquoi ?
3. Est-ce qu'il y a eu d'autres approches pour le développement de la latrinitation ? Lesquelles ? Quels sont les résultats obtenus ?
4. Quels sont les services fournis par les partenaires privés pour l'assainissement ? Depuis quand ?
5. Ces services d'assainissement sont-ils toujours fonctionnels ? Pourquoi ?
6. Quels sont les facteurs favorisant et les contraintes pour l'adoption de latrines améliorées par les populations dans les zones des projets ?
7. Quels sont les changements de pratiques de l'hygiène par la population ?
8. Quels sont les obstacles et les incitations à l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène ?
9. Quels sont les changements de pratiques de l'utilisation des latrines améliorées par la population ?
10. Quelles sont les catégories de population les plus touchées ? Pourquoi ?
11. Est-ce que les latrines non améliorées sont de plus en plus utilisées par la population ? Pourquoi ?
12. Quels sont les obstacles et les incitations à l'adoption de latrines améliorées ?
13. Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises tirées des approches des projets pour favoriser un changement positif de comportement ?

QUESTION D'EVALUATION 3 : SATISFACTION DES USAGERS SUR LES SERVICES FOURNIS PAR LE SECTEUR PRIVE

1. Quel est le niveau de satisfaction des besoins en eau de la population ? (résumé des scoring des FG)
2. Quel est le niveau de satisfaction des besoins de latrines de la population ? (résumé des scoring des FG)
3. Quels ont été les problèmes techniques rencontrés par les gestionnaires de l'eau?
4. Quels ont été les problèmes rencontrés qui ont rendu difficile la GESTION de l'exploitation de ces infrastructures DURANT ET APRES la fin des projets ?
5. Est-ce que les mesures prises pour améliorer le service de l'eau ont été efficaces ? Lesquelles ?
6. Quelles sont les conditions de pérennité du service du gestionnaire ?
7. Quels sont les risques que l'exploitation des services de l'eau s'arrête ?
8. Quels ont été les problèmes techniques rencontrés par les opérateurs EAH ?
9. Quels ont été les problèmes rencontrés qui ont rendu difficile la GESTION des sanimarchés DURANT ET APRES la fin des projets ?
10. Quelles sont les mesures prises pour améliorer la vente des latrines et le service d'assainissement ? sont-elles efficaces ?
11. Quelles sont les conditions de pérennité des sanimarchés ?
12. Quels sont les risques que la vente des latrines s'arrête ?
13. Décrire l'organisation et la gestion du secteur EAH au niveau communal mis en place avec les projets ?
14. Quels sont les avantages et les faiblesses de cette organisation et mode de gestion ?
15. Dans quels domaines l'autorité communale et le Comité WASH sont AUTONOMES pour bien gérer le secteur de l'E&A ? pourquoi ?
16. Dans quels domaines l'autorité communale et le Comité WASH sont FAIBLES pour bien gérer le secteur de l'E&A ? pourquoi ?
17. Quel est le niveau de collaboration entre le secteur privé, les autorités locales, les comités WASH au niveau des communes et les usagers ?
18. Quelles sont les recommandations à formuler pour la phase post-projet et pour les projets similaires pour le futur en vue d'augmenter la satisfaction des usagers de l'E&A et de pérenniser les services ?

Remplir le tableau suivant

REGION	COMMUNE	Nb fokontany bénéficiaires de IEC sur WASH	Nb fokontany SDAL	Nb ménages dans les FKT SDAL

GUIDE D'INTERVIEWS SEMI-STRUCTUREES POUR LES COORDINATEURS REGIONAUX DE DIORANO-WASH

Nom de l'interviewer : /__/ 9. Clément 10. Florette 11. RR 12. Eléonore		N° questionnaire : /___/___/___/	Région : District :
Date : /___/___/___/		Fokontany :	Commune :
Noms :		Institution :	Fonction :
Sexe : /___/ 1. M 2. F	Dates de collaboration avec le projet : Du mois /___/ Année /___/___/ Au mois/___/ Année /___/___/	Responsabilités par rapport au projet :	

MODULE 1 : PRATIQUES D'HYGIENE

10. Quelles sont les activités d'éducation réalisées par les projets Rano HP et Ranon'Ala pour :
 - les pratiques des 3 messages clés de Diorano-Wash, notamment le lavage des mains avec du savon aux moments critiques ?
 - les pratiques de stockage de l'eau potable et les méthodes de traitement d'eau ?
11. Quelles sont les pratiques d'hygiène expliquées et les méthodes de traitement de l'eau introduites ?
12. Est-ce que les méthodes de sensibilisation ont été adaptées aux cibles ?
13. Est-ce que les activités ont couvert la commune ? les villages desservis par les infrastructures d'adduction d'eau ? les villages sensibilisés sur l'assainissement ?
14. Quels sont les changements généralisés sur les pratiques d'hygiène que vous avez constatés au niveau des villages ?
15. Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises tirées des approches des projets pour favoriser un changement positif de comportement ?

MODULE 2 : ADOPTION DE L'ASSAINISSEMENT AMELIORE

14. Est-ce que les projets Rano HP et Ranon'Ala ont bien appliqué le CLTS ?
15. La mise en œuvre du CLTS avec les appuis des projets a-t-elle abouti à l'existence de villages SDAL, de communes SDAL ? Pourquoi ?
16. Est-ce qu'il y a eu d'autres approches pour le développement de la latrinitation ? Lesquelles ? Quels sont les résultats obtenus ?
17. Quels sont les services fournis par les partenaires privés pour l'assainissement ? Depuis quand ?
18. Ces services d'assainissement sont-ils toujours fonctionnels ? Pourquoi ?
19. Quels sont les facteurs favorisant et les contraintes pour l'adoption de latrines améliorées par les populations dans les zones des projets ?

20. Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises tirées des approches des projets pour favoriser un changement positif de comportement ?

Collecter si disponible :

- les chiffres sur les villages et les ménages touchés par les activités d'éducation-communication sur les messages WASH,
- les chiffres sur le nombre de villages SDAL

MODULE 3 : ORGANISATION ET GESTION DU SECTEUR EAH

4. Décrire l'organisation et la gestion du secteur EAH au niveau communal mis en place avec les projets ?
5. Quels sont les avantages et les faiblesses de cette organisation et mode de gestion ?
6. Quelles sont les recommandations à formuler pour la phase post-projet et pour les projets similaires pour le futur?

GUIDE D'INTERVIEWS SEMI-STRUCTUREES POUR LES AUTORITES COMMUNALES ET VILLAGEOISES, LES COMITES WASH LOCAUX ET LES COMITES DE GESTION DE L'EAU

Nom de l'interviewer : /__/ 13. Clément 14. Florette 15. RR 16. Eléonore		N° questionnaire : /___/___/___/	Région : District :
Date : /___/___/_____/		Fokontany :	Commune :
Noms :		Institution :	Fonction :
Sexe : /___/ 3. M 4. F	Dates de collaboration avec le projet : Du mois /___/ Année /___/ Au mois/___/ Année /___/	Responsabilités par rapport au projet :	

MODULE I : IMPLICATION DE VOTRE ENTITE DANS LE SECTEUR E&A

PI. Dans quelles activités de gestion du secteur E&A votre entité est-elle impliquée ?		
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins	/___/	Commentaires
2. Sensibilisation communautaire : (préciser quels thèmes :.....	/___/	

3. Passation de marchés de construction	/ /	
4. Maîtrise d'ouvrage des constructions	/ /	
5. Sélection du gestionnaire d'infrastructure	/ /	
6. Contrôle/Suivi des procédures de gestion	/ /	
7. Contrôle qualité des services d'E&A	/ /	
8. Suivi de la maintenance des infrastructures	/ /	
9. Elaboration de plans de protection des ressources en eau	/ /	
10. Mise en vigueur des Dina de protection		
11. Suivi de la mise en œuvre des plans de protection	/ /	
12. Déclenchement et mise en œuvre de CLTS	/ /	
13. Suivi de construction de latrines		
14. Certification des villages SDAL	/ /	
15. Autres :.....	/ /	
.....	/ /	
.....	/ /	

P2. Dans quels domaines l'autorité communale et le Comité WASH sont AUTONOMES pour bien gérer le secteur de l'E&A ? POURQUOI ?

	Commune	WASH	
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins	/ /	/ /	Commentaires
2. Sensibilisation communautaire : (préciser quels thèmes :.....	/ /	/ /	
.....			
.....	/ /	/ /	
.....	/ /	/ /	
3. Passation de marchés de construction	/ /	/ /	
4. Maîtrise d'ouvrage des constructions	/ /	/ /	
5. Sélection du gestionnaire d'infrastructure	/ /	/ /	
6. Contrôle/Suivi des procédures de gestion	/ /	/ /	
7. Contrôle qualité des services d'E&A	/ /	/ /	
8. Suivi de la maintenance des infrastructures			
9. Elaboration de plans de protection des ressources en eau	/ /	/ /	
10. Mise en vigueur des Dina de protection	/ /	/ /	
11. Suivi de la mise en œuvre des plans de protection	/ /	/ /	
12. Déclenchement et mise en œuvre de CLTS	/ /	/ /	
13. Suivi de construction de latrines	/ /	/ /	
14. Certification des villages SDAL	/ /	/ /	
15. Autres :.....			
.....			
.....			

P3. Dans quels domaines les capacités de gestion de l'autorité communale et du Comité WASH sont encore FAIBLES ? POURQUOI ?

	Commune	WASH	
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins	/ /	/ /	Commentaires

9. Coupures peu fréquentes 10. Bénéficiaires des SILC/VSLA 11. Bénéficiaires de JIRAMORA 12. Autres :	/__/_/	
Commentaires		Commentaires	
P6. Donnez des exemples de facteurs qui limitent encore l'utilisation des services E&A par les ménages			
ADDUCTION D'EAU		LATRINES AMELIOREES	
1. Manque de sensibilisation des usagers 2. Sources traditionnelles à proximité 3. Ménages non-satisfaits de la qualité de l'eau potable 4. Prix de l'eau encore cher aux BF 5. Prix des BI encore cher 6. Coût élevé des abonnements 7. Faible pouvoir d'achat des ménages 8. Ménages non-satisfaits du rapport prix/qualité de l'eau 9. Insuffisance de débit 10. Coupures fréquentes 11. Longue queue aux BF 12. Autres :	/__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/	1. Manque de sensibilisation 2. Prix des dalles encore cher 3. Faible pouvoir d'achat des ménages 4. Arrêt de promotion des dalles 5. Coût élevé des constructions de latrines 6. Faible capacité de stockage des latrines 7. Mauvaise qualité des dalles/buses 8. Ménages peu satisfaits du rapport prix/qualité des dalles 9. Autres :	/__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/
Commentaires		Commentaires	
P7. Donnez des exemples de facteurs qui encouragent et limitent l'adoption du lavage des mains avec le savon par les ménages ?			
ENCOURAGENT		LIMITENT	
1. Forte sensibilisation des usagers (indiquer le moyen le plus efficace) : 2. Points d'eau à domicile 3. Points d'eau à proximité 4. Prix des savons abordable 5. Autres :	/__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/	1. Manque de sensibilisation 2. Prix des savons encore cher 3. Faible pouvoir d'achat des ménages 4. Arrêt de promotion des branchements à domicile 5. Coût élevé des	/__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/ /__/_/

.....		branchements 6. Ménages peu satisfaits de la qualité des services d'eau 7. Autres :	
Commentaires		Commentaires	
P8. Existe-t-il des groupes SILC/VSLA opérationnels dans votre localité ?	P9. Si OUI, pensez-vous que ce système facilite l'accès aux produits et services de E&A ?		
Oui /___/ Combien sont fonctionnels ? /___/ Non /___/	Commentaires		
P10. Quels sont les problèmes rencontrés par la création et le fonctionnement des groupes SILC/VSLA dans votre localité ?	P11. Quelles sont les améliorations nécessaires au bon fonctionnement des SILC/VSLA ?		
Commentaires	Commentaires		

GUIDE D'INTERVIEWS SEMI-STRUCTUREES POUR LES CHEFS DE CENTRES DE SANTE DE BASE

Nom de l'interviewer : /___/ 17. Clément 18. Florette 19. RR 20. Eléonore		N° questionnaire : /___/___/___/	Région :
Date : /___/___/___/		Fokontany :	District :
Noms :		Institution :	Commune :
Sexe : /___/ 5. M 6. F	Dates de collaboration avec le projet : Du mois /___/ Année /___/	Responsabilités par rapport au projet :	
	Au mois/___/ Année /___/		

IMPACTS DE L'ACCES A L'E&A SUR LA SANTE COMMUNAUTAIRE

C1. Dans quels domaines le CSB a-t-il bénéficié des appuis du projet en matière d'E&A ?		
1. Aucune collaboration	/ /	Commentaires
2. Construction/réhabilitation de points d'eau	/ /	
3. Construction/réhabilitation de latrines		
4. Formation en EAH (préciser quel thème) :		
.....	/ /	
.....	/ /	
5. Collaboration dans la sensibilisation communautaire (préciser quel thème) :		
.....		
.....	/ /	
6. Partage de données des indicateurs		
7. Autres :.....		
.....		
	/ /	
	/ /	
C2. Quels sont les changements constatés au sein de votre CSB et de votre localité suite à ces appuis ?		
Commentaires		
C3. L'incidence des maladies diarrhéiques dans votre commune a-t-elle diminué ou non ? Pourquoi ?		
INDICATEUR A COLLECTER : taux d'incidence de la diarrhée des enfants 0-5 ans depuis 2009-2013		
2009 :		
2010 :		
2011 :		
2012 :		
2013 :		
Commentaires		
C4. Quels sont les impacts de l'adoption des pratiques d'hygiène sur l'incidence des maladies diarrhéiques ?		
Commentaires		
C5. Quelles sont les recommandations sur les approches de promotion des pratiques d'hygiène et d'adduction d'eau ?		
Commentaires		

GUIDE D'INTERVIEWS SEMIS-STRUCTUREES POUR LES REPRESENTANTS REGIONAUX DU MINISTERE DE L'EAU

Nom de l'interviewer : /__/ 21. Clément 22. Florette 23. RR 24. Eléonore		N° questionnaire : /__ / __ / __ /	Région : District :
Date : /__ / __ / ____ /		Fokontany :	Commune :
Noms :		Institution :	Fonction :
Sexe : /__/ 7. M 8. F	Dates de collaboration avec le projet : Du mois /__/ Année / ____ / Au mois /__/ Année / ____ /	Responsabilités par rapport au projet :	

MODULE 1 : APPRECIATION DES SERVICES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

D1. Donnez les caractéristiques des points d'eau réalisés par le projet Rano HP ou Ranon'Ala ?

Type d'infrastructure	Nombre de point d'eau	Etat	
		Fonctionnel	Non fonctionnel
Réseau gravitaire	Borne fontaine publique : __	__	__
	Monoblocs/ saniblocs : __	__	__
	Branchement privé : __	__	__
Réseau par pompage	Borne fontaine publique : __	__	__
	Monoblocs/ saniblocs : __	__	__
	Branchement privé __	__	__
Forage avec pompe	Nombre __	__	__
Puits avec pompe	Nombre __	__	__
16. Mois de début d'exploitation.....20.....		__	Commentaires

17. Contrat de gestion signé avec la commune 18. Contrat de gestion signé avec le Ministère de l'Eau 19. Date de contrat.....20..... 20. Prix de vente unitaire en Ar..... a. Litre :..... b. Seau c. Bidon d. Mètre cube.....	/ ___ /	
Avez-vous réalisé des analyses de l'eau dernièrement ? Si OUI, quand ? 1. Analyse biologique réalisée le 2. Analyse physico-chimique réalisée le.....		Oui / ___ / Non / ___ /

D2. Est-ce que les points d'eau réalisés respectent les normes prescrites dans les décrets d'application du code de l'eau et dans le manuel des procédures du secteur de l'EAH, en ce qui concerne les critères suivants ? Répondez par Oui-Non-Ne sait pas (O/N/NSP)

8. La qualité de l'eau distribuée 9. La quantité d'eau par rapport au nb de population 10. L'analyse physico-chimique 11. L'analyse bactériologique de l'eau 12. Les traitements de l'eau 13. Le volume de réservoir 14. Le nombre de points d'eau 15. L'organisation de la gestion des points d'eau 16. Le tarif appliqué 17. Le recouvrement de la redevance 18. Autres :.....	/ ___ / / ___ /	Commentaires
---	--	--------------

MODULE 2 : ORGANISATION ET GESTION DU SECTEUR EAH

- Décrire l'organisation et la gestion du secteur EAH au niveau communal mis en place avec les projets ?
- Quels sont les avantages et les faiblesses de cette organisation et gestion du secteur de l'EAH ?
- Quels sont les recommandations à formuler pour la phase post-projet et pour les projets similaires pour le futur?

MODULE 3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

- Est-ce que des comités de points d'eau et des comités de bassins ont été mis en place *selon les spécifications du décret sur les agences de bassins* ? Sont-ils toujours fonctionnels ?
- Est-ce que les aires d'assainissement et les périmètres de protection des captages ont été mis en place ?

3. Quelles sont les activités pour la protection des ressources en eaux confiées par les projets aux communautés ?
4. Est-ce que les activités pour la protection des ressources en eaux confiées par les projets aux communautés peuvent être pérennes ?

Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons apprises des approches des projets pour augmenter l'accès à l'eau potable?

PI2. Quelles sont les initiatives communautaires qui ont amélioré l'accès à l'E&A ?		
1. Aucune initiative	/__/	Commentaires
2. Main-d'œuvre/matériaux pour construction de points d'eau	/__/	
3. Fonds pour construction de points d'eau	/__/	
4. Création de comités de bassins	/__/	
5. Clôture des sources de captage	/__/	
6. Mise en vigueur de Dina de protection des ressources en eau	/__/	
7. Autres :	/__/	
.....		
.....		
PI3. Quels sont les impacts de ces initiatives communautaires sur la gestion et l'utilisation des services d'E&A ? Si aucun impact, expliquez pourquoi ?		
Commentaires		

GUIDE D'INTERVIEWS SEMI-STRUCTUREES POUR LES GESTIONNAIRES DES POINTS D'EAU ET LES ENTREPRENEURS DE JIRAMORA

Nom de l'interviewer : /__/ 25. Clément 26. Florette 27. RR 28. Eléonore		N° questionnaire : /___/___/___/	Région :
Date : /___/___/_____/		Fokontany :	District :
Noms :		Entreprise :	Commune :
Sexe : /___/ 9. M 10. F	Dates de collaboration avec le projet : Du mois /___/ Année /_____/ Au mois/___/	Responsabilités dans l'Entreprise :	

	Année / ____ /	Nb d'employés : / ____ /
--	----------------	--------------------------

MODULE I : GESTION DES INFRASTRUCTURES EN EAU

PI. Donnez les caractéristiques des infrastructures que vous gérez dans le cadre du projet Rano HP ou Ranon'Ala ?			
Type d'infrastructure	Nombre de point d'eau	Etat	
		Fonctionnel	Non fonctionnel
Réseau gravitaire	Borne fontaine publique : __ __	__ __	__ __
	Monoblocs : __ __	__ __	__ __
	Branchement privé : __ __	__ __	__ __
Réseau par pompage	Borne fontaine publique : __ __	__ __	__ __
	Monoblocs : __ __	__ __	__ __
	Branchement privé __ __	__ __	__ __
Forage avec pompe	Nombre __ __	__ __	__ __
21. Mois de début d'exploitation.....20..... 22. Date de contrat avec la commune.....20..... 23. Prix de vente unitaire en Ar..... a. Litre :..... b. Seau c. Bidon d. Mètre cube.....		Commentaires	
Avez-vous réalisé des analyses de l'eau dernièrement ? Si OUI, quand ? 3. Analyse biologique réalisée le 4. Analyse physico-chimique réalisée le.....		Oui /__ / Non /__ /	
P2. Avez-vous des difficultés au début de l'exploitation de ces infrastructures ? Si OUI, quels ont été les problèmes TECHNIQUES qui ont ralenti l'exploitation ?			
16. Aucune difficulté majeure 17. Forte présence de fer 18. Insuffisance de débit 19. Fonctionnement des chargeurs solaires 20. Compréhension de la mise en œuvre du contrat de gestion déléguée, 21. Autres :..... .	/__ / /__ / /__ / /__ / /__ / /__ /	Commentaires	

.....			
P3. Quels ont été les problèmes rencontrés qui ont rendu difficile la GESTION de l'exploitation de ces infrastructures DURANT ET APRES la fin des projets ?			
	Durant	Après	
1. Mise en place du contrat de gestion déléguée	/ /	/ /	Commentaires
2. Connaissance insuffisante des spécifications du code de l'eau et des décrets d'applications	/ /	/ /	
3. Manque de responsabilités de la commune	/ /	/ /	
4. Faible capacité de contrôle de gestion par la commune	/ /	/ /	
5. Manque de sensibilisation des usagers	/ /	/ /	
6. Faible pouvoir d'achat des ménages	/ /	/ /	
22. Faible recouvrement des frais de maintenance	/ /	/ /	
7. Faible stratégie de vente/promotion des BP	/ /	/ /	
8. Faible stratégie de vente/promotion des BS	/ /	/ /	
9. Faible capacité de l'équipe de vente	/ /	/ /	
10. Faible capacité de l'équipe de maintenance	/ /	/ /	
11. Mauvaise qualité de l'eau	/ /	/ /	
12. Fréquentes coupures	/ /	/ /	
13. Insuffisance de débit	/ /	/ /	
14. Autres :.....	/ /	/ /	
P4. Quelles sont les mesures prises pour améliorer le service d'adduction d'eau ?			
Commentaires			
P5. Quels sont les effets de ces mesures sur l'accès à l'eau et la qualité du service ?			
1. Peu d'effet	/ /	Commentaires	
2. Hausse des usagers de BF	/ /		
3. Hausse des usagers de BI	/ /		
4. Accès des pauvres au service d'eau	/ /		
5. Faible coupure d'eau	/ /		
6. Meilleure gestion des infrastructures	/ /		
7. Meilleure collaboration avec la commune	/ /		
8. Autres :.....	/ /		
P6. Parmi vos clients, sur quels aspects portent souvent les plaintes formulées avec le service actuel?			
1. Aucune	/ /	Commentaires	
2. Fréquentes coupures	/ /		

3. Horaires d'ouverture des BF non respectées	/ / /	
4. Prix à la pompe cher	/ / /	
5. Coût élevé des BI	/ / /	
6. Coût élevé des abonnements	/ / /	
7. Mauvaise qualité de l'eau	/ / /	
8. Insuffisance de débit	/ / /	
9. Insuffisance de débit en période d'étiage	/ / /	
10. Longue queue dans les BF	/ / /	
11. Peu d'information sur le service	/ / /	
12. Autres :.....		
.		
.....		
.....		

P7. Dans quels domaines l'autorité communale et le Comité WASH sont AUTONOMES pour bien gérer le secteur de l'E&A ? POURQUOI ?

	Commune	WASH	
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins	/ / /	/ / /	Commentaires
2. Sensibilisation communautaire : (préciser quels thèmes :.....	/ / /	/ / /	
.....			
.....			
.....	/ / /	/ / /	
.....	/ / /	/ / /	
3. Passation de marchés de construction	/ / /	/ / /	
4. Maîtrise d'ouvrage des constructions	/ / /	/ / /	
5. Sélection du gestionnaire d'infrastructure	/ / /	/ / /	
6. Contrôle/Suivi des procédures de gestion	/ / /	/ / /	
7. Contrôle qualité des services d'E&A			
8. Suivi de la maintenance des infrastructures	/ / /	/ / /	
9. Elaboration de plans de protection des ressources en eau	/ / /	/ / /	
10. Mise en vigueur des Dina de protection	/ / /	/ / /	
11. Suivi de la mise en œuvre des plans de protection	/ / /	/ / /	
12. Déclenchement et mise en œuvre de CLTS	/ / /	/ / /	
13. Suivi de construction de latrines	/ / /	/ / /	
14. Certification des villages SDAL	/ / /	/ / /	
15. Autres :.....			
.....			
.....			
.....			

P8. Dans quels domaines les capacités de gestion de l'autorité communale et du Comité WASH sont encore FAIBLES ? POURQUOI ?			
	Commune	WASH	
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins	/__/	/__/	Commentaires
2. Sensibilisation communautaire : (préciser quels thèmes :.....	/__/	/__/	
3. Passation de marchés de construction			
4. Maîtrise d'ouvrage des constructions	/__/	/__/	
5. Sélection du gestionnaire d'infrastructure	/__/	/__/	
6. Contrôle/Suivi des procédures de gestion	/__/	/__/	
7. Contrôle qualité des services d'E&A			
8. Suivi de la maintenance des infrastructures	/__/	/__/	
9. Elaboration de plans de protection des ressources en eau	/__/	/__/	
10. Mise en vigueur des Dina de protection	/__/	/__/	
11. Suivi de la mise en œuvre des plans de protection			
12. Déclenchement et mise en œuvre de CLTS	/__/	/__/	
13. Suivi de construction de latrines			
14. Certification des villages SDAL	/__/	/__/	
15. Autres :.....	/__/	/__/	
	/__/	/__/	
	/__/	/__/	
	/__/	/__/	
	/__/	/__/	
P9. Quelles sont les recommandations pour améliorer la gouvernance du secteur de l'EA dans votre commune ?			
Commentaires			
P10. Quelles sont les conditions de pérennité de votre service ?			
Commentaires			
P11. Quels sont les risques que votre exploitation s'arrête ?			
Commentaires			

GUIDE D'INTERVIEWS SEMI-STRUCTUREES POUR LES OPERATEURS D'EAH

Nom de l'interviewer : /__/ 29. Clément 30. Florette 31. RR 32. Eléonore	N° questionnaire : /___/___/___/	Région :
		District :
Date : /___/___/____/	Fokontany :	Commune :

Noms :		Entreprise :	Fonction :
Sexe : / ___ / 11. M 12. F	Dates de collaboration avec le projet : Du mois / ___ / Année / ____ / Au mois / ___ / Année / ____ /	Responsabilités dans l'Entreprise : Nb d'employés : / ___ /	

MODULE I : GESTION DE L'EXPLOITATION DES SANIMARCHES

A1. Donnez les caractéristiques des SERVICES d'assainissement que vous gérez dans le cadre du projet Rano HP ou Ranon'Ala ?			
1. Fabrication de dalles SANPLAT	/ ___ /	Commentaires	
2. Fabrication de dalles porcelaines et autres	/ ___ /		
3. Livraison et pose de dalles	/ ___ /		
4. Construction de latrines	/ ___ /		
5. Gestion de saniblocs/ monoblocs	/ ___ /		
6. Mois de début d'exploitation.....20.....	/ ___ /		
7. Autres :.....	/ ___ /		
.....			
A2. Aviez-vous des difficultés au démarrage de l'exploitation du SANIMARCHE ? Si OUI, quels ont été les problèmes TECHNIQUES qui ont ralenti l'exploitation ?			
1. Aucune difficulté	/ ___ /	Commentaires	
2. Manque de formation des maçons	/ ___ /		
3. Manque de matériaux adaptés	/ ___ /		
4. Manque de fonds de démarrage	/ ___ /		
5. Faible stratégie de vente/marketing/promotion	/ ___ /		
6. Manque de sensibilisation des usagers	/ ___ /		
7. Autres :.....	/ ___ /		
.....	/ ___ /		
A3. Avez-vous d'autres activités lucratives qui contribuent au fonctionnement du SANIMARCHE ?			
Commentaires			
A4. Quels ont été les problèmes rencontrés qui ont rendu difficile la GESTION du Sanimarché DURANT ET APRES la fin des projets ?			
	DURAN T	APRE S	
1. Manque de sensibilisation des usagers	/ ___ /	/ ___ /	Commentaires s
2. Manque de fonds de roulement	/ ___ /	/ ___ /	
3. Faible capacité de production de dalles	/ ___ /	/ ___ /	
4. Faible pouvoir d'achat des ménages	/ ___ /	/ ___ /	

5. Prix élevé des dalles/latrines	/	/	
6. Faible stratégie de vente/promotion	/	/	
7. Insuffisance du personnel de vente	/	/	
8. Faible marge de profit unitaire	/	/	
9. Mauvaise qualité des dalles/ buses	/	/	
10. Manque de service de vidange	/	/	
11. Autres :.....	/	/	
.....			
....			

A5. Quelles sont les mesures prises pour améliorer la vente des latrines et le service d'assainissement ?

Commentaires

A6. Quels sont les effets de ces mesures sur l'accès des ménages aux latrines améliorées ?

1. Peu d'effet	/	Commentaires
2. Hausse des usagers de latrines améliorées	/	
3. Hausse des usagers de latrines partagées	/	
4. Accès des pauvres aux latrines	/	
5. Meilleure capacité de production	/	
6. Meilleure gestion/profit des SANIMARCHES	/	
7. Autres :.....	/	
.....		
....		

A7. Parmi vos clients, sur quels aspects portent souvent les plaintes formulées avec le service actuel?

1. Aucun	/	Commentaires
2. Fissure des dalles/buses	/	
3. Coût élevé des dalles	/	
4. Coût élevé du transport des produits	/	
5. Pas de livraison à domicile	/	
6. Fréquente vidange à faire	/	
7. Peu d'information sur les produits	/	
8. Autres :.....	/	
.....		
....		

MODULE 2 : GOUVERNANCE DU SECTEUR DE L'E&A

A8. Dans quels domaines l'autorité communale et le Comité WASH sont AUTONOMES pour bien gérer le secteur de l'E&A ? POURQUOI ?

	Commune	WASH	
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins	/	/	Commentaires
2. Sensibilisation communautaire : (préciser quels thèmes :.....	/	/	
.....			
.....			

..... 3. Déclenchement et mise en œuvre de CLTS 4. Suivi de construction de latrines 5. Certification des villages SDAL 6. Autres :.....	/ / / / / / / /	/ / / / / / / /	
---	--------------------------	--------------------------	--

A9. Dans quels domaines les capacités de gestion de l'autorité communale et du Comité WASH sont encore FAIBLES ? POURQUOI ?

	Commune	WASH	
1. Elaboration de PCDEA, analyse des besoins 2. Sensibilisation communautaire : (préciser quels thèmes :.....	/ / / /	/ / / /	Commentaires
3. Déclenchement et mise en œuvre de CLTS 4. Suivi de construction de latrines 5. Certification des villages SDAL 6. Autres :.....	/ / / / / / / /	/ / / / / / / /	

A10. Quelles sont les recommandations pour améliorer la gouvernance du secteur de l'EA dans votre commune ?

Commentaires

A11. Quelles sont les conditions de pérennité de votre service ?

Commentaires

A12. Quels sont les risques que votre exploitation s'arrête ?

Commentaires

ANNEX IV: SOURCES OF INFORMATION

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
MANANARA-AVARATRA	ANTANAMBAOBE	Antanambaohely	19
		Antanetilava	19
	ANTANAMBE	Ambodimanga	19
		Malotrandro	19
	ANTANANANIVO	Antenina	19
	IMORONA	Vohitralanana	19
	MANANARA AVARATRA	Ambatotsimahatamana	19
		Mahambolona	19
		Antanankoro	19
		Soavinarivo	19
	SANDRAKATSY	Andaparatihely	19
		Ambodihitsina	19
Ambodimanga Tolongoina		19	
MANDRITSARA	MAROTANDRANO	Antsiraka	19
		Lampibe	19
SOANIERANA IVONGO	AMBAHOABE	Antsirabe Sandrangato	19
		Ambarimay	19
	ANDAPAFITO	Marolambo	19
	MANOMPANA	Moronivo	19
		Antanandava	19
		Manompana	19

Tableau 4b: Région ANALANJIROFO (zone RANO HP)

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
FENERIVE EST	ANTSIATSIKA	Ambodihazina	19
		Antsiatsiaka	19
		Tananambo	19
		Vohimafaitra	19
		Andranomiditra	19
	SARANAMBANA	Ambahavala	19
		Ambodihasy	19
		Ambolozatsy	19
		Ampangamena	19
		Andranomiditra	19
		Ihazomena	19
		Saranambana	19
		Ambodilaitra	19
		Ambilona	19
VAVATENINA	AMBODIMANGAVALO	Ambodirafia II	19
		Vohiboangy	19
		Ambodimangavalo	19

		Ambodiampaly	19
	MIARINARIVO	Androrangabe	19
		Miarinarivo	19
		Sahavatana	19

Tableau 4c: Région ATSIANANA

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
BRICKAVILLE	AMBOHIMANANA	Ambodialampona	19
		Ambohimanana	19
	ANIVORANO EST	Antseranambe	19
		TanambaoSahaniveno	19
		Ambalatenina Sud	19
		Anivorano Est	19
	LOHARIANAVA	Antsirakaomby	19
		Marofisokina	19
		TanambaoSanjaviavy	19
		Fierenana	19
		Andonabe	19
		Leokasina	19
VATOMANDRY	ILAKA EST	Ambalakondro	19
		Andranoambia	19
	NIAROVANA CAROLINE	Ambinanindrano	19
		Bonaka	19
		Sahabe	19
		Ambalaskay	19
		Ambalamangahazo	19
	TSARASAMBO	Ampaho	19
		Sahatalevana	19

Tableau 4d: Région VATOVAVY FITOVINANY

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
IKONGO	IKONGO	Marovitsika	19
		Tsarakianja Est	19
		Andromba	19
		Tsaratanteraka	19
	MAROMIANDRA	Ambohitsara B	19
		Sandranantakely	19
		Maromiandra	19
MANAKARA ATSIMO	ANTEZA	Anteza	19
		Lavakianja	19
		Mahavelona	19
	FENOMBY	Ambohimahaso	19
TATAO	Mahatsinjoriaka	19	
VOHIPENO	ANDEMAKA	Andemaka	19
		Marohanka II	19

		Vohitromby	19
	ILAKATRA	Ambodiara I	19
		Ambohitsara III	19
		Havohavo	19
		Ilaka	19
		Amboangibe	19
		Tanambao II	19

Tableau 4e: Région ATSIMO ATSIANANA

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
FARAFANGANA	IVANDRIKA	Mahazoarivo	19
	VOHIMASY	landraina	19
		Tsararano	19
		Vohibano	19
		Vohibe	19
VANGAINDRANO	MATANGA	Anezandava	19
		Tanatana	19
		Vohimena	19
		Ambalengo	19
		Mahavelo	19
		Marofototra	19
		Matanga	19
	SOAMANOVA	Madioandro	19
		Maronosy	19
		Maroroka	19
VONDROZO	VOHIMARY	Ratsimanahy	19
		Zafinivola	19
		Vohitsidy	19
	VONDROZO	Antevongo	19
		Masitafika	19
		Vondrozo	19

Tableau 4f: Région ANOSY

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
AMBOASARY-ATSIMO	BEHARA	Analagna	19
		Ankikiririka	19
		BeharaAmbony	19
		Fandiova	19
		TanambaoBehara	19
		Antsivavy	19
		Helobondro	19
		Maromena	19
		BerentyToby	19
		EsatraBevia	19

	SAMPONA	AnkilibeVahavola	19
		Elanja Centre	19
		Nasambola	19
	TANANDAVA SUD	AmbanizaMorafeno	19
		Ampotobato	19
		Tanandava Sud II	19
		AmbolovohitseTanamiray	19
		Ambolovohitse Ville	19
		Maroaiky II	19
		Berano Ville	19
		Ankara Berano	19

En ce qui concerne les ménages témoins, les 12 villages prévus ont été réalisés et les 228 ménages témoins ont été enquêtés comme le montre le tableau suivant :

Tableau 5 : Situation des échantillons témoins

STRATE	DUSTRICT	COMMUNE	FOKONTANY	Ménages enquêtés
Zone RANON'ALA	MANANARA-AVARATRA	AMBATOHARANANA	Ambodisambalahy	19
			Ambodimangatelo	19
VATOVAVY FITOVINANY	MANAKARA ATSIMO	AMBILA	Vohipanany	19
			Vohilava	19
ATSIMO AT SINANANA	FARAFANGANA	MANAMBOTRA ATSIMO	Manambotra Sud	19
			Maroroka	19
ANALANJIROFO (Zone Rano HP)	VAVATENINA	SAHATAVY	Sazomena	19
			Mahatsinjo	19
ATSINANANA	BRICKAVILLE	VOHITRANIVONA	Sarotriva	19
			Ampasimbe	19
ANOSY	AMBOASARY-ATSIMO	AMBOASARY ATSIMO	Magnaly	19
			Ianakafy	19

U.S. Agency for International Development
1300 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20523